



Université de Provence Aix-Marseille I
Département d'Anthropologie

MASTER PROFESSIONNEL
« Anthropologie & Métiers du Développement durable »

ETH.R11 Mémoire de recherche bibliographique

L'impact des plantations de palmiers à huile sur les populations locales dans
la province de Kalimantan Ouest

ERIC LE BIHAN

Sous la direction de Bernard Sellato

2007 – 2008

Les opinions exprimées dans ce mémoire bibliographique sont celles de l'auteur et ne sauraient en aucun cas engager l'Université de Provence, ni le directeur de mémoire.

Sommaire

Introduction	4
A. Contexte.....	7
1. Contexte géographique	7
2. Contexte social	9
3. Contexte politique	11
4. Contexte économique	16
5. Contexte juridique	19
6. Contexte écologique	22
B. Les acteurs	26
1. L'Etat.....	28
2. Les populations locales.....	32
3. Les petits planteurs :.....	40
4. Les compagnies de plantation	45
5. Institutions nationales et internationales, associations nationales et ONGs.....	48
6. La RSPO.....	50
C. Les communautés locales et le palmier à huile	53
1. Les systèmes agraires développés par les populations locales.....	53
2. L'agriculture de plantation au cœur des intérêts des acteurs.....	59
3. Communautés locales et compagnies de plantation:	64
PARTIE 1 : CONTRIBUTION DES PLANTATIONS AU BIEN ETRE DES POPULATIONS.....	64
Partie 2 : Le mécontentement des petits planteurs vis-à-vis des compagnies de plantation	68
4. Rôle des ONGs dans la défense des communautés locales.....	73
5. Changement technique, changement social.....	78
Partie I : L'impact des plantations de palmier à huile sur les systèmes sociaux et les formes d'organisation du travail.....	78
Partie II : Les impacts des plantations de palmier à huile sur l'évolution des systèmes agraires et les stratégies des producteurs :.....	85
Conclusion:.....	93
BIBLIOGRAPHIE :	96
ANNEXE :.....	101

Introduction

La consommation mondiale de produits contenant de l'huile de palme a augmenté progressivement depuis 150 ans, jusqu'à représenter aujourd'hui 65% du commerce international des huiles de consommation.¹ Sa production est largement monopolisée par la Malaisie et l'Indonésie, qui réalisent près de 90% de la production mondiale.² La Malaisie est actuellement le leader international, mais devrait être dépassée par l'Indonésie en termes de quantités produites en 2009.

Le palmier à huile, ou *Elaeis guineensis*, trouve en réalité son origine dans les forêts tropicales d'Afrique Centrale autour du Golfe de Guinée. Il mesure de 20 à 25 mètres de haut à l'état naturel, mais les variétés cultivées en plantation ne dépassent pas 15 mètres. Son tronc est le stipe caractéristique des palmiers, cylindrique, vertical, non ramifié et de diamètre constant. Ses feuilles mesurent 5 à 7 mètres de long et présentent un pétiole robuste et épineux. Elles forment une couronne en haut du stipe, qui entoure et protège le bourgeon végétatif. Le fruit est une drupe charnue, de forme ovoïde, composé de la pulpe ou mésocarpe de couleur jaune orangée qui renferme près de 50% de lipides constituant l'huile de palme, et d'un noyau très dur contenant la graine ou amande, qui est également riche en lipides. Les drupes ou noix sont regroupées en régime, chacun pouvant porter jusqu'à 1500 drupes.³

Elaeis guineensis est toujours largement répandu en Afrique centrale où il est cultivé à hauteur de 80% par des petits planteurs qui emploient des techniques manuelles pour l'extraction de l'huile. Celle-ci est utilisée comme huile alimentaire, et constitue de fait une nourriture de base dans la diète quotidienne de millions d'Africains. Sa première utilisation 'commerciale' était comme huile de cuisson pour l'alimentation des esclaves transportés d'Afrique vers l'Amérique.⁴

Elaeis guineensis permet la production de deux huiles, ainsi que du vin de palme :

- L'huile de palme est extraite par pression à chaud de la pulpe des fruits ; est de couleur rouge et assez épaisse. Cette huile est essentiellement utilisée dans l'industrie alimentaire comme huile de friture, matière grasse végétale, pour la production de margarine, ainsi que par l'industrie cosmétique pour la fabrication de savon, de shampooing et pour la cosmétologie.

¹ THOENES : 13

² THOENES : 2

³ Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Palmier_%C3%A0_huile

⁴ Wakker, E., 2005 : 11

- L'huile de palmiste est extraite des graines décortiquées qui ont une haute teneur en acidité, et est de couleur blanche. Elle est principalement utilisée par l'industrie cosmétique pour la production de savon et de lubrifiants.⁵

Le palmier à huile fut introduit pour la première fois en Indonésie en 1848, lorsque quatre pousses furent plantés dans les jardins botaniques de Bogor, à Java. Les graines issues de ces arbres furent transférés à Deli, dans le Nord de Sumatra en 1875. Ce ne fut toutefois pas avant 1911 que les premières plantations furent établies à Asahan dans la Province d'Aceh par le fondateur de la compagnie franco-belge SOCFIN, qui possède toujours des plantations à Sumatra.⁶ Des investissements néerlandais dans la région permirent d'étendre les surfaces cultivées, et dès 1938 les provinces de Nord Sumatra et Aceh dominaient le commerce international de l'huile de palme.⁷

Il fallut toutefois attendre les années 60 en Malaisie et 80 en Indonésie pour que la culture du palmier à huile sous forme de plantation en monoculture à grande échelle ne décolle. Le secteur des plantations de palmier à huile en Indonésie fut initié par le gouvernement avec le soutien de la Banque Mondiale à partir de 1968, et placé sous l'égide de compagnies nationales dans un premier temps.⁸ Le gouvernement avait alors pour but à travers ce secteur d'assurer la production d'huile de consommation à bas prix pour le marché national, de stimuler le développement industriel et de diversifier les exportations.⁹ Les bienfaits macro-économiques de l'huile de palme sont d'ailleurs symbolisés par l'apparition du palmier à huile sur les billets de 1000 *Roupia* (Rp).

Le gouvernement indonésien s'est désengagé depuis 2001 du secteur des plantations, qui doit par conséquent son expansion actuelle à des compagnies nationales ou transnationales privées. Celles-ci opèrent sur des concessions allouées par l'Etat d'une surface moyenne pouvant aller de 10,000 à 25,000 hectares. Ces plantations sont mises en place sur des zones de forêts considérées comme 'dégradées', mais qui abritent tout de même une grande partie de la biodiversité de l'archipel. De plus, à Kalimantan Ouest, les concessions sont généralement établies sur les terres juridiquement sous contrôle coutumier des populations autochtones Dayak, qui en dépendent pour leur subsistance et leur revenu économique. Le gouvernement ayant encouragé la transmigration de populations défavorisées de Java et de Sumatra vers

⁵ Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Palmier_%C3%A0_huile

⁶ STOLER, 1985: 19

⁷ STOLER, 1985: 20

⁸ LARSON, 1996, dans : POTTER & LEE, 1998 : 12

⁹ TOMICH & MAWARDI, 1995 : 89

Kalimantan Ouest dans le cadre des programmes de plantation, les populations autochtones se trouvent en compétition pour l'utilisation de la terre avec les transmigrants et les compagnies de plantation, contribuant à alimenter un front pionnier permanent qui avance au détriment du couvert forestier. Un nombre important de conflits sociaux sont nés des déplacements de population orchestrés par l'Etat et les compagnies de plantation, mettant en doute la durabilité sociale de la politique de redistribution foncière de l'Etat sous forme de bails de trente ans.

La prise de conscience, localement et dans les pays du Nord, des dommages occasionnés par les plantations de palmier à huile sur le plan social et écologique, a poussé un certain nombre d'institutions internationales et d'Organisations Non-Gouvernementales locales et internationales, à prendre position et à s'engager sur le terrain pour défendre les causes pour lesquelles elles se battent, notamment le développement agricole durable, la défense des droits des peuples indigènes et la conservation de la biodiversité.

Une mosaïque d'acteurs aux statuts, intérêts et stratégies multiples se trouvent donc impliqués volontairement ou forciblement au sein du secteur des plantations de palmier à huile, chacune des parties prenantes influant à son échelle et à sa manière sur les dynamiques agricoles, sociales, économiques, politiques, écologiques, foncières... Ce sont ces stratégies d'acteurs qui déterminent de par leur impact les mutations rapides et les processus de fabrique sociale opérant à Kalimantan Ouest aujourd'hui.

Un certain nombre d'éléments de contexte sont nécessaires dans un premier temps à la compréhension des dynamiques sociales, économiques et agraires contemporaines à l'œuvre dans la Province de Kalimantan Ouest. Ce sont en effet ces éléments qui déterminent le positionnement spécifique de chacun des acteurs et groupes d'acteurs engagés sur le terrain par rapport aux enjeux qui les touchent et les amènent à se confronter au sein de l'arène stratégique du développement agricole à Kalimantan Ouest. L'agencement des stratégies variées et parfois antinomiques de ces acteurs ayant rendu la situation sur le terrain à la fois diversifiée et dynamique, les processus de changement social, économique, technique, foncier et agraire à Kalimantan Ouest sont aujourd'hui d'une grande complexité. Cette étude s'efforcera de démêler l'écheveau complexe des stratégies d'acteurs, afin de mettre en lumière les tendances des transformations sociales qui sont à l'œuvre aujourd'hui dans les zones rurales en lien avec l'agriculture de plantation basée sur la monoculture du palmier à huile. Quel est l'impact des plantations de palmier à huile sur les populations locales à Kalimantan Ouest ?

A. Contexte

1. Contexte géographique

Les plantations de palmier à huile ont commencé à se développer depuis la fin des années 1960 en Malaisie, puis en Indonésie à partir des années 80. Le secteur a connu son expansion la plus rapide entre 1990 et 2002, période pendant laquelle les surfaces plantées en palmier à huile ont augmenté de 43%, atteignant 10,7 millions d'hectares en 2002¹⁰, principalement en Malaisie et en Indonésie.

En Indonésie, les surfaces plantées à l'échelle nationale ont presque triplé entre 1990 et 2000, passant de 1,1 à 3 million d'hectares, soit en moyenne une surface de 190,000 hectares plantés par année, qui a culminé en 1997-1998, avant de ralentir suite à la crise économique Asiatique de 1998¹¹. Suite à cette crise, l'accroissement des surfaces plantées s'est largement ralenti, tombant à 75,000 hectares plantés en 1999, avant de dépasser le nombre d'hectares convertis annuellement avant la crise, soit 240,000 ha pour 2002.

A l'échelle des provinces, cette expansion, débutée dans la province de Sumatra Nord dans les années 60, s'est peu à peu étendue aux provinces de Aceh, Riau, Sumatra Sud, Jambi (dans l'Est de Sumatra) et Kalimantan Ouest qui a connu l'accroissement en surfaces plantées le plus rapide, de 25,4% par an entre 1991 et 1997¹².

Kalimantan est la partie indonésienne de l'île de Bornéo, qui couvre 539,000 km² de la masse continentale de cette île de 736,000 km². Au sein de ce territoire s'étend la province de Kalimantan Ouest, située entre le 2°N et le 3°S et couvrant 146,810 km², délimitée à l'Ouest par la mer de Java, au Nord par la chaîne des Kapuas Hulu, qui marque la frontière avec la Malaisie, et à l'Est par les monts Schwaner culminant à 2270 m, au-delà desquels se trouve la province de Kalimantan Centre.

Le climat de la province est de type équatorial, et se caractérise donc par une pluviométrie forte selon un gradient croissant de la côte vers l'intérieur des terres, avec une moyenne annuelle de précipitations de l'ordre de 3257 mm, et une température annuelle moyenne est de 26,7°C¹³. Cette région est donc marquée par d'importants réseaux

10 WAKKER, 2005 : 12

11 WAKKER, 2005 : 12

12 CASSON, 1999 : 8

13 Statistiques de Sanggau, 1995

hydrographiques dont le principal est celui du fleuve Kapuas, qui couvre près de 100,000 km², soit environ les deux-tiers de la province. Le climat dans l'Ouest de Kalimantan est caractérisé par l'alternance de deux moussons, l'une venant du Sud-Est, qualifiée de « mousson sèche », qui s'étend généralement de Juin à Août et est marquée par une forte irrégularité, et l'autre en provenance du Nord-Ouest, ou « mousson humide », de Septembre à Mai, avec des précipitations moyennes de 300 à 350 mm.

Dans le centre de Kalimantan, les massifs sont constitués de roches granitiques qui dépassent parfois les 2000 m, dominant des zones de piémont constituées par des roches cristallines et métamorphiques que recoupent des intrusions andésitiques d'âges secondaire et tertiaire¹⁴. En termes pédologiques, la province de Kalimantan ouest est essentiellement constituée de grès continentaux d'origine paléogène et néogène associés à des grès et des marnes marines paléogènes¹⁵. On y trouve 5 principaux types de sols : alluviaux, organosols, podzoliques rouge-jaune, latosols et lithosols¹⁶. Ils sont généralement caractérisés par une très faible fertilité naturelle due à une faible saturation en bases, une forte acidité et une très forte lixiviation¹⁷. Dans l'intérieur des terres, le relief de la région est principalement constitué de collines dont l'altitude moyenne avoisine les 200 mètres, qui s'estompent en direction de la côte et du bassin versant de la Kapuas pour devenir des vallées alluviales qui comportent souvent des zones marécageuses, ou des mangroves dans les régions côtières. Ces vallées sont depuis longtemps habitées par des populations sédentaires du fait de leur fertilité supérieure, et constituent donc des lieux privilégiés d'implantation pour les cultures vivrières, ainsi que plus récemment pour les plantations de palmiers à huile, puisque les compagnies de plantation cherchent à se développer sur les terres les plus fertiles et les plus accessibles afin de réaliser des économies.

La répartition de la végétation est déterminée par les composantes topographiques, pédologiques et pluviométriques de l'environnement. Les principaux types de forêts rencontrés sont les mangroves, qui s'étendent dans les bas-fond et sur les plaines côtières, les *Kerangas* ou forêts inondées sur tourbe, les forêts de plaine et les forêts collinaires à Diptérocarpes, les forêts à « bois de fer » ainsi que les forêts sur calcaire et sols basiques¹⁸. La flore de Bornéo est caractérisée par une grande spéciation et diversification des espèces, au

¹⁴ TROUILLARD, 2001 : 27

¹⁵ FAO-UNESCO, 1988

¹⁶ ALGADRIE, 1990 : 27

¹⁷ WERNER, 1993, dans : PENOT, 2003 : 4

¹⁸ TROUILLARD, 2001 : 27

sein desquelles on compte plus de 10,000 espèces de plantes à fleurs et 300 espèces d'arbres dont 267 sont des Diptérocarpes, parmi lesquels environ 58% sont endémiques¹⁹.

Les sols ayant souvent une très faible fertilité naturelle, notamment les latérites rouges et jaunes qui constituent la composante pédologique majeure dans la province de Kalimantan Ouest, il est très difficile de mettre en place l'agriculture pluviale, d'autant plus que sur ces sols pauvres, les plantes adventices et notamment *Imperata cylindrica* se développent rapidement, représentant donc une menace pour les cultures saisonnières. Les paysans se sont donc très rapidement tournés vers les cultures de plantes pérennes, en addition puis en remplacement des cultures annuelles itinérantes. Ces cultures pérennes sont basées sur des essences indigènes domestiquées par les populations autochtones depuis longtemps, tels que les Durians (*Durio*), les Rambutan (*Nephelium*), le rotin (*calamus*) ou les Jaquiers (*Artocarpus*), qui sont généralement plantés dans les jardins de case (*Tembawang*) ou combinés avec des espèces introduites, notamment l'hévéa (*Hevea brasiliensis*) dans les agroforêts à hévéa ou jungle rubber, qui reproduisent la biodiversité et l'équilibre écologique d'une forêt secondaire.

2. Contexte social

Quatre groupes humains principaux peuplent la province de Kalimantan Ouest :

Les Dayaks ou *orang asli* sont les populations autochtones, regroupées sous ce nom qui rassemble en fait une multitude d'ethnies dispersées dans l'intérieur de Bornéo, qui étaient à la période pré-coloniale des groupes de chasseurs-collecteurs nomades ou semi-nomades. Ils se sont aujourd'hui pour la large majorité intégrés dans l'économie indonésienne en transformant leurs systèmes de production, passant progressivement de la collecte des éléments de leur environnement aux cultures rotatives sur brûlis en intégrant la riziculture pluviale ou *ladang*, avec évolution progressive des repousses forestières sur les jachères en agroforêts, qui sont le plus souvent des *jungle rubber*. Ils pratiquent aussi aujourd'hui la riziculture irriguée de bas-fonds ou *sawah* qu'ils ont apprise des transmigrants Javanais dans les zones qui le permettent. Les populations Dayaks ont donc connu un changement technique et social rapide au cours du siècle dernier, tout en gardant une identité culturelle très forte, caractérisé par un rapport culturel important à la forêt, qui dépasse le simple rapport de

¹⁹ ASHTON, 1982, dans TROUILLARD, 2001 : 27

production²⁰, ainsi que par la religion puisqu'ils sont chrétiens, de confession catholique en large majorité. Les Dayaks vivent traditionnellement dans les régions de collines et de moyenne montagne, hors des grandes vallées fluviales, qui étaient jusqu'à la période coloniale les seules voies de communication permettant de pénétrer dans l'intérieur des terres, et sont par conséquent habitées par les *Malayus*. Ils sont aujourd'hui présents dans les zones urbaines du fait de l'exode rural, mais presque toujours largement minoritaires (moins de 5% de la population de Pontianak, la capitale provinciale, est Dayak²¹). A l'échelle de la province de Kalimantan Ouest, les Dayak ne représentent que 40% de la population, mais dans les *kabupaten* (départements) de l'intérieur, notamment ceux de Sanggau et Sintang, ils constituent encore la majorité, à hauteur de 70%.

Le terme "*Malayu*" regroupe en fait les populations musulmanes d'origine Malaise ou de Sumatra qui se sont implantées le long des côtes autrefois sous domination de sultanats côtiers Malais, et font donc partie intégrante du monde Malais, et des populations Dayaks qui, à force de contacts répétés avec ces derniers ont progressivement adopté la culture malaise et se sont convertis à l'Islam dès le XVII^e siècle.²² Ils vivent donc pour la plupart à proximité des grands axes de communication et le long des fleuves²³, et disposent donc de droits fonciers sur les terres alluviales plus fertiles des plaines fluviales.

Les populations d'origine javanaise à Ouest Kalimantan ont pour la plupart été implantées par le gouvernement indonésien dans le cadre de programmes de transmigration débutés dès 1905, dans le but de déplacer des paysans majoritairement sans terres des îles surpeuplées de Java et de Madura, vers des zones de peuplement plus diffus dans les îles extérieures. Une partie des migrants se sont tout de même implantées de manière spontanée avec la colonisation hollandaise notamment aux XVI^e et XIX^e siècles, comme c'est le cas pour bon nombre de Madurais ayant migré en recherche de terres à cultiver et de travail. Ces migrants spontanés ont été à l'origine de nombreux conflits les opposant aux Dayaks en 97-98, puisqu'ils occupaient des terres sans en référer aux propriétaires coutumiers. La plupart des Madurais ont donc été contraints de migrer vers les centres urbains, et ne possèdent par conséquent que peu ou pas de terres.

²⁰ PENOT, 2003 : 5

²¹ PENOT, 2003 : 5

²² KING, 1993 : 17

²³ MACKINNON, 1996 : 39

L'immigration officielle par le biais des programmes de transmigration a beaucoup mieux fonctionné, du moins en termes d'intégration à la population locale, d'autant plus que les transmigrants ont le plus souvent été implantés dans des zones de faible peuplement et souvent peu fertiles telles que les plaines à *Imperata cylindrica*. Ces paysans se voient alloués une maison, une parcelle cultivable de 2 à 2,5 hectares et quelques têtes de bétail qui constituent un capital d'épargne. Ils sont soumis aux obligations d'un des deux types de programmes mis en place par l'Etat, basés sur la culture de plantes pérennes en monoculture (hévéa ou palmier à huile) ou sur les cultures vivrières, qui combinent le *sawah*, supposé assurer l'autosubsistance de la famille, et les cultures pluviales de rapport.

Des populations originaires du Sud de la Chine s'implantèrent à Kalimantan Ouest dès le XVII^e siècle, puis surtout au milieu du XVIII^e siècle pour travailler dans les mines d'or et d'étain. Suite au déclin de l'exploitation minière, les Sino-indonésiens se tournèrent vers le commerce et l'agriculture, étant ainsi à l'origine des premières plantations d'hévéa, mais par la suite le gouvernement leur interdit de posséder de la terre. Ils ont rapidement capté les circuits de commercialisation, notamment ceux des produits forestiers, de l'or, et du caoutchouc²⁴, et jouent aujourd'hui un rôle stratégique dans les échanges commerciaux de matières premières et de biens de consommation entre les zones de production de l'intérieur et la capitale économique de Pontianak.

3. Contexte politique

a) Raisons historiques et politiques au développement des plantations de palmier à huile intégrant des petits planteurs.

Face à la déforestation massive des forêts primaires à l'échelle nationale, et notamment des forêts de diptérocarpes de Kalimantan dont le recul a été extrêmement rapide au cours des 30 dernières années, le gouvernement indonésien a progressivement pris conscience de la faible durabilité de ce type d'exploitation en matière de développement économique et social, et ce malgré le discours politique purement rhétorique autour des soi-disants vertus des coupes sélectives opérées par les compagnies forestières sur leurs concessions. L'Etat a donc cherché à développer des activités économiques à moyen ou long terme qui soient capables de stimuler le développement dans les zones de forêts dégradées ou

déforestées et les plaines peu fertiles à *Imperata cylindrica*. L'implantation de plantations pérennes fut alors identifiée par le gouvernement comme la meilleure manière, dans une logique de production agricole intensive et 'moderne', de mettre en valeur économiquement ces zones, tout en appuyant le développement rural par le biais de la création d'emplois agricoles et de la diversification des sources de revenu, direct ou indirect. Cette politique a été mise en oeuvre dans des régions rurales peu développées des îles extérieures comme Kalimantan dont les systèmes agricoles extensifs, consistant dans leur large majorité en agroforêts à hévéa, étaient perçus par la classe politique comme archaïques et insuffisamment productifs.

Dès 1968, avec le soutien financier de la banque mondiale, le gouvernement Indonésien commença à développer le secteur de production de l'huile de palme et du papier par le biais de compagnies nationales, les PTP (*Perseroan Terbatas Perkebunan*)²⁵. La mise en place de ces plantations visait à la fois au développement agricole et industriel de régions défavorisées, à l'augmentation de la part des exportations agricoles dans une balance des exportations déséquilibrée par l'importance des exportations de produits pétroliers, et surtout à assurer l'approvisionnement du marché national en huile de consommation domestique à coût réduit²⁶.

La mise en place de programmes de développement associant compagnies de plantation publiques et petits planteurs débuta en 1979, imitant le Federal Land Development program (FELDA ou programme de développement des terres fédérales) développé en Malaisie. Ce programme nommé PIR (*Perkebunan Inti Rakyat*) ou NES (Nucleus Estate and Smallholder scheme), plus communément appelé Nucleus-Plasma, associe une compagnie de plantation, publique dans un premier temps, et des petits planteurs exploitant des lots de 2 hectares de terre plantés en palmiers à huile. L'ensemble de ces concessions constitue le *plasma*, prévu pour représenter à l'origine 80% de la totalité des terres plantées, les 20% restant formant le *nucleus* ou noyau, propriété de la compagnie. Ces proportions ont changé au cours du temps, la répartition des terres évoluant progressivement au profit des compagnies. Les zones converties en plantation couvrent généralement des terres utilisées voire cultivées par des communautés locales, donc soumises aux lois coutumières. Ces terres sont alors divisées entre les parties prenantes : pour chaque 5 hectares de terres que les propriétaires coutumiers sont en mesure de prouver qu'ils possèdent, ils se voient attribués

24 PENOT, 2003 : 7

25 POTTER & LEE, 1998 : 12

26 TOMICH & MAWARDI, 1995 : 115

une parcelle de 2,5 hectares plantée en palmiers à huile, l'autre moitié devenant propriété de la compagnie. Nous verrons dans la partie consacrée aux petits planteurs les modalités et conditions de ce partage.

A partir de 1986, le gouvernement commença à développer les programmes PIR trans, par lesquels de nombreuses concessions de grande taille, comptant généralement plusieurs milliers d'hectares, furent allouées à des compagnies de plantation publiques, mais aussi privées, sur des terres coutumières appartenant à des communautés locales. Ces concessions basées sur le modèle PIR Trans font partie intégrante du programme de *transmigrasi* mis en place par l'Etat, les terres concernées étant cette fois divisées entre trois parties prenantes : la compagnie, les familles de transmigrants, et les familles dont les terres ont été redistribuées, qui sont tout de même prioritaires dans l'allocation des parcelles.

Afin d'attirer les investissements privés, le gouvernement a mis en place un certain nombre d'incitations, notamment en finançant la transmigration et la construction des infrastructures nécessaires aux populations déplacées, en facilitant les procédures d'acquisition des terres pour les compagnies et en leur offrant des crédits à des taux avantageux pour la mise en place des plantations et des infrastructures nécessaires à la transformation des régimes de drupes en huile de palme²⁷, notamment les pressoirs.

A partir de 1995, du fait de la conjoncture économique qui a poussé l'Etat à ajuster ses taux d'intérêt sur les crédits plus proches de ceux du marché, et du fait du manque de financements, le gouvernement de Suharto décida de consacrer l'essentiel de ses moyens au développement de plantations de palmiers à huile dans la partie Est de l'archipel sous un nouveau programme dénommé PIR Trans KKPA (Koperasi Kredit Primer Anggota ou coopérative de crédit primaire pour les membres)²⁸. L'Etat déplace donc vers l'Est nombre des entreprises nationales, et met en place des avantages alléchants pour y attirer des investissements privés, dans le but à moyen terme de faire de l'Indonésie le leader mondial du marché de l'huile de palme. D'après l'Institut Indonésien de Recherche sur le palmier à huile (IOPRI), 18 millions d'hectares de terres en Indonésie conviendrait aux plantations culture du palmier à huile. Or, dès 1996, le gouvernement avait mis de côté 9,13 Mha de terres convertibles, parmi lesquels 5,56 se trouvaient dans la partie orientale de l'archipel, dans les Molouques et en Papouasie Occidentale²⁹.

²⁷ POTTER & LEE, 1998 : 12

²⁸ POTTER & LEE, 1998 : 12

²⁹ WAKKER, 2005 : 12

b) La transition avec la crise économique et la chute de Suharto

La crise financière Asiatique, qui a provoqué la crise économique Indonésienne de 1997, n'a pas arrêté l'engouement des compagnies de plantation pour le palmier à huile. Cependant, le renouveau politique suite à la crise politique de 1998 qui conduisit à la chute de Suharto, a entraîné de nombreux changements en matière de politique à l'échelle locale comme nationale avec la reformasi instillée sous la présidence de Megawati, qui vise à la démocratisation de la vie politique et à la réforme de l'appareil gouvernemental³⁰. Les mots d'ordre sont alors la lutte contre le KKN (*Korupsi, Kolusi, Nepotism*), et la mise en place de nouveaux modes de gouvernance par le biais d'une politique de décentralisation. S'ensuit une augmentation des libertés politiques, et avec celles-ci le développement de syndicats, d'Organisations Non-Gouvernementales, d'associations, et de l'ouverture de la concertation et des négociations entre acteurs.

c) Désengagement de l'Etat du secteur des plantations publiques et loi otonomi daerah

La loi d'*otonomi daerah* (de décentralisation), mise en place à partir de l'an 2000, confère plus de pouvoir aux Gouverneurs des provinces, et surtout aux *Bupati*, représentants de l'Etat au niveau des *kabupaten* (département). Lorsqu'une compagnie cherche à acquérir de la terre afin de d'ouvrir une nouvelle plantation dans une zone de forêt de conversion, elle doit faire une demande de concession au Gouverneur, qui est portée au plan d'utilisation des sols de la province (RTRWP, *Rencana Umum Tata Ruang Wilayah Propinsi*). Le gouvernement provincial doit alors à son tour obtenir l'assentiment du Ministère des Forêts, seul organe de l'Etat qui soit officiellement habilité à prendre ce type de décisions. Or, le ministère se base, parmi d'autres considérations, sur la quantité de bois commercialement exploitable à l'hectare, qui est évaluée par un consultant assermenté. Lorsque celle-ci est inférieure à 16 m³ par hectare, ce qui signifie qu'il s'agit d'une forêts dégradée qui a déjà été exploitée, le Ministère consent généralement à sa conversion³¹. Cependant, le Ministère n'est que faiblement représenté au niveau provincial, et ne peut par conséquent forcer la main aux provinces. L'un des travers de la loi de décentralisation est qu'elle confère un large pouvoir décisionnel aux *Bupati*, qui sont généralement très favorables au développement de

³⁰ PENOT, 2003 : 15

³¹ POTTER & LEE, 1998 : 30

plantations de palmier à huile privées, puisque cela leur permet d'attirer facilement les investissements, de créer de l'emploi localement, d'augmenter les revenus issus des exportations, et donc de stimuler l'économie locale dans une voie qui cadre avec leur vision du développement local³². Les gouvernements locaux ayant moins de poids politique et une marge de manœuvre financière plus limitée, ils peuvent être plus faciles à manipuler lorsque des intérêts importants en termes de développement économique sont en jeu. C'est ce qui fait dire à Eric Penot que les « deux facteurs : politique de « *réformasi* » et de décentralisation (...) portent les germes d'une démocratie plus soucieuse du local et d'une gestion plus directe des ressources. Ils portent aussi les germes d'une corruption décentralisée (qui cependant existe déjà), de l'absence de plan général et de développement localisé isolé aboutissant à une autonomie, certes, mais aussi, potentiellement, à une multiplication d'actions non concertées pouvant aboutir à un dérèglement généralisé³³. » Au sein de la loi sur la décentralisation, la clause n° 25/199, qui établit la répartition des revenus issus des taxes entre les gouvernements décentralisés et central, est celle qui a le plus influé sur l'expansion des surfaces consacrées aux cultures de rapport, en ce qu'elle ne définit pas de cadre législatif national se rapportant à la vente de terres et aux taxes foncières, laissant ainsi les gouvernements régionaux libres de gérer leur budget et de collecter leur revenu³⁴. Cela explique le fait que, dès le passage de la loi sur la décentralisation, de nombreux gouvernements décentralisés ont établi des programmes régionaux de développement visant à augmenter largement les surfaces consacrées à la culture du palmier à huile pour en tirer des revenus conséquents, sans s'être toutefois coordonnés au niveau national. Les projets de plantation ont donc explosé à travers tout le pays : à Kalimantan Ouest, le gouvernement a fait des plans pour augmenter les surfaces plantées de 338,000 en 2002 à 3,2 million d'hectares, alors que Kalimantan Est projette de passer de 70,000 hectares en 2002 à 2,1 millions, et la Papouasie Occidentale cherche à atteindre les 3 millions d'hectares pour une surface exploitée de seulement 58,000 hectares en 2002... Certains auteurs pensent que le manque de coordination nationale autour de l'expansion des surfaces consacrées au palmier à huile pourrait avoir des conséquences sur la pérennité de cette culture de rapport, notamment si l'économie en est trop dépendante, ce qui amène un risque en cas de saturation du marché.

32 POTTER & LEE, 1998 : 30

33 PENOT, 2003 : 3

34 SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 17

d) La réalité sur le terrain :

En théorie, le Ministère des forêts est la seule instance gouvernementale qui puisse décider du statut et de la convertibilité d'une forêt en plantation. Celui-ci se base cependant sur l'expertise d'un consultant qui évalue la quantité de bois exploitable par hectare, évaluation qui est souvent biaisée du fait de l'intérêt personnel de l'évaluateur qui ne souhaite pas saboter ses chances ultérieures de trouver du travail auprès des compagnies, et est donc aisément corrompible. La décision du Ministère est donc souvent faussée de par la nature de l'évaluation, et nous verrons plus tard comment le manque de fiabilité des données et la faiblesse de la juridiction et du système pénal ont pour effet de favoriser l'adoption de pratiques illégales de la part des compagnies, donnant lieu à de nombreux excès, notamment en matière de destruction de l'environnement et de violations des droits de l'Homme. Les compagnies sont d'ailleurs très souvent autorisées par les gouvernements locaux à commencer le déboisement avant même d'obtenir l'autorisation formelle du Ministère. Il arrive parfois que le permis soit refusé, et que la coupe continue malgré tout.³⁵ En effet, les *Bupati* et gouverneurs de province sont, de manière générale, guidés par des objectifs de croissance économique, et peuvent être sensibles à des questions sociales, mais sont rarement orientés dans leurs choix par des préoccupations d'ordre écologique, contrairement au Ministère des Forêts, qui se positionne plus dans une logique de développement durable et de conservation. L'autorité du Ministère est donc remise en cause aux échellons inférieurs, au niveau des provinces et des *kabupaten*, ce qui semble être l'une des conséquences de la décentralisation. Cette perte d'influence du Ministère au niveau des régions est aussi liée au fait que les compagnies de plantation ont une certaine influence et un poids politique important, notamment à l'échelle régionale. De plus, elles sont généralement soutenues par des investisseurs ou des personnages influents qui sont en mesure de faire basculer les décisions politiques en leur faveur³⁶ par le biais du clientélisme politique, largement présent à tous les niveaux de l'Etat en Indonésie.

4. Contexte économique

a) Contexte général

³⁵ POTTER & LEE, 1998 : 30

³⁶ POTTER & LEE, 1998 : 21

Sur une population active totale d'environ 110 millions, dont environ 30 millions sont considérés comme sans-emploi, le secteur des plantations de palmier à huile et des industries dérivées emploie plus d'1 million de personnes, soit 1% de la population active totale.

Le secteur des plantations d'huile de palme dans sa totalité constitue donc un secteur important de l'économie indonésienne. En 1997, juste avant la crise économique, les exportations d'huile de palme brute représentaient déjà plus d'1 milliard de dollars, soit 3,5% des exportations nationales de produits non-pétroliers, et constitue donc une source importante d'emploi et de devises.³⁷

Lorsque la crise frappa l'Indonésie, la conjoncture économique semblait indiquer que le secteur ne serait guère affecté et se trouverait même dynamisé par la dévaluation de la *rupiah*, facilitant par conséquent les investissements étrangers. Cependant, du fait que de nombreuses compagnies indonésiennes ont eu de grandes difficultés à faire face au remboursement de leurs emprunts, et du contexte politique et économique instable qui a découragé les investissements étrangers, les surfaces plantées annuellement diminuèrent, tombant à 177,197 hectares pour 1999, contre 266,565 en 1997, soit un ralentissement de l'expansion de 33% sur l'année.³⁸ La production d'huile de palme brute diminua aussi pour la première fois depuis 1969, tombant à 5 millions de tonnes pour l'année 1998, contre 5,4 Mt en 1997, soit une baisse d'environ 7%.³⁹ L'expansion des surfaces cultivées, loin de s'être arrêtée, a simplement ralenti entre 1998 et 2000, passant tout de même de 2,3 Mha en 1996, à 3,6 Mha en 2001, soit un taux de croissance annuel de 6,8%.⁴⁰ Dès 2002, les compagnies reprennent le rythme d'avant la crise, et plantent environ 240,000 ha.⁴¹ Cela montre bien que l'investissement dans le secteur a poursuivi son augmentation tout au long de la crise, tandis que le PNB connaissait une baisse de 13% pour la seule année 1998.⁴²

Les principales raisons invoquées pour expliquer ce ralentissement inattendu de la production et des surfaces plantées sont les suivantes⁴³:

- La taxe d'exportation, mise en place par le gouvernement de Suharto en 1995, reste trop élevée.

³⁷ CASSON, 1999 : 8

³⁸ CASSON, 1999 : 8

³⁹ CASSON, 1999 : 8

⁴⁰ CASSON, 1999 : 8

⁴¹ WAKKER, 2005 : 12

⁴² CASSON, 1999 : 8

⁴³ CASSON, 1999 : 7

- Les petits planteurs profitent des perturbations sur le plan politique pour tenter de faire valoir leurs droits aux terres dont ils estiment avoir été injustement spoliés, décourageant par la même occasion les investissements étrangers.
- Les compagnies indonésiennes ont beaucoup de difficultés à obtenir des crédits dans le contexte de crise.
- Le phénomène d'oscillation vers le Sud d'El Niño en 1997-98 suscite une sécheresse et de mauvaises récoltes.
- La chute des prix de l'huile de palme brute sur les marchés internationaux.
- Les coûts de production qui augmentent.

Le secteur des plantations de palmier à huile a donc prouvé sa résistance et sa résilience dans le contexte de la crise financière asiatique et, par là même, démontré sa fiabilité en tant que secteur porteur de l'économie, ainsi que sa capacité contributive tant en termes de croissance économique que de redistribution des revenus vers les petits planteurs.⁴⁴ Cette capacité à constituer un support à l'économie est aussi lié aux avantages comparatifs de l'huile de palme brute par rapport aux autres huiles végétales. En effet, l'huile de palme est celle des cultures oléagineuses qui est la plus productive à l'hectare, et a le coût de production le plus bas. Alors que les parcelles de soja, de colza et les cocoteraies produisent respectivement 332, 521 et 395 kg/ha, le palmier à huile en génère 3,200.⁴⁵ Ces avantages comparatifs sont même bons en faveur de l'huile de palme par rapport à d'autres produits, comme le caoutchouc, le café et le cacao, l'huile de palme étant la culture la plus efficiente, dégageant en moyenne 4 MRp (millions de *Rupia*) par hectare⁴⁶. Ces avantages comparatifs de l'huile de palme en font une huile à bas prix, ce qui est d'ailleurs renforcé par le niveau des salaires en Indonésie, qui sont de l'ordre de US\$1,6-1,8 par jour pour un salarié d'une compagnie de plantation.⁴⁷

L'huile de palme indonésienne est donc extrêmement compétitive, ce qui en fait un bon produit d'export, d'autant plus qu'à l'heure actuelle plus de 80% de la population de la planète, notamment dans les pays en voie de développement, accroît sa consommation d'huiles⁴⁸. De plus, les exportations sont soutenues par une large consommation d'huile de

44 SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 1

45 ONG, 1992, dans: SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 2

46 SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 1

47 WAKKER, 2005 : 39

48 SUSILA, 1997 : 37

palme à l'échelle nationale, qui augmente de près de 6% par an, s'élevant à 3,46 Mt.⁴⁹ Susila (1998) a mesuré la proportion de coût privé (private cost ratio ou PCR) et la proportion de coût domestique (domestic resource cost ratio ou DRCR), qui s'élèvent respectivement à 0,53 et 0,48, ce qui signifie que l'industrie de l'huile de palme nécessite environ US\$0,50 pour gagner US\$1⁵⁰, ce qui fait du palmier à huile l'une des cultures de rapport ayant le plus grand potentiel de développement en Indonésie⁵¹.

5. Contexte juridique

a) Historique

« La prééminence de l'autorité centrale gouvernementale sur le foncier est une constante historique en Indonésie depuis les grands royaumes centraux de notre ère ». ⁵² Les différents royaumes qui gouvernaient autrefois certaines parties de l'archipel Indonésien jouissaient en effet d'une autorité absolue sur les terres qu'ils contrôlaient. Lors de la période coloniale, le gouvernement qui s'était substitué aux différents royaumes locaux, repris à son compte les droits fonciers dont disposaient ses prédécesseurs. Par le biais d'une loi agraire, votée en 1870, l'Etat colonial reconnaissait tout de même un droit d'usage coutumier sur les terres des communautés locales, mais l'application de cette loi resta limitée aux îles de Java et Madura.⁵³ Cette loi ne reconnaît cependant pas les forêts naturelles ou les anciennes jachères ayant repoussé en forêt secondaire comme soumises au droit coutumier en dehors de Java et des îles de la Sonde, celles-ci tombant donc sous juridiction de l'Etat.

b) La constitution

Suite à l'indépendance, l'Etat reprend cette loi à son compte, ce que confirme le paragraphe 3 de l'article 33 de la Constitution de la République d'Indonésie, qui stipule que: "la terre, l'eau et les richesses naturelles qu'ils contiennent, sont contrôlées par l'Etat pour la plus grande prospérité du peuple".⁵⁴

49 SUSILA, 2004 : 2

50 SUSILA, 2004 : 2

51 ARIFIN & SUSILA, 1999, dans: SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 2

52 PENOT, 2003 : 4

53 DURAND, 1999 : 5

⁵⁴ JACOBUS, 2003 : 108

L'Etat détient donc le "contrôle" des zones considérées comme non-exploitées, ce qui ne signifie pourtant pas qu'il en ait la propriété absolue, tout citoyen étant en droit de vendre des terres qu'il possède ou d'en acquérir.

c) Les « Undang Pokok Agraria » (« Lois Agraires de Base »)

Afin de parer au flou juridique qui règne autour du statut des terres sont édictées en 1960 les "Undang Pokok Agraria" ("Lois Agraires de Base"), qui définissent avec précision les modalités du droit agraire. Ce texte reconnaît alors pour la première fois en Indonésie le droit coutumier ou *Adat* sur les terres, et définit quatre type de droits fonciers⁵⁵:

- Le droit de propriété
- Le droit d'exploitation
- Le droit de construction et de bâtiment
- Le droit d'usage

Ces lois n'ont cependant pas permis d'effacer le dualisme juridique qui régnait autour du statut des terres, du fait de la préséance de la Constitution sur les Lois Agraires de Base. Ce pluralisme juridique permet donc d'invoquer la priorité de l'intérêt national sur la somme des intérêts locaux, notamment lorsque des concessions ou des permis d'exploitation sont délivrés par les institutions étatiques, les autorisant ainsi à s'implanter sur des terres soumises à la loi coutumière, et abolissant bien souvent la distinction établie par les Lois Agraires de Base entre droit de propriété et droit d'usage.

En mai 1967, le gouvernement édicte l'Acte de Base sur l'Exploitation Forestière, qui précise les règles d'exploitation de la forêt⁵⁶ et confirme les droits quasiment 'régaliens' de l'Etat sur les forêts, qui sont considérées comme inexploitées à partir du moment où elles ne sont pas cultivées de manière permanente. Un décret édicté en 1972 va même jusqu'à proclamer la 'propriété' de l'Etat sur les terres considérées par la juridiction comme innocupées, et le droit de concéder celles-ci pour des projets de transmigration ou pour divers types de concessions dans le cadre de bails de 30 ans.⁵⁷ Ces lois légitimèrent la distribution de concessions forestières à de nombreuses compagnies à travers toute l'Indonésie, l'Etat

55 PENOT, 2003 : 4

56 PENOT, 2003 : 4

57 PENOT, 2003 : 4

privilégiant dans un premier temps la partie Ouest du fait de son accès privilégiés aux marchés.

La législation indonésienne ne reconnaît donc l'*Adat* que lorsque celui-ci n'entre pas en contradiction avec les intérêts supérieurs de la nation, ce qui signifie que les communautés locales n'ont guère de chances en faisant jouer le recours légal de faire valoir leurs droits fonciers dans le cas où l'Etat souhaite concéder les terres dont les villageois tirent leurs moyens de subsistance et leur revenu.⁵⁸

d) La classification des forêts.

Près de 75% du territoire indonésien est classé en zone forestière pour des raisons de législation⁵⁹, et est donc considéré comme faisant partie du domaine public, mais le potentiel forestier réel a été évalué à 66 Mha en 1998, soit 35% de la surface totale du pays.⁶⁰ La réalité de terrain est cependant très différente des chiffres évoqués ici puisqu'une grande partie de ces surfaces sont sous contrôle des communautés locales par le biais des lois coutumières (*adat*). Au milieu des années 1980, un système de classification des zones forestières, le TGHK fût mis en place par le gouvernement indonésien, établissant différentes catégories de forêts de manière à faciliter leur gestion et leur aménagement.

Les différents types de forêts distingués par le gouvernement sont les suivants, et sont présentés avec leurs types d'utilisation ainsi que leur mode d'exploitation⁶¹ :

- Les forêts de conservation (HSA : Hutan Suaka Alam dan Wisata) sont consacrées à la préservation des écosystèmes et des ressources. Les activités agricoles et extractives de tous types y sont donc interdites.
- Les forêts de protection (HL : Hutan Lindung) sont vouées à la protection des sols et la protection des réseaux hydriques/hydrographique, donc toute activité agricole ou extractive y est aussi interdite.
- Les forêts de production limitée (HPT : Hutan Produksi Terbatas) sont utilisées pour la production de bois et le contrôle de l'érosion. Du fait de cette fonction duelle, elles doivent être exploitées par coupe sélective.

⁵⁸ PENOT, 2004 : 454

⁵⁹ PENOT & GEISSLER, 2003 : 3

⁶⁰ DURAND, 1999 : 6

⁶¹ PENOT & GEISSLER, 2003 : 5

- Les forêts de production normales (HPB : Hutan Produksi Biasa) sont à l'origine vouées uniquement à la production de bois et peuvent donc être exploitées par coupe sélective ou rase.
- Les forêts de conversion (Hutan Produksi Konversi) sont quant à elles sélectionnées pour être converties à d'autres usages, et notamment à l'exploitation agricole. Elles sont donc intégralement défrichées pour leur conversion.

Ces zones forestières sont accessibles à différents acteurs en fonction de leur statut juridique :

- Les forêts de production sont prévues pour être concédées sous forme de concessions aux compagnies forestières.
- Les forêts de conversion sont délivrées par l'Etat dans le cadre de concessions agricoles à des sociétés publiques, privées ou mixtes, c'est-à-dire partagées entre une entreprise et des petits planteurs. Elles peuvent être d'anciennes forêts de production déjà exploitées par des compagnies forestières, et sont alors concédées à des compagnies de plantation d'*Acacia mangium* pour la production de papier, ou de palmier à huile. Il arrive fréquemment que les forêts de conversion soient cédées à des compagnies pour y planter des acacia, mais que celles-ci se contentent d'exploiter les ressources en bois et ne soient jamais transformées en plantations de bois à pulpe. L'Etat redistribue donc généralement ces parcelles pour qu'elles soient plantées en palmier à huile.
- Les forêts protégées sont uniquement consacrées à des objectifs de conservation de la biodiversité, ce qui prohibe toute activité dans leur périmètre. De nombreux villages se trouvant dans ces zones se sont alors trouvés occupants et exploitants illégaux de ces zones protégées, alors qu'ils pratiquent des activités traditionnelles telles que les cultures rotatives sur brûlis et la collecte des ressources forestières⁶². Ils se sont par conséquent trouvés soudainement occupants illégaux de leurs propres terres, d'où des déplacements de population et des conflits avec les autorités chargées de s'assurer du respect des lois forestières.

6. Contexte écologique

a) Pollution

Les plantations de palmier à huile ont un impact important sur les écosystèmes, ce qui induit évidemment des effets sur les populations locales, tant sur le plan de la santé que de la destruction des ressources vivrières ou économiques. En effet, Lorsqu'une compagnie de plantation se met en place, l'ensemble de la forêt occupant l'espace est défrichée et bien souvent brûlée. Les sols se trouvent donc à nu, ce qui favorise le processus érosif, dont l'ampleur est alors multipliée par 7 en moyenne, et les rejets de sédiments dans les cours d'eau multipliés par 4, voire plus lorsque les plantations sont situées sur des espaces à forte déclivité⁶³. Ces rejets diminuent au fur et à mesure que le couvert végétal offert par les palmiers à huile augmente, cependant l'érosion reste toujours supérieure à ses taux habituels lorsque la végétation originelle est présente. L'essentiel de ces impacts sont liés à la mise en place de nouvelles plantations, et sont par conséquent temporaires, mais du fait que plusieurs compagnies peuvent opérer simultanément ou successivement dans un même bassin versant, les écosystèmes fluviaux et parfois côtiers sont soumis à une pression écologique intense.

On recense plus de 25 types de pesticides utilisés dans les plantations de palmier à huile, mais leur usage n'étant pas contrôlé, il apparaît difficile d'évaluer leur impact écologique. Le principal herbicide utilisé est le *paraquat*, un produit extrêmement toxique n'ayant aucun antidote connu qui est peut être mortel lorsqu'il est absorbé à trop fortes doses, même par la peau. Une fois appliqué, il est emporté par le ruissellement jusque dans les rivières où il est toxique pour la faune et la flore, et il s'accumule dans les sols, polluant ainsi les nappes phréatiques. Les femmes sont beaucoup plus sensibles aux produits pétrochimiques utilisés dans les plantations, pourtant ce sont elles qui constituent la large majorité de la main d'œuvre chargée de pulvériser les intrants. Des études ont montré qu'en Malaisie comme en Papouasie Nouvelle-Guinée les femmes qui travaillent sur les plantations sont beaucoup plus sujettes à un certain nombre de troubles de la santé et de maladies que les autres femmes. Un certain nombre de syndromes ont été identifiés, qui sont liés aux contacts répétés avec les produits agro-chimiques : saignements de nez, irritations de la peau, chute des ongles et ulcères abdominales, ainsi que des problèmes de fertilité et augmentation importante des fausses couches⁶⁴. Les produits agro-chimiques utilisés dans ces deux pays sont aussi largement utilisés en Indonésie alors que leurs effets sur la santé humaine et les écosystèmes

⁶² POTTER, 2001 : 310

⁶³ WAKKER, 2005 : 24

⁶⁴ WAKKER, 2005 : 24

sont importants mais généralement mal connus. L'usage intensif de ces produits risque à terme de poser d'importants problèmes de santé publique s'il n'est pas réglementé.

Les pressoirs qui transforment les drupes en huile de palme rejettent de larges quantités d'effluent d'huile de palme (POME : Palm Oil Mill Effluent) composés d'eau, de coques écrasées et de résidus d'huile. Ce liquide, qui constitue l'élément le plus polluant résultant de la production de l'huile de palme, est normalement traité dans des bassins par ajout d'oxygène du fait de sa haute demande biologique en oxygène, ce qui permet de le détoxifier. Il arrive cependant que des bassins débordent pendant de fortes pluies ou lorsque les effluents sont trop abondants, mais l'essentiel de la pollution générée par les effluents provient du fait que de nombreuses compagnies les rejettent directement dans les rivières. Les populations locales ont ainsi fourni de nombreux témoignages de rivières polluées par les effluents à tel point qu'il est impossible de s'y laver car cela cause des irritations de peau, ainsi qu'une diminution importante du nombre de poissons, l'ensemble de la faune aquatique étant asphyxiée par le manque d'oxygène.⁶⁵ Dans certains endroits, l'eau des nappes phréatiques est devenue impropre à la consommation lorsqu'elle « a brunie et commencé à sentir mauvais suite à l'introduction du palmier à huile dans la zone ».⁶⁶

b) Les incendies de 97-98

Le moyen le plus économique pour transformer une zone de forêt en terrain propice à l'implantation d'une plantation est par brûlis. Le coût de déboisement du terrain représente environ 20% du coût total de mise en place, et les méthodes de défrichage par la technique dite du « zéro brûlis », par abbatage puis transport des débris coûtent US\$50 à \$150 de moins à l'hectare que par brûlis, par conséquent cette dernière technique est très souvent privilégiée par les compagnies.⁶⁷ D'après le CIFOR (Centre International de Recherche en Foresterie), les grands incendies de 1997-98 ont ravagé environ 11,7 Mha de terres (dont 5 millions à Kalimantan), soit près de 6% des terres du pays, causant US\$ 2,3 à 3,5 milliards de dollars de dégâts⁶⁸. Cette catastrophe écologique qui a rejeté plusieurs milliards de dollars d'équivalent carbone dans l'atmosphère a essentiellement touché les milieux naturels fragiles et en transition, tels que les savanes à *Imperata cylindrica*,

⁶⁵ WAKKER, 2005 : 25

⁶⁶ WAKKER, 2005 : 25

⁶⁷ WAKKER, 2005 : 21

⁶⁸ TACCONI, 2003 : 17

les forêts exploitées ou secondaires dégradées, ainsi que les jeunes cultures pérennes dont 447,000 ha ont brûlé, pour l'essentiel de nouvelles plantations de palmier à huile. Des études montrent que suivant les régions, 46% à 80% des grands incendies ont démarré dans des concessions attribuées à des compagnies de plantation, dont près des trois-quarts cultivent le palmier à huile. Il semble donc évident que ces feux ont été démarrés par le personnel des compagnies pour faire ce travail, même si cela reste difficile à prouver.

Le gouvernement indonésien décida en 1997 d'interdire l'ouverture de parcelles par brûlis par l'Acte de Gestion de l'Environnement n°23, qui établit la responsabilité des entreprises dans les crimes contre l'environnement, chaque compagnie étant désormais juridiquement responsable des incendies sur sa concession.⁶⁹ Plusieurs compagnies ont été reconnues coupables de ces pratiques et certaines se sont vues suspendre leurs permis de défrichage - 29 dans la seule Province de Ouest Kalimantan - , mais ceux-ci leur ont été restitués par la suite.⁷⁰

En 2001, le gouvernement fait un pas de plus dans la prévention des incendies volontaires qui ont depuis diminué mais tout de même persisté depuis 1998 sur les concessions : le Décret n° 4/2001, articles 13 à 15, interdit à toute personne ou entreprise de pratiquer de défrichage par brûlis sur leurs terres ou concessions, et les compagnies sont obligées de prendre des mesures préventives contre le feu.⁷¹

Les aspects directement juridiques liés aux défrichements par brûlis seront abordés dans la partie traitant des relations entre compagnies de plantation et Etat.

c) Les problèmes de conservation de la biodiversité

Les forêts concédées aux compagnies de plantation sont généralement des forêts secondaires ayant déjà été exploitées, le plus souvent par des compagnies forestières, et sont donc perçues comme « dégradées » c'est-à-dire comme n'ayant plus de valeur écologique, alors qu'elle constituent toujours un habitat pour une grande variété d'espèces. Par contre, des recherches ont démontré que lorsque ces forêts sont remplacées par une plantation de palmier à huile, elles ne sont plus viables que pour 0 à 20% de la faune originelle, d'où des conflits fréquents entre les hommes et les animaux⁷², notamment les gros mammifères.

⁶⁹ WAKKER, 2005 : 21

⁷⁰ POTTER & LEE, 1998 : 20

⁷¹ WAKKER, 2005 : 21

⁷² WAKKER, 2005 : 19

A Sumatra, des éléphants ayant perdu tout ou partie de leur territoire, ou affamés par la pression des activités humaines sur leur territoire, ont à plusieurs reprises détruit des centaines d'hectares de plantations, causant ainsi en moyenne US\$100 millions de dégâts chaque année. A Bornéo, les rencontres avec des tigres sont assez fréquentes pendant quelques temps suite au déboisement, et des gens y laissent chaque année la vie.

Les défrichements, surtout ceux par réalisés par brûlis plus ou moins contrôlés, sont aussi un désastre pour un certain nombre d'espèces telles que les orang-outans, qui ont vu leur nombre diminuer de près de moitié au cours de la dernière décennie du fait de la diminution radicale de leur habitat (environ 80% au cours des 20 dernières années). Près d'un tiers de leur population aurait disparu dans les seuls incendies de 1997-98.⁷³

Les hydrosystèmes sont largement perturbés par les quantités de sédiments importantes qu'ils charrient, et la pollution due aux rejets de produits agro-chimiques et d'effluents nuit à l'ensemble des espèces qui y vivent, donc à l'écosystème dans son ensemble. Les exemples de rivières où la plupart des animaux ont été asphyxiés ou tués par les rejets des plantations et des pressoirs ne manquent pas, comme à Kalimantan Centre où même les crocodiles sont morts dans la Sungai Sekonjar, suite à des rejets importants d'effluents.⁷⁴

Ces aspects des plantations de palmier à huile en monoculture laisse à présager d'un avenir sombre pour les écosystèmes terrestres comme aquatiques à Kalimantan, mais aussi pour les populations humaines qui dépendent des ressources de leur environnement comme moyen de subsistance ou de revenu. A ces questions d'ordre écologique viennent s'ajouter celles liées à la santé humaine, qui est largement affectée par les intrants utilisés dans les plantations d'autant plus que ceux-ci s'infiltrant dans les nappes phréatiques et les cours d'eau, ce qui pose, au delà des problèmes liés à la santé, des questions d'accès à l'eau potable.

B. Les acteurs

Le développement agricole à deux vitesses de l'Indonésie est à l'origine d'une dichotomie dans le positionnement et les stratégies mises en œuvre par les acteurs, qui oppose le plus souvent le secteur des compagnies de plantation à celui des petits producteurs. A ces deux

⁷³ WAKKER, 2005 : 20

⁷⁴ WAKKER, 2005 : 26

groupes centraux sont associés un certain nombre d'acteurs qui prennent parti pour l'une ou l'autre de ces configurations socio-économiques suivant leur propre intérêt. Le positionnement autour de l'enjeu de la production d'huile de palme de chacun de ces différents groupes d'acteurs aux intérêts potentiellement conflictuels doit donc être analysé afin de comprendre comment leurs jeux d'intérêts divergents et convergents s'articulent pour donner lieu à la situation actuelle à Kalimantan Ouest.

- L'Etat et ses représentants aux différents niveaux décentralisés dont la volonté politique est de développer le pays, mais qui opèrent dans un milieu où la corruption est largement répandue à tous les niveaux de la hiérarchie.
- Les communautés villageoises qui sont largement affectées par l'extension des surfaces cultivées par les grandes compagnies de plantation, le plus souvent au détriment de leurs terres coutumières.
- Les petits planteurs dépendants et indépendants, qui intègrent la culture du palmier à huile suivant leur propre rationalité socio-économique, qui diffère largement de celle des compagnies de plantation
- Les compagnies de plantation, qui cherchent à maximiser leurs profits.
- Un certain nombre d'associations et d'ONG locales, nationales ou internationales qui cherchent à défendre les intérêts des petits producteurs ou à protéger la biodiversité.
- La communauté internationale, préoccupée par les enjeux environnementaux de changement climatique et de conservation de la biodiversité.

L'Etat, en tant qu'instance redistributrice des terres, les communautés locales et les compagnies agissent chacun par leurs modes d'exploitation sur l'utilisation de l'espace à travers différentes formes de mise en valeur répondant à des stratégies spécifiques dont la mise en œuvre est potentiellement conflictuelle. L'analyse du positionnement de ces trois catégories d'acteurs qui sont à la base des modes de mise en valeur de l'espace apparaît donc nécessaire afin de comprendre comment les autres acteurs prennent position suivant leurs intérêts particuliers au sein de l'arène du développement agricole en Indonésie, et les stratégies qu'ils développent en conséquence. Par conséquent, il semble ici important de définir une 'arène' d'acteurs sous son acception en socio-anthropologique du développement : « une arène (...) est un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs ». ⁷⁵

⁷⁵ OLIVIER DE SARDAN, 1995 : 179

1. **L'Etat**

a) **Historique des programmes de plantation**

Du fait que 75% du territoire indonésien est officiellement classé en zone forestière, l'Etat est l'acteur central de la politique agricole et foncière, puisqu'il organise l'ensemble de la redistribution des terres sous forme de concessions publiques ou privées. Il est ainsi à l'origine des premières compagnies de plantation de palmier à huile, les PTP (*Persoaran Terbatas Perkebunan* ou plantations gouvernementales), qui étaient vouées à amorcer le développement du secteur par le biais d'investissements directs commencés en 1968 avec le soutien de la Banque Mondiale.⁷⁶ Ces plantations étaient au départ uniquement publiques et basées sur le système NES (Nucleus-Estate and Smallholder schemes), incluant un 'noyau' appartenant à la société, entouré de l'ensemble des concessions appartenant aux petits planteurs, d'une taille pouvant varier de 2 à 5 hectares. Les compagnies publiques représentaient 14,9% de la surface totale plantée en palmier à huile en 2001.⁷⁷ A partir de 1986, l'Etat démarra une politique de distribution de concessions pour plantations pérennes à des compagnies privées, qui devaient s'aligner sur le modèle gouvernemental NES en vigueur. Les surfaces totales cultivées en palmier à huile par les compagnies privées et les petits planteurs dépendants ou indépendants représentaient respectivement 53,1% et 31,9% en 2001, avec des taux d'expansion de 12,1% pour les premiers, et 10,8% pour les seconds entre 1996 et 2001.⁷⁸

b) **Le rôle des plantations dans les politiques de l'Etat.**

Les programmes de plantation de palmier à huile incluant des petits planteurs ont été conçus dès l'origine par le gouvernement dans le but de développer l'économie et d'aménager le territoire de régions peu développées des îles extérieures, notamment Sumatra et Bornéo dans un premier temps. L'Etat a conçu ces programmes à la fois dans l'idée d'assurer la sécurité alimentaire nationale en huile de cuisine à des prix abordables pour les consommateurs sur le marché national, et pour servir de cultures de rapport, destinées à

⁷⁶ POTTER, 1998 : 12

⁷⁷ ARIFIN & SUSILA, dans : SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 4

⁷⁸ ARIFIN & SUSILA, dans : SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 4

constituer à terme une source importante de devises permettant de diversifier les exportations et de soutenir l'économie nationale.⁷⁹ Ces programmes visaient dès l'origine à la mise en valeur agricole et donc économique du territoire, tout en créant de nombreux emplois pour les populations locales en premier lieu. L'Etat en vint à rapidement à envisager les plantations de palmier à huile, parmi d'autres cultures de rente, comme un moyen efficace de soulager la surpopulation des campagnes qui donnait lieu à un exode rural massif à Java, Madura et dans certaines régions de Sumatra. Le gouvernement décida alors à partir de 1978 d'associer les programmes de *transmigrasi* aux projets de plantation portés par compagnies nationales qui ouvraient des plantations sur des terres des îles extérieures considérées comme inutilisées. L'objectif de cette stratégie consiste en la redistribution à des paysans sans terres de parcelles plantées en palmier à huile par les compagnies nationales, permettant ainsi aux migrants de sécuriser une propriété foncière dont ils peuvent tirer un revenu décent, de manière à faciliter à terme l'accumulation de capital foncier. Le gouvernement a aussi utilisé ces programmes de plantation dans le but de renforcer la cohésion nationale en favorisant l'intégration de populations isolées, qui étaient alors perçues par l'Etat comme 'arriérées', et dont certaines pouvaient avoir des velléités indépendantistes. Ainsi, les programmes de plantation publics furent en quelque sorte un prétexte à la sédentarisation plus ou moins contrainte de nombreuses ethnies, ou à l'intégration progressive de communautés déjà sédentarisées dans l'économie de marché. En résultèrent d'importantes transformations dans leurs modes de vie, pratiques agricoles et systèmes sociaux qui seront détaillés dans la partie consacrée aux formes d'adaptation développées par les sociétés Dayak au cours de leur processus d'entrée dans le marché et de leur acculturation progressive à la culture véhiculaire indonésienne. Ces déplacements de population liés à la redistribution de terres coutumières aux compagnies et aux migrants allochtones sont à l'origine de nombreux conflits contemporains à travers l'Indonésie.

c) Les différents types de programmes gouvernementaux incluant les petits planteurs.

En 1978, le programme PIR (*Perkebunan Inti Rakyat*), ou *nucleus-plasma* est lancé par le gouvernement indonésien avec le soutien financier de la Banque Mondiale, reproduisant en grande partie le Programme de Développement Fédéral Malais. Ce modèle a été conçu dès l'origine comme une partie intégrante du programme de transmigrasi,

79 TOMICH & MAWARDI, 1995 : 93

permettant ainsi d'allouer des concessions issues des zones de 'forêt de conversion' à des migrants en large majorité sans-terres dans une logique redistributive. La répartition de l'aire cultivée était à l'origine de l'ordre de 80% pour le *plasma* constitué des concessions des petits planteurs, contre 20% pour le *nucleus* de la compagnie d'Etat, zonation qui tendit vers 60% / 40% au cours du temps, toujours en faveur des petits producteurs. Près de 900,000 hectares de plantations fonctionnent sur ce modèle. L'ensemble de la gestion du *nucleus* et du *plasma* est assurée par la société de plantation jusqu'à ce que les petits planteurs aient fini de rembourser leur dette, puis le *plasma* est passé sous le contrôle d'une coopérative de petits producteurs élue (KUD : *Koperasi Unit Desa* ou coopérative villageoise), qui contractualise avec la compagnie pour tout ce qui touche au domaine des services techniques et logistiques⁸⁰. Les modalités de fonctionnement de ces programmes du côté des petits planteurs seront étudiés dans la partie consacrée à cet effet.

A partir de 1986, la participation du secteur privé a été sérieusement encouragée par l'Etat, suite à son désengagement partiel du secteur des plantations. Le gouvernement décerne tout de même un certain nombre d'avantages aux compagnies cherchant à démarrer dans le secteur, notamment en facilitant le processus d'acquisition des terres, en proposant des crédits à des taux extrêmement alléchants pour le lancement des jeunes cultures et la construction de pressoirs, et surtout en subventionnant les planteurs dépendants, principalement les transmigrants⁸¹. Ces sociétés privées doivent en contrepartie remplir un certain nombre de conditions, notamment l'obligation formelle de consacrer une portion importante de leurs concessions aux petits planteurs, suivant le modèle PIR/NES dans un premier temps, puis sous différentes variantes de celui-ci. Le fonctionnement et l'évolution de ces modèles dérivés seront expliqués dans la partie consacrée aux compagnies de plantation privées. Il semble tout de même important de signaler que les réglementations définies à l'origine par les instances gouvernementales se sont progressivement assouplies sous l'influence croissante des sociétés privées du fait des intérêts économiques, politiques et financiers en jeu.

Afin de permettre aux petits producteurs de vivre décemment, et de les protéger contre la possible tendance des compagnies de plantation de tirer les prix vers le bas, le gouvernement a mis en place une formule pour déterminer le prix légal d'achat des régimes par la compagnie, qui est indexé sur les variations du cours de l'huile de palme sur le marché international des deux semaines précédentes.⁸²

⁸⁰ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 19

⁸¹ LARSON, 1996, dans : POTTER & LEE, 1998 : 12

⁸² ZEN, BARLOW & GONDOWARSITO, 2005 : 3

A partir de 1995, le gouvernement met en place un nouveau modèle de plantation visant à favoriser l'allocation de terres aux petits producteurs, par le biais d'un système de coopérative, dénommé le KKPA (*Koperasi Kredit Primer Anggota* ou Coopérative de Crédit pour les Membres). Ce système reste assez proche de celui du *nucleus-plasma*, en ce qu'il alloue à chaque planteur une parcelle de deux hectares mise en culture par la compagnie par le biais d'un contrat avec la coopérative, qui définit les modalités des rapports économiques, techniques et logistiques entre planteurs et compagnie de plantation, ainsi que celles ayant trait aux remboursements de leurs dettes. Ce modèle est conçu comme un programme de micro-crédit rural permettant aux coopératives de faire des emprunts à hauteur de 50 millions RI (*Roupiah* indonésiennes, soit 4500 €) à un taux de 16% partiellement subventionné pour réaliser des projets de développement de micro-entreprises.⁸³ Ce programme est donc marqué par une certaine différence dans l'approche, en ce qu'il confère une marge d'autonomie à la coopérative dans ses choix.

Le modèle Pola Patungan ('entreprise commune') distribue des titres de propriété commune sur les parcelles de 2 hectares, dont l'exploitation est effectuée collectivement. Ce système permet de déjouer les conflits naissant des rendements inégaux des parcelles en instituant un salaire égal pour tous. Le résultat inattendu de ce modèle est que le revenu des petits planteurs est assez élevé par comparaison aux autres programmes⁸⁴. Zen, Barlow et Gondowarsito, dans leur ouvrage paru en 2005, remarquent d'ailleurs que la plupart des petits producteurs faisant partie des programmes *nucleus-plasma* perçoivent aujourd'hui de bons revenus de leurs parcelles, même si on trouve des exceptions.⁸⁵

Le gouvernement s'est complètement désengagé du secteur des plantations sur le plan financier suite au passage de la loi sur la décentralisation en 2001. Les politiques actuelles en matière de plantations sont donc orientées aujourd'hui vers les compagnies nationales ou transnationales privées, laissant le développement des programmes incluant les petits producteurs entre les mains de ces sociétés privées qui restent soumises à l'obligation de mettre en place des domaines mixtes.

d) Positionnement de l'Etat en tant qu'acteur.

⁸³ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 20

⁸⁴ ZEN, BARLOW & GONDOWARSITO, 2005 : 3

⁸⁵ ZEN, BARLOW & GONDOWARSITO, 2005 : 3

L'objectif des politiques de plantation mises en place par le gouvernement est de stimuler le développement économique local de zones rurales défavorisées par le biais de l'emploi salarié et de la mise à disposition des populations autochtones et transmigrantes de propriétés foncières générant des revenus sur le long terme. En effet, les parcelles plantées en palmier à huile restent productives pendant une vingtaine d'années en moyenne, ce qui permet aux petits planteurs de percevoir de bons retours sur leurs investissements initiaux, réalisés sous forme de crédits contractés auprès de la compagnie. Ces parcelles peuvent ensuite être replantées, ce qui permet un enrichissement sur le long terme des populations rurales qui, à leur tour stimulent l'économie régionale. La présence des compagnies permet quand à elle d'assurer les aspects logistiques et techniques de la production, notamment la construction de pressoirs. Cette politique de développement rural apparaît par conséquent bien intentionnée et cohérente au regard des objectifs que le gouvernement s'est fixés.

Le positionnement de l'Etat s'inscrit ici dans une logique développementiste dirigiste visant à stimuler l'économie rurale par le biais de compagnies de plantation intégrant des zones pour petits planteurs de manière à encourager la redistribution économique des bénéfices réalisés par la compagnie. Ces politiques agricoles s'inscrivent donc dans une logique '*top down*' visant à favoriser le développement rural et l'équité sociale.

La où le bât blesse, est que ces politiques bien intentionnées font face à des intérêts divergents, ceux des compagnies elles-mêmes, qui sont susceptibles d'influencer les instances de l'Etat dans un pays où la classe dirigeante est largement régie par les pratiques clientélistes. Ceci est lié à la fois au fait que les agents de l'Etat, notamment aux niveaux inférieurs, touchent un salaire inadéquat par rapport à leur fonction. Ces agents sont par conséquent tentés d'accepter les pots de vin et de fermer les yeux sur bon nombre de pratiques illégales perpétrées par les compagnies de plantation. Par conséquent, la bonne volonté des politiques de développement est souvent sapée par le clientélisme politique, qui favorise l'adoption de mauvaises pratiques par les acteurs les plus influents. Les politiques bien intentionnées du gouvernement en faveur des populations locales peuvent alors faire l'objet de détournements favorisant les intérêts des compagnies de plantations.

2. Les populations locales

Les plantations de palmier à huile fournissaient déjà du travail et des revenus à plus d'1,2 millions de personnes à travers l'Indonésie au début des années 2000, toutes activités

confondues⁸⁶. Du fait que l'emploi de la main d'œuvre familiale est privilégiée par les petits producteurs, et que le plus souvent maris et femmes travaillent ensemble afin d'être plus productifs dans le cadre du travail salarié pour les compagnies, ce secteur constitue la première source de revenus directs pour environ 5,5 millions de personnes, mais en soutient en réalité beaucoup plus, du fait des retombées économiques qu'il engendre. Il représente donc d'une manne financière stratégique pour de nombreuses communautés locales, notamment à Kalimantan Ouest où les surfaces cultivées ne cessent de croître.

A l'échelle des *desa* (villages), différents 'groupes stratégiques' voient leurs modes de vie affectés par le développement des plantations de palmier à huile lorsque celles-ci en viennent à occuper les espaces auparavant soumis à la loi coutumière. Il semble important de préciser que dans le cas présent ces groupes stratégiques sont juxtaposés, un individu pouvant appartenir à plusieurs groupes à la fois suivant sa situation particulière.

Les différents groupes stratégiques affectés à l'échelle des villages sont les suivants⁸⁷ :

- La communauté dans son ensemble, soit l'ensemble des habitants de la circonscription administrative donnée, qu'ils soient des autochtones ou des transmigrants amenés dans le cadre du projet, et dont le mode de vie est modifié par l'implantation de la compagnie.
- Les propriétaires coutumiers, dont les possessions foncières soumises aux règles de l'*adat* sont réquisitionnées par la compagnie, ou simplement limitées dans leur expansion.
- Les petits planteurs dépendants ou, plus tard, indépendants, dont la parcelle plantée en palmier à huile est fournie par la compagnie mère. Ils peuvent être autochtones ou transmigrants.
- Les salariés de la compagnie, qu'ils soient employés à temps complet ou travailleurs journaliers, qui peuvent être d'origine indigène ou immigrants.
- Les personnes travaillant à leur compte, qui fournissent des services à la communauté. Ils sont le plus souvent commerçants, chauffeurs de taxi collectifs ou loueurs de véhicules pour transporter la récolte.

Afin d'analyser la manière dont ces différents groupes se positionnent vis-à-vis des compagnies de plantation, il apparaît essentiel d'étudier les bases de l'organisation socio-politique, notamment les rapports entre l'individuel et le collectif, qui sont projetés sur les modes d'organisation du travail, et surtout la manière dont s'articulent les différents types de droits fonciers dans l'*adat*.

⁸⁶ BARLOW, ZEN & GONDOWARSITO, 2003 : 9

⁸⁷ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 11

a) Les Dayaks

Les *Dayak*, populations autochtones de la province de Kalimantan Ouest, appartiennent à une multitude de groupes ethniques différents, qui présentent tout de même un certain nombre de traits communs, notamment en termes de structuration sociale et d'organisation hiérarchique, de pratiques agraires et de rapports au milieu naturel. Les principaux groupes Dayak dans la province sont les *Dayak Bidayuh* ou 'Land Dayak' dans la région de Sanggau, les *Mualang* et les *Malayic*, qui sont des *Iban* autour de Sintang, et dans la partie la plus orientale les *Dayak Kantu*. Tous ces groupes se sont sédentarisés depuis relativement longtemps. Ces sociétés sont égalitaires et présentent une faible structuration hiérarchique⁸⁸, mais ne sont pas pour autant consensuelles en leur sein, ni homogènes entre elles, malgré le fait que chaque groupe a des règles plus ou moins proches. Elles sont aujourd'hui régies par des 'versions modernisées' de l'*adat* (tradition), qui intègrent presque partout des éléments issus de la culture véhiculaire indonésienne.

La principale caractéristique de la culture Dayak est son aspect communautaire, fondé sur la propriété commune des terres cultivées et des ressources, et sur des modes de production engageant la collectivité. Les *Dayak Bidayuh*, par exemple, sont plutôt « (...) de "tendance égalitaire" au sens où la communauté (...) tente initialement de donner à chacun les mêmes droits en termes de foncier ou d'accès à certaines ressources. »⁸⁹ Ces traits particuliers aux Dayak sont d'ailleurs reproduits à l'échelle de l'habitation, de nombreuses ethnies, notamment les *Iban* et *Bidayuh* habitant toujours à l'heure actuelle dans certaines régions dans des *rumah panjang* (maisons longues) pouvant regrouper plusieurs lignages, organisées en deux parties, l'une pour les chambres occupées par les familles, qui sont séparées par un couloir de l'autre moitié consacrée à l'espace collectif⁹⁰. Le caractère communautaire de la société se trouve d'ailleurs projeté sur les représentations de l'individu, qui définissent une personne vertueuse comme « (...) quelqu'un de travailleur, qui produit de bonnes récoltes et qui est capable de répondre aux besoins de sa famille. »⁹¹ Les valeurs de solidarité et de partage au sein de la famille servent donc de socle à l'organisation sociale et communautaire Dayak. L'approche en termes de stratégies agricoles montrera l'impact que ces

⁸⁸ TROUILLARD, 2001 : 32

⁸⁹ PENOT, 2003 : 13

⁹⁰ WIKIPEDIA : <http://en.wikipedia.org/wiki/Longhouse>

⁹¹ TROUILLARD, 2001 : 32

caractéristiques socio-politiques peuvent avoir sur la gestion foncière, ainsi que sur l'adoption de stratégies et d'innovations.

b) Les droits fonciers dans l'Adat

Les sociétés Dayak sont donc différenciées entre elles par une multitude de traits, cependant le rapport à la terre et les modalités de contrôle et de gestion de l'espace au sein des communautés sont relativement proches, du moins à l'échelle de la partie interne de la province de Kalimantan Ouest. Les *Dayak Kantu*, qui habitent la partie orientale de la province reconnaissent deux champs de droits fonciers distincts⁹² :

- Le *hak milik* (droit de « propriété » des terres) s'attache aux parcelles cultivées et aux repousses forestières à condition qu'elles soient exploitées. Il s'agit plutôt en réalité d'un droit d'usage sur le long terme, valable pour la durée de vie d'une parcelle entre son ouverture par la défriche-brûlis et sa reconquête par la forêt.
- Ce droit, qui est valide sur le long terme mais reste tout de même temporaire, est progressivement remplacé par le droit de propriété 'authentique', tel qu'il est défini dans la législation foncière indonésienne. Il se rapproche donc de la notion de propriété privée issue du droit romain, qui inclut le droit d'usus et d'abusus. Ce droit s'applique notamment à la maison individuelle, au jardin de case, ainsi qu'aux plantations pérennes d'hévéa et de palmier à huile.
- Le *hak ulayat* (droit d'usage), qui se décompose en droits d'accès aux ressources d'intensités différentes :
 - Un 'droit d'usage individuel temporaire', qui définit les droits d'exploitation des terres cultivées en indivision.
 - Un 'droit d'usage permanent', généralement lié à l'exploitation d'essences pérennes comme les agroforêts à hévéa, qui est valide tant que dure l'exploitation et est transmissible, ce qui le rapproche en quelque sorte de la 'propriété privée'.
 - Un 'droit d'usage restreint', qui s'apparente en fait à un 'droit de collecte' sur certains produits issus de parcelles 'privées' pour satisfaire des besoins d'autoconsommation.

92 PENOT, 2003 : 6

Les droits fonciers traditionnels sont donc basés sur l'indivision, mais tendent à reculer face à la pression extérieure des autres acteurs protégés par la législation indonésienne. Or, l'Etat ne reconnaît l'*adat* qu'à la condition que le droit national ne s'y superpose pas. Les conséquences de cette juxtaposition de droits fonciers sur l'évolution des pratiques agricoles et les stratégies économiques développés par les populations locales seront analysées dans la partie consacrée aux systèmes agraires néo-traditionnels.

c) Les Javanais transmigrants

Les Javanais installés dans les zones rurales par les programmes de transmigration occupent environ 2,8% des terres de la Province. Ils ne constituent donc pas un vecteur de pression foncière trop important pour les populations Dayak. Ils ne se sont que très rarement mélangés aux autochtones du fait de l'écart de culture sensible qui existe entre les deux groupes, puisque les Javanais sont issus d'une société fortement hiérarchisée et codifiée où la communauté a une primauté partielle sur l'individu.⁹³ Ce contraste fondamental caractérisant les rapports sociaux est d'autant plus important qu'il est doublé d'une différence religieuse, les Javanais étant musulmans et les Dayak dans leur immense majorité catholiques. Aucun conflit majeur n'a cependant opposé ces populations, par opposition aux Madurais, eux aussi musulmans, qui ont été à l'origine de violents conflits en 1998-99.

Les programmes de transmigration qui ont été à l'origine de l'installation des Javanais se divisent en deux catégories : Ceux qui sont basés sur les cultures vivrières et les autres sur les plantations pérennes. Les premiers sont un échec complet du fait de l'inadéquation des écosystèmes, et notamment des sols pauvres de Bornéo, avec le *sawah*, ou riziculture irriguée de bas-fonds. Les seconds, qui incluent les plantations de palmier à huile basées sur le système du *nucleus-plasma* ont démontré leur relatif succès, permettant ainsi l'enrichissement de certaines familles plus productives et plus innovatrices. Les Javanais ont rapidement saisi les opportunités de développement agricole en intensifiant la production sur leurs parcelles, et en diversifiant leurs cultures de rapport, qui ont très rapidement intégré la culture du café, des ramboutans et, dans une moindre mesure, de l'hévéa. La volonté marquée des Javanais de s'enrichir afin d'augmenter leurs possessions foncières est due au fait que l'île de Java étant abondamment surpeuplée, de nombreux paysans sont contraints de louer leurs rizières. Les Javanais prenant part aux projets de transmigration accèdent alors directement à l'échelon le plus élevé de la hiérarchie paysanne puisqu'ils possèdent maison, plantations vivrières et de

⁹³ TROUILLARD, 2001 : 32

rapport en propre⁹⁴. Les stratégies économiques qu'ils développent répondent donc à la fois à la nécessité d'envoyer de l'argent à leurs familles restées à Java, et aux possibilités d'enrichissement et d'accumulation foncière qui leur sont ouvertes.

Or, ce phénomène d'enrichissement, débuté dans les années 90 pour les transmigrants ayant une parcelle plantée en palmier à huile, va de pair avec la prise de conscience progressive chez les Dayak du statut juridique de la terre, de son aliénabilité, et par voie de conséquence du système de transactions foncières.⁹⁵ On assiste donc aujourd'hui à un lent mouvement d'accumulation progressive de terres par les transmigrants, et côté Dayak à une intensification de la mise en culture des sols de manière permanente comme moyen de sécurisation foncière. Ces points seront développés plus en détail dans la partie consacrée aux stratégies foncières développées par les populations locales en réponse à un contexte extérieur en transformation.

d) Les formes d'organisation du travail :

Les systèmes sociaux évoqués plus haut sont en cohérence avec différentes formes d'utilisation de la main d'œuvre et d'organisation du travail.

Il existe trois formes principales de main d'œuvre⁹⁶ :

- La main d'œuvre individuelle familiale, dont l'utilisation est la plus répandue et qui est pratiquée indifféremment par les Dayak et les transmigrants. Chaque personne active dans la famille compte pour une unité de travail-homme (UTH), mobilisable pour tous les types de travaux agricoles internes à la famille. Ce type de main d'œuvre est le plus souvent utilisée pour les systèmes hétérocoles, le *ladang* (riziculture pluviale) et la cueillette en forêt ou en agroforêt.
- L'emploi de main d'œuvre salariée, généralement à la journée, est largement utilisé par les transmigrants javanais, mais assez peu par les Dayak.

Les deux modes d'organisation du travail suivant sont basées sur le *kelompok tani*, une forme d'organisation largement répandue à travers l'Indonésie, qui permet le regroupement de

⁹⁴ LEVANG, 1995, dans : TROUILLARD, 2001 : 32

⁹⁵ PENOT, 2003 : 6

⁹⁶ PENOT, 2004 : 455

paysans dans un but bien précis, tel que la construction d'une maison ou l'ouverture d'une rizière ou la contraction d'un crédit.⁹⁷ Il s'agit donc d'un regroupement volontaire d'individus permettant d'optimiser la productivité du travail dans le cadre une activité précise.

- La main d'œuvre collective sous forme d'entraide par le biais du *gotong royong* (assistance mutuelle) est une forme de mobilisation collective de la main d'œuvre sous forme de *kelompok tani* (groupement paysan) lors des gros travaux agricoles annuels (semis, repiquage et récolte du riz), mais aussi pour d'autres activités qui requièrent un investissement en travail élevé (construction de maison, cérémonie de mariage). Ce système de travail collectif est basé sur la réciprocité et non sur le salaire, chaque individu devant rendre au groupe le même nombre de journées de travail qu'il a lui même consommé. Les populations villageoises conçoivent le *gotong royong* comme une institution de solidarité sociale, et non pour des motifs économiques, ce qui se reflète bien dans le fait que le groupe de travail est nourri dans la journée, puis convié à la fin à partager le repas du bénéficiaire de l'entraide, invitation qui a une fonction de prestige importante et comporte généralement des mets appréciés. Ce système est donc un échange strict de travail, qui permet à la fois de renforcer la cohésion sociale et d'augmenter la productivité du travail, mais ne doit en aucun cas être assimilé à un travail communautaire.⁹⁸ A l'heure actuelle, le *gotong royong* est progressivement abandonné, du fait des coûts récurrents qu'ils engendrent, et n'est généralement conservé que pour les opérations les plus coûteuses en travail.

- Le système *bakti* peut être considéré en quelque sorte comme l'équivalent chez les Dayak du *gotong royong*. C'est un groupe de travail incluant un nombre déterminé de paysans pour la réalisation d'activités bien précises dans une durée donnée. La durée d'un *bakti* est variable suivant la nature des travaux à réaliser, et il s'étale souvent sur plusieurs journées ou demi-journées, ce qui permet à chacun de vaquer à ses occupations. Ce système est plus strict que le *gotong royong*, puisque chaque journée chômée doit être payée, ce qui démontre une moindre réciprocité du travail.⁹⁹

⁹⁷ TROUILLARD, 2001 : 38

⁹⁸ PENOT, 2004 : 455

⁹⁹ TROUILLARD, 2001 : 38

Ces formes d'entraide typiquement indonésiennes ont favorisé la cohésion sociale et le développement économique dans de nombreuses régions d'Indonésie, et chaque groupe humain a su les adapter à ses besoins dont la nature varie au fil des structures sociales, économiques, politiques ou agraires. C'est d'ailleurs le gouvernement indonésien qui a promu le système d'entraide du *gotong royong* depuis l'indépendance à travers tout le pays, dans le but de renforcer la cohésion nationale en stimulant les capacités sociales et économiques au niveau des communautés. La partie consacrée aux pratiques agricoles à Kalimantan Ouest mettra en lumière la manière dont les systèmes sociaux et les modes d'organisation du travail évoluent corrélativement aux systèmes agraires au sein des configurations socio-économiques en évolution rapide à Ouest Kalimantan.

e) Eléments de positionnement des communautés locales par rapport aux plantations :

Les communautés locales villageoises, lorsqu'elles ne sont perturbées par l'intrusion d'acteurs extérieurs, sont en Indonésie le principal niveau de structuration en zone rurale. Elles constituent par conséquent l'espace où les stratégies collectives s'expriment, qui priment généralement sur les décisions individuelles, notamment chez les Javanais. Le cas des Dayak est plus complexe, du fait de leur culture plus individualiste, laissant plus de liberté aux stratégies individuelles pour s'exprimer, avec tout de même une primauté partielle de la communauté sur l'individu.¹⁰⁰ Le fonctionnement des institutions politiques et décisionnelles est par conséquent largement perturbé lorsqu'une compagnie de plantation s'installe, puisqu'elle provoque une redéfinition des stratégies sociales, économiques, politiques et foncières notamment. Ces perturbations amènent en règle générale à un remaniement des structures politiques, du fait de la transformation des rapports économiques, politiques et sociaux structurant les systèmes sociaux villageois.

Or, il faut savoir que depuis la fin du Nouvel Ordre, les compagnies de plantation ne peuvent plus, en théorie, utiliser la force et le soutien des militaires. Elles doivent négocier avec les populations villageoises, et les dédommager pour les terres agricoles saisies. Il faut donc que les villageois manifestent leur accord pour que leurs terres soient converties en plantation de palmier à huile. Au niveau des communautés villageoises, un certain nombre de facteurs peuvent jouer en la faveur des compagnies : lorsqu'un certain nombre de villageois influents souhaitent l'implantation de la société privée, parce qu'ils pensent que celle-ci va

¹⁰⁰ PENOT, 2003 : 13

leur permettre d'accéder à de nouvelles formes de revenu, leur décision peut l'emporter. Il peut aussi arriver que le *kepala desa* (chef de village) vende les terres en son nom sans en informer le reste de la communauté. Les notables villageois ont donc la capacité d'influer sur les processus de prise de décision. Ils sont généralement les gens aisés du village, disposant de droits fonciers importants, et tendent à être enclins à toute nouvelle opportunité de diversification ou d'intensification agricole. Ils sont par conséquent les récepteurs de l'innovation au niveau villageois, et cherchent à favoriser les décisions qui vont dans leur sens. Les villageois sont ainsi souvent responsables de leur propre sort, puisque c'est l'arbitrage entre les différents intérêts en jeu qui détermine le choix collectif.

De leur côté, les employés des compagnies tendent souvent à exagérer les promesses de bénéfices pouvant être tirés de la parcelle, et à minimiser les délais de remboursement du crédit. Cela leur permet d'influencer aisément la décision des villageois. Cependant, du fait de la multiplication des compagnies de plantation, les villageois sont de plus en plus conscients des avantages et inconvénients qu'elles présentent, d'autant plus que de nombreux curés militent au sein des villages Dayak contre les compagnies.

Aujourd'hui, les communautés Dayak se positionnent majoritairement contre l'implantation des compagnies sur leur territoire, même s'il en est qui les perçoivent favorablement, mais généralement sous des conditions particulières comme celles que présentaient les premiers programmes gouvernementaux, qui ne sont plus aujourd'hui d'actualité. La partie traitant de la complémentarité des systèmes agraires 'traditionnels' basés sur les agroforêts à hévéa avec les plantations de palmier à huile explicitera les raisons pour lesquelles certains villageois considèrent favorablement l'opportunité d'obtenir une parcelle plantée en palmier à huile.

Toutefois, les Dayak n'apprécient guère les contraintes financières, de travail et de temps imposées par les compagnies de plantation et le système de parcelles familiales, préférant généralement l'indépendance et la flexibilité de leurs agroforêts à hévéa et de leur *ladang*.

Les populations autochtones semblent donc plutôt réticentes aux plantations de palmier à huile, même si certains groupes stratégiques au sein des villages se positionnent en leur faveur du fait de leurs intérêts particuliers, qui ne représentent toutefois que rarement la somme des intérêts collectifs.

3. Les petits planteurs :

a) Définitions et chiffres :

Le terme ‘petit planteur’ ou ‘petit producteur’ est issu de l’anglais ‘smallholder’, qui fait partie du vocabulaire élaboré au sein du forum multiacteurs qu’est la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) autour de la notion d’ ‘huile de palme durable’, pour désigner l’ensemble des producteurs qui produisent de l’huile de palme à partir d’une petite surface. La RSPO définit plus précisément les petits planteurs comme des « entreprises familiales produisant de l’huile de palme sur une parcelle de taille inférieure à 50 hectares »¹⁰¹. Il est important de signaler que les membres de cette catégorie font généralement partie intégrante d’autres groupes d’acteurs, comme c’est le cas pour de nombreux détenteurs de droits coutumiers, dont les terres, auxquelles se rattachent un certain nombre de droits fonciers juxtaposés, sont ‘échangées’ contre une parcelle plantée en palmier à huile. Le groupe des petits planteurs est donc divisé entre les populations autochtones et transmigrantes, dans des proportions qui varient suivant les programmes auxquels les sociétés de plantation sont soumises.

Les plantations de palmier à huile couvrent aujourd’hui plus de 6 millions d’hectares en Indonésie, dont environ 30%, soit 1,8 Mha, sont détenus par des petits planteurs impliqués dans différents programmes. Ceux-ci disposent généralement d’une surface de 2 hectares, dont 84% en sont propriétaires directs, le reste disposant de titres de propriété collectifs.¹⁰² Chaque domaine appartenant directement à une compagnie privée ou publique, ou *nucleus* est ceinturé par le *plasma* constitué des parcelles allouées aux petits planteurs, généralement composées de 2 hectares de palmier à huile, auxquels viennent s’ajouter une parcelle additionnelle d’une taille variant d’un demi hectare à un hectare suivant les programmes, dédiée à l’agriculture de subsistance et à l’habitation.

b) Les différents types de petits planteurs :

- Les petits planteurs dépendants, ou *supported smallholders* sont ceux qui cultivent le palmier à huile avec le soutien technique, logistique et infrastructurel direct d’une compagnie publique ou privée. Celle-ci fournit l’assistance technique, des graines issues de variétés à hauts rendements, ainsi que l’ensemble des intrants, qui sont fournis à crédit

¹⁰¹ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 10

¹⁰² SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 4

au petit producteur contre une partie de sa récolte.¹⁰³ Un acte écrit lie généralement le petit planteur à la compagnie mère, précisant la nature, la durée et les modalités du contrat. Les petits producteurs sont tenus de livrer leur récolte au pressoir de la compagnie, et celle-ci est en retour dans l'obligation de l'acheter au prix fixé par l'indicateur proposé par le gouvernement.

- Les planteurs indépendants sont ceux qui cultivent des parcelles plantées en palmier à huile sans être intégrés dans le cadre des programmes gouvernementaux ou des compagnies. Leurs récoltes sont vendues à des pressoirs indépendants ou à ceux des sociétés privées lorsqu'ils disposent de suffisamment de capacité pour transformer des régimes supplémentaires. Les planteurs indépendants sont largement minoritaires en Indonésie, mais semblent à l'heure actuelle proliférer en Malaisie du fait du nombre important de pressoirs indépendants qui s'y sont développés.

c) Caractéristiques des smallholders dépendants (nucleus-plasma)

Au sein d'une plantation mixte incluant société privée et petits planteurs, c'est la compagnie organise l'ensemble de la mise en culture. Elle est effectuée par des contractants qui sont presque toujours sélectionnés parmi les futurs producteurs dépendants, ce qui leur offre l'opportunité d'un salaire avant de toucher les premiers revenus de leur parcelle. Une fois la production commencée, ils sont libres d'organiser la récolte comme ils le souhaitent, soit grâce à la main d'œuvre familiale, soit par le biais d'un travail salarié, soit grâce aux systèmes d'entraide collective basés sur la réciprocité du travail, comme le *gotong royong* ou le *bakti* décrits plus haut. La gestion de l'ensemble de la plantation, ce qui inclut *nucleus* et *plasma* reste entre les mains de la compagnie jusqu'à ce que les petits planteurs aient remboursé leur dette¹⁰⁴. Celle-ci est constituée des coûts de mise en culture de leur parcelle avec des variétés de palmier à huile sélectionnées à hauts rendements, ce à quoi s'ajoutent les coûts en outils et surtout en intrants, qui s'accumulent pendant toute la période de maturation des plantes, durant laquelle elles ne sont pas encore productives – les 3 à 4 premières années. Les petits planteurs payent aussi des taxes à la compagnie pour le maintien des infrastructures. Les crédits et intérêts sont remboursés à la compagnie par le biais d'un prélèvement de 30% sur l'ensemble des récoltes, ce qui permet aux petits planteurs de

¹⁰³ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 4

¹⁰⁴ BARLOW, ZEN & GONDOWARSITO, 2003 : 11

comblent progressivement la dette accumulée. Une fois les dettes remboursées, la gestion du *plasma* est transférée à une coopérative de petits producteurs élue (KUD : *Koperasi Unit Desa* ou coopérative villageoise), qui contractualise avec la compagnie pour tout ce qui touche au domaine des services techniques et logistiques¹⁰⁵, ce qui inclut notamment le transport des régimes au pressoir. Ce n'est qu'une fois le crédit remboursé que les *hak milik* (titres de propriété) sont délivrés par le BPN (Badan Pertanahan Nasional ou Office National de l'Agriculture) sous l'injonction de la société de plantation, qui utilise ce système comme une garantie.

d) Les difficultés auxquelles sont confrontés les petits planteurs.

Les petits planteurs de palmier à huile sont largement minoritaires en Indonésie, du fait qu'un certain nombre de contraintes techniques liées aux spécificités culturelles de la plante et à son processus de transformation, en limitent la démocratisation. Ces facteurs limitants sont les suivants¹⁰⁶ :

- La préparation du terrain est coûteuse et requiert l'utilisation de machines, ce qui représente un coût d'investissement initial important.
- Les variétés à hauts rendements sont vendues par les compagnies de plantation au prix fort pour préserver leur monopole. Elles sont donc difficilement accessibles aux petits producteurs dont les capacités d'investissement sont très limitées.
- Les palmiers commencent à produire à partir de la troisième année, mais ne deviennent vraiment rentables qu'après la huitième.
- Les palmiers requièrent l'utilisation de nombreux intrants, et ce dès les premières années, lorsque les palmiers ne sont pas encore entrés dans leur phase de production. Cela sous-entend des délais de retour sur investissement longs, augmentant d'autant les intérêts.

Ces différents paramètres spécifiques à la culture du palmier à huile en rendent le coût d'investissement initial prohibitif, et donc difficile à supporter pour des petits planteurs, d'autant plus que les délais de retour sur investissement sont relativement longs – au moins 8 ans.

¹⁰⁵ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 19

¹⁰⁶ VERMEULEN & GOAD, 2006 : 31

- La qualité des drupes décline rapidement si elles ne sont pas transformées dans les 48 heures suivant la récolte. Les questions d'accès aux pressoirs et leur capacité – un pressoir peut transformer une quantité limitée de régimes par heure - sont donc des facteurs déterminants du choix des petits producteurs d'investir dans le palmier.
- De plus, la construction de pressoirs requiert de larges investissements, qui ne peuvent être amortis que lorsque suffisamment de régimes sont pressés. Il faut ainsi une surface minimale cultivée de 4,000 ha pour atteindre le seuil de rentabilité d'un pressoir, sachant que la plupart des pressoirs nécessitent entre 10,000 et 40,000 hectares.
- Par ailleurs, seule une très faible proportion des petits planteurs disposent d'un véhicule pour transporter la récolte au pressoir, ce qui rend les facteurs de distance et d'accessibilité d'autant plus déterminants dans les choix stratégiques qu'ils effectuent.

L'accessibilité et le transport sont donc des facteurs limitants du développement des plantations de palmier à huile par les petits planteurs. En effet, ils ne disposent pas des capacités d'investissement nécessaires à la construction de pressoirs indépendants, ni des capacités à mettre en culture des surfaces suffisamment importantes pour que ceux-ci soient rentables.

- La variabilité du cours de l'huile de palme brute sur le marché international rend les petits planteurs méfiants quant à la viabilité économique à terme de cet investissement. Son prix a décliné de deux-tiers depuis 1960, et la crise financière asiatique qui a vu les prix chuter brutalement ont marqué les esprits, et donc les stratégies de diversification des revenus des petits producteurs. La manière dont le palmier à huile et les variations des cours internationaux des matières premières sont appréhendées et traduites par les paysans dans le cadre de leurs stratégies économiques sera analysée dans la partie consacrée aux stratégies mises en œuvre par les villageois face à un contexte extérieur en transformation.

L'accès des petits planteurs à la production d'huile de palme est donc contraint par un certain nombre de facteurs limitants, qui vouent ce secteur économique à la domination des sociétés de plantation qui sont en mesure de faire face aux investissements initiaux importants et aux délais d'amortissement du fait des économies d'échelle importantes qu'elles réalisent.

e) Éléments de positionnement des petits planteurs :

Le fait que les petits planteurs soient dépendants des compagnie pour l'exploitation de leur parcelle ne signifie pourtant pas que les stratégies qu'ils développent aillent dans l'intérêt de celle-ci. En effet, les petits producteurs engagent des stratégies visant à favoriser leurs intérêts, mais ceux-ci vont généralement à l'encontre de ceux des compagnies de plantation dont ils sont dépendants. Ce point sera analysé en détail dans le cadre de la partie concernant les rapports entre petits planteurs et compagnies de plantation.

4. Les compagnies de plantation

a) Contexte

Le secteur des plantations était inexistant à Kalimantan Ouest jusqu'au début des années 80, lorsque les premières plantations d'hévéa furent mises en place par des compagnies privées. Les sociétés nationales PTP furent les premières à ouvrir des domaines plantés en palmier à huile à partir de 1982, avec l'appui du gouvernement et le soutien financier de la Banque Mondiale. Leur objectif était moins le profit que de favoriser le développement local en assurant revenu et emploi aux populations locales et immigrées. A partir de 1995, lorsque le secteur de l'huile de palme s'ouvrit largement aux compagnies privées, celles-ci commencèrent à ouvrir de larges concessions, issues des réserves de 'forêt de conversion', ainsi que des zones de 'forêt de production' qui avaient été allouées à des compagnies HTI pour la production de pulpe de bois, mais ont échoué ou été abandonnées.

b) Fonctionnement des compagnies

Sous le modèle PIR, les populations Dayak dont les terres coutumières ont été concédées à une compagnie, doivent fournir à celle-ci comme contribution une parcelle de 5 ha. Ils reçoivent en échange de celles-ci un lot de 2,5 ha comprenant une parcelle plantée en palmier à huile ainsi qu'une maison et un jardin pour l'agriculture de subsistance, l'autre moitié passant sous le contrôle par la compagnie. Les petits producteurs doivent ensuite rembourser la compagnie du montant des travaux, auxquels s'ajoutent des taux d'intérêt de 6% par an, paiements qui débutent à partir de l'entrée en production de leur parcelle à hauteur

de 30% de la récolte qu'ils sont obligés par contrat de verser à la compagnie.¹⁰⁷ Une fois le remboursement de la dette terminé, les propriétaires des parcelles reçoivent leur *hak milik*, qui valide leur droit de propriété sur la parcelle qu'ils cultivent. La compagnie est obligée de mettre en place dans la communauté un certain nombre de services de base tels qu'une école, un centre de santé et des routes goudronnées. Au cours de la première année qui suit l'installation, les villageois perçoivent une allocation, ce qui leur permet de répondre à leurs besoins en attendant que les cultures vivrières mises en place sur la parcelle prévue à cet effet couvrent leurs besoins de subsistance. Pendant le reste de la période qui précède l'entrée en production des palmiers, les villageois peuvent compléter leurs revenus par des activités salariées sur le domaine de la compagnie.

Les compagnies opèrent deux types de recrutement au sein de la main d'œuvre locale :

- Les *karyawan tetap* (employés à temps complet), qui ont un emploi contractuel avec la compagnie.
- Le personnel employé à la tâche pour des travaux tels que l'application des engrais et pesticides.

A partir de 1986, l'Etat indonésien commença à mettre en place les programmes PIR Trans. Les plantations ouvertes sous ce modèle sont opérées par des plantations privées largement subventionnées par le gouvernement, et incluent des transmigrants. Ce système a les mêmes bases que le PIR, excepté que les populations autochtones doivent désormais donner leurs terres en contribution à hauteur de 7,5 ha. Ces terres sont ensuite redistribuées sous la forme de 3 lots de 2,5 ha divisés entre la compagnie, une famille locale et une famille de transmigrants. La principale différence sous ce modèle consiste en ce que la compagnie ne fournit pas les équipements de base, et ne verse pas non plus d'allocations permettant aux familles de couvrir leurs besoins durant la première année.

Depuis 1995, les compagnies privées qui ouvrent des plantations sans avoir recours aux subventions gouvernementales ne sont plus soumises à l'obligation de mettre en place des concessions pour les petits planteurs. Le modèle KKPA développé par le gouvernement cette même année visait en fait à essayer d'amener les compagnies à rester dans la continuité des modèles précédents en offrant des conditions et des crédits extrêmement alléchants, tout en donnant plus d'autonomie aux coopératives de petits planteurs, déchargeant ainsi les sociétés privée d'une partie de leurs responsabilités. Très peu de compagnies semblent cependant

¹⁰⁷ POTTER & LEE, 1998 : 21

avoir été intéressées par ce modèle, par conséquent les plantations ouvertes aujourd'hui offrent très peu d'avantages aux populations locales, malgré le fait que le gouvernement tente de leur imposer un partenariat avec les populations locales, sans toutefois spécifier quelles sont les modalités de ce partenariat. Ce modèle dénommé *PIR kemitraan* (partenariat) semble voué à l'échec, puisque les compagnies, n'étant plus soumises aux crédits et aux conditions du gouvernement, cherchent à maximiser leurs bénéfices et n'ont donc pas grand intérêt à inclure les petits. Les plantations qui se mettent en place à l'heure actuelle n'ont donc pas grand intérêt à inclure en leur sein une zone consacrée aux petits planteurs, et se contentent donc le plus souvent de dédommager les populations locales de la prise de possession de leurs terres à hauteur de 2 ha pour chaque 7,5 ha saisis. Les compagnies ne traiteront plus avec la main d'œuvre locale que pour le travail salarié, ce qui représente une perte importante en termes de revenus.

c) La réalité sur les concessions: des surfaces énormes concédées dont très peu sont effectivement plantées

La taille et le nombre des concessions allouées aux compagnies de plantation par le gouvernement est tout à fait colossal : 7,2 Mha ont été distribués dans les années 90, mais sur ces portions de territoire énormes, seuls 530,000 avaient été plantés, soit 7,5% de la totalité de l'aire concédée.¹⁰⁸ A l'échelle de la province de Kalimantan, seuls 20% des concessions allouées aux compagnies ont été plantées.¹⁰⁹ Ce phénomène tient au fait que ces compagnies sont généralement détenues par des conglomérats indonésiens ou transnationaux opérant dans de nombreux secteurs, notamment dans l'exploitation et la production de papier, comme c'est le cas de Raja Garuda Mas et Sinar Mas, qui ont aussi de vastes intérêts dans la production d'huile de palme.¹¹⁰ Une pratique courante de ces compagnies de plantation consiste donc à exploiter les ressources en bois, puis à abandonner la concession pour continuer ailleurs la coupe. En effet, les concessions pour les plantations de palmier sont souvent allouées dans des zones de forêt de production du fait d'un rapport clientéliste assez généralisé avec les autorités locales. Les quantités de bois à l'hectare sont donc importantes, pouvant rapporter à la compagnie près de 2,100\$ par hectare.¹¹¹ Le bénéfice étant direct, et ne requérant presque pas de fonds ni d'investissements, la tentation est grande pour ces compagnies de tirer un

¹⁰⁸ WAKKER, 2005 : 17

¹⁰⁹ PENOT & GEISSLER, 2003 : 7

¹¹⁰ WAKKER, 2005 : 17

¹¹¹ WAKKER, 2005 : 17

maximum de profit de ces zones sans chercher à les développer, d'autant plus qu'elles sont couvertes par leur influence politique.

La réalité sur le terrain est donc moins alarmante qu'elle ne peut paraître au premier abord, puisque l'essentiel des surfaces allouées aux compagnies n'étant pas converti en plantation, les communautés locales disposent toujours de leurs terres et peuvent continuer à en vivre à leur guise. En effet, les compagnies forestières n'exploitent que momentanément la forêt, et n'induisent donc qu'une perturbation temporaire dans les modes de vie des populations locales, puisqu'elles contournent les villages et n'empiètent généralement pas sur les agroforêts avoisinantes.

d) Eléments de positionnement des compagnies de plantation :

Les compagnies de plantation cherchent bien évidemment à maximiser leurs intérêts et, par voie de conséquence, les profits dégagés de l'exploitation de leurs concessions. Elles perpètrent donc régulièrement des actions illégales, qui peuvent avoir des conséquences et des répercussions fâcheuses sur les intérêts des autres acteurs et leur mode de vie, notamment les communautés locales et les petits planteurs qui les côtoient. Les exemples déforestation illégale, de pressions exercées sur les communautés, de tortures, de 'disparitions', de violations des droits des travailleurs et ainsi de suite, fleurissent à travers la Province de Kalimantan Ouest. La partie sur les relations entre communautés locales et compagnies de plantation permettra de rendre compte plus en détail des exactions perpétrées à l'encontre des communautés locales.

e) Institutions nationales et internationales, associations nationales et ONGs

Différents acteurs se trouvent indirectement impliqués sur le terrain de par la nature des décisions et des actions des principaux acteurs (Etat, compagnies de plantation, communautés locales et petits planteurs) sur le terrain :

- Des associations et ONGs pouvant être nationales ou locales, aux vocations diverses : conservation de la nature, défense des petits planteurs, des communautés locales, préservation de la culture des peuples autochtones... (Sawit Watch, GAPKINDO, Institut Dayakologi...).

- Des coopérations décentralisées (GTZ (Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, ou coopération technique allemande pour le développement), coopération néerlandaise...)
- Des ONGs internationales (WWF (World Wide Fund for nature), WALHI (Wahana Lingkungan Hidup Indonesia, ou les Amis de la Terre d'Indonésie)
- Des instituts de recherche-développement internationaux (CIFOR (Center for International Forestry Research), ICRAF (International Center for Research in Agroforestry)...))

Ces organisations ont généralement une démarche populiste visant à défendre les communautés locales contre les compagnies de plantation, ou alors une approche plutôt écologiste visant à protéger l'environnement des abus de celles-ci. Leurs démarches vont donc dans le sens des intérêts des villageois, dont elles cherchent à développer les capacités (cas des instituts de recherche en agronomie-développement), à les protéger des compagnies de plantation par le biais de la juridiction nationale (WALHI), à défendre les droits et la culture des peuples indigènes (Institut Dayakologi), en mettant en évidence les abus des compagnies de plantation afin de les forcer à changer leurs méthodes, ou en faisant pression sur le gouvernement pour que celui-ci prenne des mesures adaptées (Sawit Watch). Cependant, ces organisations ont, en deçà des actions qu'elles mènent dans le but de défendre les communautés locales, leurs propres enjeux et intérêts qui les poussent à agir. Leurs stratégies s'associent donc à celles des groupes d'acteurs du fait de la convergence de leurs intérêts communs ou réciproques, mais ne tendant pas nécessairement vers un même but. Cette dichotomie est caractéristique des situations de développement, et peut se solder par l'échec des projets lorsque les approches des différents groupes d'acteurs autour d'un même objet sont trop distancées.

Le positionnement de ces organisations dans l'arène du développement à Kalimantan Ouest est donc relatif à la fois aux enjeux portés par les acteurs qu'elles défendent, et à leur propres intérêts. Cette question sera étudiée plus en détail lorsque nous analyserons les rapports qu'entretiennent ONGs et instituts de recherche avec les communautés locales.

En tant qu'ensemble d'acteurs extérieurs, la communauté internationale peut aussi avoir un impact conséquent sur les stratégies des acteurs opérant à Kalimantan Ouest. En effet, les réglementations européennes, Nord américaines, internationales ou même indiennes et chinoises peuvent avoir un impact considérable sur le secteur des plantations de palmier à huile, mais aussi sur les stratégies des acteurs. Le fait que les consommateurs européens, par

exemple, se soucient des impacts sociaux et environnementaux de la production d'huile de palme en Asie du Sud-Est, amène dans un premier temps les industriels européens à adapter leurs produits à la demande du marché. Cela les pousse alors à mettre en place des modes de certification visant à s'assurer que leurs fournisseurs d'huile de palme respectent un certain nombre de critères permettant de s'assurer que la production de l'huile s'effectue de manière socialement ou écologiquement responsable. La communauté et l'opinion publique internationales peuvent par conséquent jouer un rôle important dans le changement de pratiques, et par là même, sur les stratégies d'acteurs tout au long de la filière de l'huile de palme.

Un autre exemple de l'influence que peut avoir le système économique mondial sur la vie des petits producteurs, est l'opinion largement répandue dans les pays occidentaux que l'huile de palme est néfaste pour la santé. Cette perception a d'ailleurs depuis longtemps freiné sa pénétration dans les marchés des pays du Nord. La preuve scientifique ayant récemment été établie des vertus de cette huile, elle tend à remplacer rapidement les huiles transformées chimiquement contenant des acides gras *trans*, qui dans le même temps en sont venues à être considérées comme nocives sur la santé humaine.¹¹² Cette prise de conscience a amené les industries alimentaires européennes et Nord-américaines à remplacer brutalement les huiles de synthèse par de l'huile de palme, provoquant une hausse subite de la demande mondiale. Celle-ci est d'ailleurs doublée d'une augmentation rapide de la demande en huile de palme pour la production de biocarburants, une hausse de son cours de plus de 70% sur les marchés internationaux a eut lieu depuis l'année dernière.¹¹³ Cette hausse des cours internationaux semble largement profiter aux petits planteurs de palmier à huile qui voient leur niveau de vie augmenter subitement.

5. La RSPO

Les problèmes économiques, sociaux et écologiques liés à la croissance du secteur de l'huile de palme ont amené un certain nombre d'acteurs à se positionner pour en favoriser la production durable. Cette mobilisation répond au travail effectué par un certain nombre d'ONGs dans les pays du Sud, et par leurs partenaires en Europe et en Amérique du Nord, qui a permis à différents acteurs de la chaîne commerciale de l'huile de palme de prendre conscience des dégâts occasionnés par les systèmes de production sur le plan social et

¹¹² BRADSHER, 2008 : 4

¹¹³ BRADSHER, 2008 : 4

écologique notamment. Un certain nombre de compagnies ont pris d'elles-mêmes des mesures visant à s'assurer de la traçabilité et des bonnes conditions de production de l'huile qu'elles commercialisent, comme la société suisse Migros qui réalise un suivi de l'ensemble de ses fournisseurs depuis la plantation jusqu'au supermarché.

Ces initiatives isolées ont amené en 2003 un groupe composé des différentes parties prenantes investies dans la filière de l'huile de palme à mettre en place la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) qui vise à établir un certain nombre d'indicateurs et de critères permettant la mise en place d'une définition de la production et de l'utilisation durable de l'huile de palme qui soit crédible et acceptable pour tous les acteurs de la filière. Ce forum multiacteurs répond à la prise de conscience que la production d'huile de palme est une cause de déforestation majeure et se fait au détriment des droits et des conditions de vie des peuples autochtones.

La première réunion de la RSPO s'est déroulée en Août 2003 à Kuala Lumpur, impliquant 200 participants originaires de 16 pays¹¹⁴. Son principal objectif est de 'promouvoir la croissance et l'utilisation de l'huile de palme durable par le biais de la coopération au sein de la filière et le dialogue entre les parties prenantes'.¹¹⁵ 40 organisations, toutes parties confondues, se sont portées signataires de la déclaration d'intention. Cette première rencontre a débouché sur la définition de Standards, qui incluent un certain nombre de Principes et Critères devant être respectés, accompagnés de directives pour permettre leur application¹¹⁶ :

- Engagement à la transparence.
- Conformité aux lois, ce qui inclut les lois internationales, nationales et coutumières.
- Engagement à la viabilité économique et financière sur le long terme
- Soutien à l'utilisation des pratiques les plus appropriées par les planteurs et presseurs.
- Responsabilité vis-à-vis de l'environnement et préservation des ressources naturelles et de la biodiversité
- Prise en considération des employés, individus et communautés affectées par les plantations et pressoirs.
- Développement responsable de nouvelles plantations.
- Engagement à l'amélioration dans les différentes aires d'activités.

¹¹⁴ WAKKER, 2005 : 10

¹¹⁵ RSPO, 8 May 2004

¹¹⁶ LORD & CLAY, Date inconnue : 29 à 32 (annexes)

Ces principes et critères généraux sont évidemment renforcés par des sous-critères beaucoup plus spécifiques, présentés en annexe.

La RSPO reconnaît l'huile de palme comme un bien important à la fois pour les producteurs, les industries de transformation, qu'elles soient alimentaires ou non, et les millions de consommateurs qui l'utilisent pour des usages variés, allant de la simple nécessité alimentaire aux produits cosmétiques, en passant par le carburant. Ce forum cherche donc à en promouvoir la culture et l'utilisation dans une logique économiquement profitable, mais aussi écologiquement viable et socialement équitable, encourageant ses membres à participer activement dans la mise en place de pratiques meilleures dans l'ensemble de la filière. La RSPO reste toutefois très floue quant à la manière de faire appliquer ses critères aux petits producteurs, qui sont pourtant à l'origine de près de 25% de la production d'huile de palme en Indonésie. En effet, on voit mal comment les principes et critères établis pourraient être appliqués aux petits planteurs, du fait de la large variété de leurs situations et de leurs approches. On perçoit ici l'une des failles de la RSPO qui, pour mettre certaines pratiques perçues comme meilleures en avant, omet d'inclure dans son approche toute une catégorie d'acteurs qui sont sous-représentés au niveau du forum. En effet, le groupe des petits producteurs n'est représenté que par la seule ONG Sawit Watch, et exclut de ses processus de prises de décision le groupe d'acteurs le plus important en nombre, à savoir les populations locales. Cette approche apparaît donc contradictoire avec la vision participative portée par la RSPO, qui pour le coup ne prend que peu en compte des acteurs pourtant situés au cœur de son champ d'action. Cette contradiction est d'ailleurs doublée par le fait que les compagnies s'implantent souvent sur des terres coutumières sans considération pour le bien-être et les droits des populations locales, et sont généralement perçues comme les principales responsables des dommages directs ou collatéraux portés à l'environnement. La culture du palmier à huile par les petits planteurs, par contre, est perçue comme plus équitable et redistributrice, donc socialement plus aboutie, et moins polluante – à tort ou à raison – du fait que les quantités d'intrants utilisées sont moindres. Or, c'est le premier groupe d'acteurs, porteur du pouvoir économique et politique, qui est ciblé par la RSPO, alors que les petits producteurs semble être le groupe cible le plus adéquat. Cela est sans doute dû à la fois à une représentativité insuffisante des petits planteurs au sein des négociations de la Table Ronde, aux difficultés à appliquer des Principes et Critères précis à un groupe aussi éclectique aux stratégies économiques diverses, et à un jeu d'acteurs qui favorise les intérêts les plus fortement représentés, allant plutôt dans le sens de la conservation de la biodiversité avec

l'influence du WWF, que dans celui de l'équité sociale. Une logique à peu près similaire relègue à la marge les intérêts des communautés locales, qui sont pourtant les premières concernées par l'expansion des surfaces plantées, qu'elles soient établies de manière durable ou non. C'est ce qui fait dire à l'ONG WALHI (Les Amis de la Terre, Indonésie) dans leur rapport de 2005 que “ (...) during the Palm Oil Roundtable meeting in August 2003, it became painfully clear to NGO-representatives how little industry and government are prepared to enter into dialogue with those communities who have seen their land and their resources taken away by oil palm companies.”¹¹⁷

On peut globalement opposer deux logiques apparemment contradictoires mais qui pourraient être complémentaires. L'Etat et les sociétés de plantations d'un côté sont censés représenter la modernité, le productivisme et un mode de développement offrant des débouchés en terme d'offre de travail aux populations locales (off-farm) et d'offre de « plantations clés en main ». De l'autre côté, les populations locales font évoluer leurs systèmes de cultures vers la diversification (hévéa, palmier à huile, poivre...) et abandonnent progressivement l'agriculture itinérante sur brûlis.

C. Les communautés locales et le palmier à huile

1. Les systèmes agraires développés par les populations locales

a) Evolution des systèmes agraires :

Les différents groupes Dayak ont connu une évolution importante de leurs modes de vie depuis le XIX^e siècle, glissant progressivement de la chasse et de la collecte des produits forestiers, qui intégrait déjà des composantes agroforestières, à l'agriculture rotative sur brûlis, qui débouche sur la mise en place de systèmes agroforestiers dans les repousses de forêts secondaires. L'hévéa a été introduit à Kalimantan Ouest par les Hollandais, puis diffusé par les commerçants Chinois au début du XX^e siècle, introduction qui a été rapidement suivie de son intégration par les Dayak en tant que culture de rapport au sein des systèmes agroforestiers. Plus de la moitié des 5 millions d'hectares d'agroforêts que l'on trouve en Indonésie aujourd'hui sont des *jungle rubber*, ou agroforêts à hévéa, qui représentaient 43%

¹¹⁷ WAKKER, 2005 : 10

de la zone d'activité agricole paysanne en 1997¹¹⁸ et constituent encore aujourd'hui la source de revenu principale pour les populations rurales de la province de Ouest Kalimantan¹¹⁹. Les Dayak mettent en culture des surfaces pouvant aller de 5 à 30 ha, avec une moyenne de 11 ha par famille dans l'intérieur de la province¹²⁰. Ces espaces incluent plusieurs composantes, dont la complémentarité assure à la fois l'autoconsommation, le revenu économique et la disponibilité d'un certain nombre de matériaux utiles.

- Tout d'abord, le *pekarangan* (jardin de case), situé à proximité des habitations, assure la production d'un certain nombre de produits dont l'usage est généralement voué à l'autoconsommation, mais peut aussi inclure des produits destinés à la vente, notamment des fruits¹²¹.
- L'agriculture rotative sur brûlis forme la base des cultures d'autosubsistance. L'ouverture d'une parcelle débouche en général sur la mise en place du *ladang*, un système de riziculture pluviale extensif qui requiert un temps de travail relativement faible comparé au *sawah*, peu ou pas d'intrants, et génère des rendements par hectare assez faibles – entre 500 kg et une tonne par hectare et par an¹²². Le *ladang* intègre aussi des cultures intercalaires, telles que le manioc, les arachides ou le maïs, l'ensemble de celles-ci constituant le *palawija* (cultures complémentaires). La riziculture sur brûlis est vouée à l'autosubsistance et joue un rôle social et symbolique important du fait de la place centrale du riz dans l'alimentation Dayak aujourd'hui.
- Une fois la durée de vie de cette parcelle épuisée, la terre est laissée en jachère puis elle est lentement reconquise par la forêt, ce qui donne lieu à une forêt secondaire. Or, les Dayak intègrent au fur et à mesure dans cette forêt un certain nombre d'essences utiles, dont certaines sont locales (durian, manguier, ramboutanier...), ainsi que d'autres qui ont été introduites, notamment l'hévéa. Le processus de repousse forestière emprunte donc des plantes et structures végétales issues de la forêt avoisinante, qui cohabitent avec des essences plantées par l'homme, afin de constituer après quelques temps un *kebun karet*

118 BPS, 1997.

119 PENOT, 2004 : 1

¹²⁰ TROUILLARD, 2001 : 33

121 TORQUIBAU & PENOT, 2006 : 2

¹²² TROUILLARD, 2001 : 33

*alam*¹²³ (agroforêt à hévéa). Cet espace est destiné à l'exploitation individuelle dans une visée essentiellement économique, donc on trouve en son sein de nombreuses essences à vocation commerciale (hévéa, teck, clous de girofle, cannelle, noix de muscade, café...), qui se mêlent aux espèces issues de la forêt naturelle. Les agroforêts à hévéa jouent un rôle majeur dans l'économie familiale Dayak, puisqu'elles représentent en général près de 80% du revenu domestique. Elles sont brûlées lorsqu'elles parviennent en fin de cycle, au bout de 40 ans en moyenne lorsque les hévéas ne sont plus assez productifs. Les agroforêts à hévéa se sont progressivement intensifiées par le biais de la sélection des graines et d'une culture plus intensive mais tendent aujourd'hui à devenir obsolète en termes de productivité du travail.¹²⁴ Les plantations d'hévéa clonal démarrées par le biais de projets dans les années 80, semblent aujourd'hui prendre le relais des *jungle rubber* vieillissants. Ils ont donné naissance aux *kebun karet unggul* (plantations d'hévéa 'supérieur') aujourd'hui assez répandues à Kalimantan Ouest qui ont permis de relancer efficacement la production et d'augmenter les gains de productivité à l'hectare.¹²⁵ Les Dayak se tournent donc progressivement vers des systèmes agraires plus intensifs.

- Le *tembawang* (agroforêt à fruits et à bois), est un autre type d'agroforêt, qui peut être réservé à un usage individuel, mais est plus couramment géré et utilisé par la communauté de manière collective pour la collecte de bois essentiellement, mais aussi de fruits, de rotin... Ce type d'agroforêt n'a pas de valeur commerciale puisque les produits qu'il contient sont consacrés à l'autoconsommation. Il constitue en quelque sorte un vestige du droit foncier coutumier basé sur l'indivision, qui repose sur une juxtaposition de 'droits d'usage restreints'.¹²⁶

- Certains groupes Dayak ont peu à peu intégré le *sawah* (riziculture inondée intensive) au contact des Javanais dans les zones qui le permettent, lorsque les fonds de vallées sont suffisamment larges. Ils utilisent des variétés locales et très peu d'intrants, donc le rendement de leurs parcelles (760kg/ha/an en moyenne) est assez faible comparé à celui des Javanais dont la productivité avoisine les 1,5 tonnes/ha/an.¹²⁷

¹²³ TROUILLARD, 2001 : 33

¹²⁴ PENOT, 2003 : 8

¹²⁵ TROUILLARD, 2001 : 33

¹²⁶ LEVANG, 1993, dans : TROUILLARD, 2001 : 33

¹²⁷ COURBET, 1998 : 25

b) Logiques paysannes et fonctions des agroforêts

Les Dayak, du fait de leur passé de chasseurs-collecteurs qui intégrait déjà des composantes agroforestières, perçoivent la forêt comme un espace générant de nombreuses ressources nécessaires aux sociétés qui en dépendent. Leur approche des systèmes agraires combine donc des « (...) savoirs traditionnels sur l'usage de la forêt et la collecte, l'utilisation et la valorisation de produits ligneux ou non ligneux des forêts », avec « des savoirs sur les pratiques culturelles des systèmes agroforestiers locaux (...) ». ¹²⁸ Les agroforêts Dayaks sont donc issues de combinaisons de représentations, de savoirs et de savoirs-faire sur la forêt, qui leur ont permis de concilier la mise en valeur d'écosystèmes remplissant un certain nombre de fonctions vitales, avec les nécessités économiques qui s'imposent à eux dans le contexte de modernité.

Le fait que toutes les ethnies Dayak à Kalimantan Ouest aient mis en place des agroforêts à hévéa au fonctionnement très similaire au cours du XX^e siècle, démontre bien que leur fonctionnement répond à la fois à des contraintes techniques, agro-écologiques ¹²⁹ et économiques communes, ainsi qu'à des structures socio-politiques et des modes d'organisation du travail préexistants, qui ont su s'adapter aux contraintes spécifiques de la culture de l'hévéa. Les droits fonciers coutumiers sont ainsi soumis à une évolution depuis l'intégration dans les systèmes agroforestiers de l'hévéa. Or, du fait de leur nature pérenne et qu'ils constituent une ressource économique fondamentale du revenu familial, ils sont à l'origine d'un mouvement de privatisation des terres coutumières en indivision vers des parcelles individuelles transmissibles. ¹³⁰ Il faut toutefois nuancer ce raisonnement, car un certain nombre de facteurs exogènes exercent aussi une influence sur l'évolution des tenures foncières. Ces aspects seront traités dans la partie consacrée aux conséquences de l'expansion des plantations de palmier à huile et de la pression foncière qu'elles entraînent sur l'évolution des stratégies paysannes et des systèmes agroforestiers, et par voie de conséquence leur impact sur le droit foncier coutumier.

Les systèmes agroforestiers ont été adoptés par les Dayak car ils répondaient à des nécessités liées à la nature du milieu environnant et à des contraintes en capital et en travail.

¹²⁸ PENOT, 2003 : 11

¹²⁹ PENOT, 2003 : 11

¹³⁰ PENOT, 2003 : 17

Les agroforêts jouent donc un certain nombre de rôles fondamentaux qui expliquent leur développement à grande échelle :

- Il existe une complémentarité forte au sein des agroforêts entre les plantes pérennes à vocation économique, matérielle (construction, vannerie...) ou d'autoconsommation sur le long terme, et les cultures annuelles ou bisannuelles généralement vouées à l'alimentation sur le court terme (manioc, bananes...). Les agroforêts permettent donc d'associer des stratégies économiques sur le long terme avec des logiques l'autosubsistance à court terme, ménageant ainsi le budget familial¹³¹.
- La durée de vie de ces fonctions économiques – 40 ans en moyenne dans le cas d'une agroforêt à hévéa - leur confère alors une vocation patrimoniale.
- De plus, la diversité des produits générés par une agroforêt permet de diminuer les risques liés à une possible chute des cours internationaux d'un produit, le manque à gagner étant alors compensé par la vente d'autres produits, ce qui n'est pas le cas dans un contexte de monoculture.
- Les agroforêts jouent un rôle social prépondérant dans le cadre de la gestion foncière à l'échelle des communautés villageoises, puisqu'elles permettent à la fois d'établir des délimitations claires et de sécuriser des droits fonciers.
- La repousse forestière contrôlée est un « (...) mode de gestion parfaitement adapté en termes d'entretien, de lutte anti-*Imperata cylindrica* (...), et donc de durabilité de ces systèmes. »¹³² En effet, les agroforêts constituent un système agraire parfaitement adapté aux contraintes agro-écologiques des forêts tropicales de Bornéo, puisqu'elles constituent une forme d'*'integrated pest management'* (gestion intégrée des parasites) qui limite largement les besoins en intrants et en entretien, donc en main d'œuvre.
- Elles sont donc, contrairement à la vision largement répandue des agroforêts comme ayant une productivité réduite, très performantes en termes de productivité du travail et de rapport entre coût de production et bénéfices.
- Le fait qu'une agroforêt regroupe un certain nombre d'essences issues de la forêt naturelle, qu'elle offre toute une gamme d'habitats pour la faune, et qu'elle ne nécessite pas d'intrants l'amène à jouer un rôle considérable en termes de conservation de la biodiversité et de gestion des ressources naturelles telles que l'eau et les sols¹³³.

131 TORQUEBIAU & PENOT, 2004 : 8

132 PENOT, 2003 : 11

133 TORQUEBIAU & PENOT, 2004 : 8

Il ressort donc clairement que l'adoption des systèmes agroforestiers par les Dayak est la résultante d'un arbitrage entre leurs savoirs et savoirs-faire traditionnels liés à la forêt, ainsi que de leurs représentations de celle-ci, avec les contraintes agro-écologiques liées aux milieux et un certain nombre de facteurs endogènes comme les disponibilités en travail et en capital localement, auxquelles s'ajoutent un certain nombre de variables exogènes, constituées notamment des besoins monétaires et de la pression foncière croissante exercée par les acteurs extérieurs. Au fur et à mesure que les systèmes agroforestiers s'adaptent aux contraintes en capital et en travail, les systèmes sociaux ont eux aussi été forcés à évoluer corrélativement aux facteurs techniques déterminant la production alimentaire et économique. Il existe donc une forte cohérence entre systèmes sociaux et itinéraires techniques.¹³⁴

A l'échelle de la Province de Kalimantan Ouest, il est possible de discerner trois phases d'évolution des systèmes agraires en corrélation avec le changement social¹³⁵ :

- Tout d'abord, les trois groupes humains présents – Dayak, Malayu et Javanais – disposent de savoirs et de savoirs-faire agricoles largement divergents, qui déterminent de fait leurs pratiques culturelles et le champ des stratégies qu'ils peuvent adopter. A l'origine, seuls les Dayak utilisent l'agroforêt comme système cultural.
- Du fait des contraintes techniques liées au milieu, des contraintes en travail et de leur capital financier réduit, les Javanais et Malayu ont parfois eux aussi adopté les agroforêts comme système de production. Ce n'est donc pas le facteur ethnique qui est déterminant, mais « (...) un faisceau de contraintes qui a orienté les trajectoires technologiques. »¹³⁶
- A partir des années 90, la dissémination de la culture de l'hévéa clonal et la multiplication des plantations de palmier à huile ouvrent de nouvelles opportunités culturelles aux populations locales. Les itinéraires techniques divergent donc à nouveau, du fait de l'application des savoirs différenciés entre chaque groupe humain aux possibilités offertes à chacun dans des contextes sociaux, économiques, culturels, politiques et fonciers spécifiques.

¹³⁴ PENOT, 2003 : 11

¹³⁵ PENOT, 2003 : 12

¹³⁶ PENOT, 2003 : 12

Les communautés locales ont démontré leur capacité à adapter de leur propre initiative des systèmes agraires complexes au fil de l'évolution du contexte et des contraintes extérieures, en opérant une sélection de leurs savoirs et savoirs-faire qui, combinés avec la gamme de possibilités offertes et les limites fixées par les différents champs d'astreintes endogènes et exogènes, permettent de déterminer des stratégies agraires nouvelles. Les stratégies agricoles paysannes sont donc, contrairement aux idées reçues, éminemment flexibles, au même titre que les systèmes sociaux qui s'ajustent l'un à l'autre en fonction de leurs contraintes spécifiques, ce qui démontre la nature évolutive des systèmes agraires. La manière dont les plantations de palmier à huile affectent le dynamisme des systèmes agraires à Kalimantan Ouest sera analysée dans la partie consacrée à cet effet.

2. L'agriculture de plantation au cœur des intérêts des acteurs.

a) Rapports entre communautés locales et Etat

(1) Des visions divergentes...

A partir des années 80, L'Etat indonésien commence à organiser le développement économique dans la Province de Kalimantan Ouest. De nouveaux acteurs entrent en jeu, notamment les compagnies de plantation gouvernementales, puis de plus en plus de sociétés privées surtout à partir des années 90. Ces acteurs portent des logiques économiques et foncières, ainsi que des modes d'utilisation des sols fondamentalement étrangers aux populations locales en milieu rural, dont les systèmes sociaux, économiques et fonciers relèvent de l'*adat* spécifique à chaque groupe humain. La confrontation entre ces deux logiques antagonistes semble inévitable. Cette dichotomie entre Etat et populations locales oppose d'un côté une vision développementiste d'Etat portée par la classe politique indonésienne pétrie de culture Javanaise et de représentations productivistes du développement agricole, et de l'autre le monde rural indonésien des îles extérieures comme Kalimantan, avec ses logiques sociales, économiques, foncières et agricoles propres, marqué par une méconnaissance de l'Etat. Cette opposition se retrouve d'ailleurs sur le plan historique et culturel à travers l'archipel indonésien, entre la société Javanaise, centralisée et dominée par un pouvoir fort depuis des siècles, caractérisée par des rapports de sujétion des populations rurales aux classes 'nobles' et des systèmes agraires intensifs, et les sociétés Dayak, caractérisées par des systèmes de production extensifs, une atomisation des groupes

humains, et une dispersion des modes de contrôle social et des processus de prise de décision à l'échelle villageoise¹³⁷.

Deux visions paradigmatiques du développement agricole et rural s'opposent¹³⁸ :

- D'une part, le monde paysan, qui développe ses stratégies en fonction de ses intérêts, en conciliant ses contraintes avec ses possibilités, donc extrêmement pragmatique.
- D'autre part, le « 'monde officiel des développeurs' (...) : dogmatique avec une vision mythique (réductrice) de la réalité. »

La confrontation de ces deux logiques s'opère donc sur le terrain au niveau de l'enjeu qui leur est commun, à savoir le foncier. Les communautés locales n'ont qu'une représentation floue de l'Etat, de son champ d'action et de la juridiction foncière nationale. De plus, elles perçoivent leur territoire comme inaliénable, par conséquent l'implantation d'une compagnie de plantation sur leurs terres est perçue comme une intrusion. Or, cette intrusion, telle qu'elle est perçue par les 'victimes', est appuyé par la législation nationale, pour laquelle les différents types de droits fonciers juxtaposés dont disposent les individus dans le cadre de l'*adat* sont supplantés par le droit national lorsqu'ils ne vont pas dans le sens des intérêts supérieurs de la nation. Cela donne lieu au pluralisme juridique, défini par l'enchâssement de droits fonciers de différentes natures se rapportant à un même espace.

La perception locale de l'implantation des compagnies de plantation est, par conséquent, antagonique à celle de l'Etat, dont l'action apparaît comme légitime du fait qu'elle repose sur la législation foncière nationale, et que les politiques de développement qu'il met en place reposent sur de bonnes intentions, à savoir le développement économique du pays et l'enrichissement de ses habitants. Là où le bât blesse est que ces politiques de développement trouvent leur origine dans des contextes politico-institutionnels précis détachés des réalités socio-économiques locales, et par conséquent leur application sur le terrain est réappropriée à travers les systèmes de sens des acteurs locaux, et traduite en stratégies d'adaptation ou de détournement. Ces politiques de développement à l'origine bien intentionnées, peuvent par conséquent susciter des conflits lorsque leur application sur le terrain se confronte avec les logiques développées par d'autres acteurs au sein des arènes locales.

(2) Qui donnent lieu à des stratégies antagonistes

¹³⁷ PENOT, 2003 : 14

¹³⁸ DOVE, 1985 : 183

Dans le cas qui nous intéresse, à savoir les conflits fonciers liés à l'appropriation de la terre par l'Etat et à sa redistribution sous forme de concessions dans le cadre de bails de 30 ans à des sociétés de plantation, la confrontation naît d'une perception et d'un rapport à l'espace radicalement différents, liés à un différentiel de positionnement énorme :

- Les communautés locales dépendent de la forêt pour leur subsistance, et ont développé tout un panel de stratégies adaptées à leurs contraintes en travail et en capital.
- Les instances de l'Etat cherchent à développer des zones qu'elles considèrent comme inutilisées – les forêts de conversion et de production - ou improductives – les agroforêts sont généralement perçues par les dirigeants comme archaïques et de productivité réduite, et ne sont donc pas reconnues comme des systèmes agraires à part entière.

Ces deux logiques antagonistes ont donc logiquement donné lieu à une concurrence entre acteurs autour de la ressource terre, d'où des conflits.

b) Compagnies de plantation et Etat

Lorsqu'une compagnie souhaite obtenir une concession pour mettre en place une nouvelle plantation, elle doit d'abord obtenir l'autorisation du Département des Plantations de la Province, ainsi qu'un accord de la part du Gouverneur. Elle doit aussi réunir 4 autres permis issus directement par les Ministère des Forêts et de l'Agriculture, l'autorité de ces Ministères n'ayant pas été déléguée au niveau des Provinces lors de la décentralisation. Une fois l'ensemble de ces autorisations obtenues, le Gouverneur délivre l'Izin Lokasi (permis d'implantation), et le Ministère des forêts le bail d'exploitation (HGU) pour une période de 30 ans dans les îles de l'Ouest de l'Indonésie comme Kalimantan, qui monte à 99 ans dans la partie Est de l'archipel.

La loi sur la décentralisation a généré une multiplication des permis à obtenir, qui ne dépendent désormais plus uniquement du Ministère des Forêts. Cela a d'autant augmenté la complexité des procédures d'obtention, qui sont devenues plus coûteuses en temps. Il a été constaté¹³⁹ que l'augmentation dans les délais et la multiplication du nombre de permis à obtenir à différents niveaux de la hiérarchie politique ont encouragé l'adoption de pratiques illégales à la fois par les compagnies de plantation et par les instances politiques décisionnaires :

¹³⁹ WAKKER, 2005 : 27

- Tout d'abord, certaines compagnies commencent à défricher les parcelles avant même qu'elles leur aient été attribuées.
- Des concessions ayant déjà été allouées, mais ne sont pas plantées, peuvent être concédées à une autre compagnie par les autorités au niveau des districts.
- Les autorités de certains districts ou Provinces enclines à favoriser l'expansion des plantations, vont jusqu'à falsifier les données recueillies par les consultants sur l'état des forêts, modifiant de fait le statut de celles-ci. Cela permet à la compagnie de disposer d'une bonne rente de départ en exploitant les ressources en bois.
- Une des pratiques presque systématique des compagnies de plantation est de s'étendre au-delà des limites de leurs concessions, au détriment du couvert forestier, et parfois des terres exploitées par les communautés locales.

Ces pratiques illégales doivent beaucoup au laxisme des autorités locales et à leur faible pouvoir, ainsi qu'à la corruption généralisée des institutions de l'Etat et du système juridique indonésien. D'après un rapport des Amis de la Terre de 2005, les compagnies s'arrogent le droit de perpétrer des activités illégales pour plusieurs raisons¹⁴⁰ :

- Les plans d'occupation des sols sont assez mal définis, et les différentes instances de l'Etat préposées à la gestion foncière communiquent assez peu entre elles. En outre, la cartographie des zones agricoles est insuffisante, ce qui permet aux compagnies de passer outre les limites de leurs concessions en toute impunité.
- La corruption généralisée de l'Etat à tous les niveaux amène les compagnies à mettre en œuvre des pratiques clientélistes pour obtenir les autorisations nécessaires. Le coût d'obtention des permis est donc d'autant plus élevé qu'il faut maintenant passer par plusieurs institutions. L'expansion des surfaces cultivées au-delà des limites des parcelles compense le coût des pots-de-vin, d'autant plus que le risque de se faire prendre est minime lorsque compagnies et représentants de l'Etat sont de mêche.
- Les taxes appliquées aux compagnies se basent sur l'aire mise en culture déclarée, telle qu'elle apparaît sur le bail d'exploitation HGU, par conséquent le dépassement des limites de la concessions permet de réaliser plus de bénéfices.

Compagnies de plantation et instances de l'Etat 'collaborent' sur un certain nombre de points, du fait des intérêts en jeu pour les deux parties – optimisation des bénéfices pour la compagnie et gain financier direct par le biais des pots-de-vin pour les Elus. Un autre type

¹⁴⁰ WAKKER, 2005 : 27-28

d'entraide entre ces deux acteurs, très couramment utilisé sous Suharto mais toujours en vigueur aujourd'hui, est le soutien des compagnies par les forces de l'ordre – militaires ou police suivant le soutien politique reçu. On reporte de nombreux cas sous Suharto de militaires ayant fait pression sur les habitants de communautés rurales entières pour les plier à une décision gouvernementale, allant même jusqu'à en brutaliser et emprisonner les membres lorsque ceux-ci montraient des velléités de résistance.

Les efforts réalisés par les ONGs et le gouvernement pour amener les compagnies de plantation à améliorer leurs pratiques n'ont eu qu'un résultat mitigé. En effet, la détection des pratiques illégales par des ONGs comme Sawit Watch est parfois relayée par les services de l'Etat, mais les procédures juridiques engagées se soldent souvent par un *statu quo*, les poursuites et peines encourues étant généralement trop ridicules pour amener les compagnies à remettre en question leurs méthodes. Voici quelques exemples du dénouement habituel des procédures judiciaires engagées à l'encontre des compagnies de plantation¹⁴¹ :

- En 1997, 176 compagnies furent accusées de défrichages par brûlis à grande échelle, alors que ceux-ci avaient été interdits par l'Acte de Gestion de l'Environnement n°23. Sur le total des 176 compagnies, seulement 5 ont été traduites en justice, et une seule a été reconnue coupable.
- En 1999, le Département des Forêts de la Province de Riau décida de poursuivre en justice 47 compagnies qui avaient été accusées de défricher leurs concessions illégalement par brûlis. Seulement 2 furent poursuivies en justice, et l'une d'elles fut reconnue coupable. Trois des employés de la compagnie, dont un salarié permanent et deux travailleurs journaliers furent condamnés à des peines allant de 3 à 10 jours de prison, mais aucune mesure n'a jamais été prise contre la direction.
- A Kalimantan Est, les feux démarrés sur la concession d'une compagnie se propagèrent aux agroforêts et plantations de cocotier des communautés avoisinantes. Cette société, jugée coupable en 1999 reçut en tout et pour tout une amende de 700,000 Rp, soit 82,4 \$US...

Ces exemples extrêmement parlants illustrent bien les difficultés que connaît l'Etat face à l'influence politique des lobbys et aux pratiques clientélistes qu'ils entretiennent au sein des instances gouvernementale – la plupart des sociétés indonésiennes de plantation appartiennent

¹⁴¹ WAKKER, 2005 : 22

à des cartels nationaux ou transnationaux extrêmement influents. La tendance actuelle des instances décentralisées de l'Etat face à un système politique et juridique corrompu est au laisser-faire, du fait du manque d'aboutissement des procédures judiciaires engagées contre les exactions perpétrées par les sociétés de plantation¹⁴². Les séquelles laissées par les 32 années de la dictature de Suharto restent largement présentes au sein de la société et de la classe politique indonésienne, donnant lieu à des dérives qui profitent aux plus influents, le plus souvent au détriment des acteurs ayant le moins de poids politique et économique, à savoir les membres des communautés locales.

3. Communautés locales et compagnies de plantation:

PARTIE 1 : CONTRIBUTION DES PLANTATIONS AU BIEN ETRE DES POPULATIONS

a) Le changement de conjoncture suite au désengagement de l'Etat.

Le désengagement de l'Etat à la fin des années 90 du secteur des plantations a marqué la fin des projets sectoriels destinés aux petits planteurs, transmigrants comme autochtones¹⁴³. Les compagnies privées, qui ont pris le relais de l'Etat dans le secteur de l'huile de palme offrent toutefois de moins bonnes conditions aux petits planteurs

Ce transfert de compétences s'est déroulé parallèlement à la crise politique et économique qu'a traversé l'Indonésie entre 1997 et 2000, qui a vu remonter la contestation populaire à travers tout le pays, notamment autour des terres qui avaient été soutirées plus ou moins brutalement suivant les cas sous le Nouvel Ordre pour être redistribuées aux compagnies d'Etat. Les populations ont en effet profité de l'affaiblissement de l'Etat

Interacting with these political alterations, numerous conflicts have arisen over land ownership. This is especially where lands were acquired and planted by estates during the New Order, often without consulting traditional owners whose areas were forcibly taken. Such owners want to retrieve their parcels, which have been improved by oil palm planting¹⁹. The consequent confrontations and disruption are also used by other less reputable local interests, who seek to profit from the weakened estates and acquire lands for themselves. These changed circumstances mean estate owners and others wishing to acquire new lands in

¹⁴² WAKKER, 2005 : 27

the 2000s should proceed through careful checking and agreement with local owners, ensuring that areas can remain under estate control for at least the life of trees to be planted¹⁴⁴. Getting official authorization alone is insufficient, and is likely to lead to later difficulties. Reflecting this uncertainty, many estates underplant young trees in old oil palm stands near the ends of their productive lives. This lessens the possibility of outsiders claiming cleared areas temporarily free of planted crops.

b) Contribution des plantations au revenu des petits planteurs.

Des études réalisées à la fin des années 90 à Kampar dans la Province de Riau au Nord-Est de Sumatra, ont démontré à quel point les revenus issus des parcelles de 2 ha attribuées aux petits producteurs sont essentiels à l'économie des ménages en zone rurale. Winoto et al. ont ainsi évalué que la part du revenu tiré des parcelles s'élève en moyenne à 65% du revenu total en 1997¹⁴⁵. Ils ont aussi démontré que les plantations de palmier à huile sous tutelle d'une compagnie permettent une redistribution des revenus relativement équitable au sein des petits producteurs, par comparaison à d'autres programmes comme les NES pour l'hévéa ou le cacao. Ils ont distingué trois groupes, définis d'après leurs revenus : le premier groupe est caractérisé par ses revenus annuels inférieurs à 10 MRp (Millions de *Rupiah*) et représente 8% de la population. Le second groupe est défini par ses revenus se chiffrant entre 10MRp et 25MRp par an, et inclus la vaste majorité des petits producteurs, soit 75%. Le groupe le plus riche, touchant plus de 25 MRp annuels, représente environ 13% de la population¹⁴⁶. Le système NES est donc relativement équitable et offre un niveau de vie correct aux producteurs, la proportion de gens vraiment pauvres parmi les petits producteurs à Kampar ne dépassant pas les 5%.¹⁴⁷

W.R. Susila et R. Bourgeois ont identifié dans le cadre de leur étude sur la contribution des plantations de palmier à huile à l'équité en Indonésie, les différents niveaux de surfaces cultivées favorisant la reproduction économique des petits planteurs, ou au contraire leur appauvrissement :¹⁴⁸

¹⁴³ PENOT, 2003 : 455

¹⁴⁴ BARLOW, 2003 : 14

¹⁴⁵ SUSILA, 1997 : 109

¹⁴⁶ SUSILA, 1997 : 109

¹⁴⁷ SUSILA, 1997 : 110

¹⁴⁸ SUSILA & BOURGEOIS, 2003 : 20

- Le premier niveau est celui de la survie, lorsqu'un petit planteur dispose d'une surface d'environ 1,8 ha, lui rapportant en moyenne 7,18 MRp annuels. Ce revenu permet de couvrir les besoins de subsistance, mais guère plus. Dans le cas d'un problème quelconque (sécheresse, accident...), le petit planteur n'est plus capable de faire face à ses dépenses minimales, s'appauvrit rapidement et doit vendre sa parcelle.
- Le 'seuil de production' se situe autour de 2 ha, qui permettent au planteur de dégager un revenu annuel de l'ordre de 8,37 MRp par an. Ce revenu permet de maintenir l'activité sur la parcelle, tout en subvenant aux besoins de consommation, même si la famille reste sensible aux accidents de tous types.
- Le seuil minimal pour la reproduction sociale se trouve autour de 2,34 ha, surface qui offre un revenu moyen avoisinant les 9,62 MRp. A partir de ce niveau, le petit producteur est capable de satisfaire l'ensemble des besoins de sa famille y compris la scolarisation des enfants, et de réaliser de l'épargne pouvant servir à replanter sa parcelle ou à diversifier son revenu par l'intégration d'autres activités.
- Le niveau permettant une véritable reproduction sociale et un enrichissement des petits planteurs correspond à une surface plantée de 3,56 ha, dont le planteur peut dégager quelques 14,6 MRp annuels. A ce niveau, tous les coûts sont couverts, y compris l'épargne nécessaire à l'investissement et la scolarisation des enfants jusqu'au niveau universitaire.

Au moment de cette étude (2003), environ 35% des foyers se trouvent au dessus du seuil de production, ce qui démontre la capacité des plantations de palmier à huile à assurer un revenu stable et suffisant aux petits producteurs pour subvenir à l'ensemble de leurs besoins matériels comme sociaux et religieux. Le système des petits planteurs dépendants démontre donc sa faculté à améliorer le niveau de vie des populations et à redistribuer les richesses en directions des populations rurales tout en favorisant une certaine équité sociale.

c) Modes d'emploi de la main d'œuvre sur les plantations :

En plus des revenus directement tirés de leurs parcelles, les petits producteurs sont libres de répartir leur temps de travail entre différentes activités pour diversifier leurs revenus.

L'une des options qui leur sont ouvertes est de travailler directement pour la compagnie-mère sur le *nucleus*. Trois types de main d'œuvre sont recrutés¹⁴⁹ :

- Les *karyawan* sont des salariés à temps complet qui touchent en moyenne 9000Rp par jour, de 7h à 13h. Ils bénéficient grâce à leur statut de congés payés, de l'assistance sociale et d'une prime journalière pour la nourriture, de l'ordre de 2200Rp par jour.
- Les *Buru Lepas* sont des travailleurs recrutés à la journée et payés à la tâche. Une prime journalière pour l'achat de nourriture leur est également attribuée.

Les *Satlak* sont les superviseurs, chargés de s'assurer du bon fonctionnement des équipes travaillant en *kelompok* et de surveiller leur travail. Ils sont rémunérés en moyenne 13,500 Rp par jour, soit un salaire mensuel de l'ordre de 350,000 Rp. Ils sont souvent choisis par la compagnie parmi les leaders des communautés avoisinantes du fait de leur influence sur la main d'œuvre.

Le choix des équipes pour les différents travaux sur le *nucleus* est généralement délégué par la compagnie aux chefs des villages, qui sont les mieux à même d'équilibrer les intérêts au sein de leur communauté et de réunir des équipes fiables.

d) Avantages comparatifs du secteur des petits planteurs sur les compagnies:

Les petits planteurs réalisent en moyenne une production à l'hectare plus faible que les compagnies sur leurs concessions *nucleus*, mais sont à l'heure actuelle en train de combler rapidement l'écart qui les sépare du niveau de productivité à l'hectare réalisé par les sociétés privées, au fur et à mesure qu'ils gagnent en expérience et intègrent les méthodes et technologies manipulées par les compagnies. Il faut cependant nuancer ce raisonnement, car le différentiel de productivité à l'hectare varie largement au sein même du groupe des petits planteurs, en fonction de l'importance que représente le palmier à huile dans leurs stratégies économiques.

Or, il est intéressant de constater que les compagnies ont des coûts de production largement supérieurs à ceux des petits producteurs, ce qui est essentiellement dû à une moindre utilisation de la main d'œuvre salariée et à des quantités d'intrants plus faibles. En effet, le prix de vente des régimes étant défini au niveau de la compagnie, il est dans l'intérêt direct des petits planteurs de réduire leurs coûts de production afin de dégager des marges bénéficiaires plus larges. Ils utilisent au maximum la main d'œuvre familiale disponible, et

¹⁴⁹ TROUILLARD, 2001 : 95

très peu de travail salarié, limitant de fait les coûts d'opportunité du travail¹⁵⁰. On assiste donc au comblement progressif de l'écart d'efficacité existant entre compagnies de plantation et petits producteurs au fur et à mesure que ces derniers augmentent leur productivité à l'hectare tout en maintenant les coûts de production au plus bas¹⁵¹.

Partie 2 : Le mécontentement des petits planteurs vis-à-vis des compagnies de plantation

*« It's as if we were ghosts on our own land. We have been so pierced through by the spines of the oil palm that we are almost dead, left haunting what was once our own land. We don't usually say this, but this is how it is really. We need to make our case ourselves and explain how the oil palm is hurting us »*¹⁵²

« C'est comme si nous étions des fantômes sur nos propres terres. Nous avons été tant et tant percés par les épines du palmier à huile que nous en sommes presque morts, condamnés à hanter ce qui fut autrefois notre territoire. Nous ne l'exprimons pas ainsi habituellement, et pourtant c'est ainsi qu'il en est réellement. Nous devons nous défendre nous-mêmes, et expliquer à quel point le palmier à huile nous meurtrit. »

a) Les modalités de l'«échange» entre communautés locales et compagnies de plantation :

Lorsqu'une concession est allouée à une compagnie de plantation, celle-ci doit tout de même négocier les terres qu'elle convoite avec les communautés locales. Dans le cas d'une société cultivant le palmier à huile, les membres de ces communautés ont le choix entre garder les terres auxquelles s'attachent leurs droits fonciers, ou remettre leurs terres entre les mains de la compagnie, en échange de quoi ils obtiennent une parcelle de deux hectares plantés. Il faut donc pour cela qu'ils soient en mesure de prouver qu'ils utilisent ces terres, qui doivent être en assolement permanent pour être considérées comme leur propriété. Les zones de forêt plantées en hévéa étant reconnues comme étant cultivées, cela donne lieu à des stratégies paysannes visant à faire valoir leurs droits fonciers. Le rôle particulier de ces arbres

150 BARLOW, ZEN & GONDOWARSITO, 2003 : 13

151 VERMEULEN & GOAD, 2006 : 4

152 COLCHESTER & JIWAN, 2006 : 8

chez les Dayak sera analysé dans la partie consacrée aux stratégies paysannes. En règle générale, tous les habitants d'un village Dayak ne souhaitent pas entrer dans le programme, et conservent donc leurs activités agricoles habituelles. Certains auteurs ont remarqué que même les paysans qui choisissent de rentrer dans les programmes cherchent presque toujours à garder une partie, souvent près de la moitié de leurs terres coutumières¹⁵³ qui sont cultivées suivant des modes néo-traditionnels comme les *jungle rubber* (agroforêts à hévéa) ou *ladang* (riziculture pluviale), à la fois comme moyen de contrôle foncier et de sécurisation des revenus.

En théorie, les Dayak reçoivent un lot de 2 à 2,5 hectares pour chaque 7,5 ha concédés qu'ils sont en mesure de prouver qu'ils possédaient sous le droit coutumier. En réalité et de manière générale, quelque soit la surface dont ils étaient les propriétaires dans l'*adat*, ils reçoivent une parcelle de 2 à 2,5 ha. Cette parcelle était fournie 'clé en main' par les compagnies publiques PTP, c'est à dire accompagnée de la maison et de l'outillage nécessaire pour son exploitation, auxquels s'ajoutent un crédit lors de la première année de l'installation, les intrants et la parcelle plantée, qui sont fournis à crédit au petit planteur, qui commence ses remboursements à partir de l'entrée en production de la parcelle. Lorsqu'il s'agit d'une société privée, celle-ci ne fournit plus que la maison, tout le reste étant soumis à crédit. Dans un cas comme dans l'autre, le paysan 'paye' donc deux fois, pour la perte de ses terres qui lui fournissaient ses revenus, et pour le remboursement du crédit pour la mise en place de sa parcelle et pour les intrants.

b) mécontentement des Dayak lié à l'implantation de transmigrants et à une situation qu'ils trouvent injuste

L'implantation de transmigrants dans le cadre de programmes de plantation dans des régions peuplées de populations aux mœurs et coutumes, systèmes sociaux et religions différents, n'est évidemment pas sans poser de problèmes, notamment lorsque les terres utilisées par les autochtones sont redistribuées aux migrants. Les Dayak en sont donc très rapidement venus à se considérer comme victime d'une injustice. En effet, lors de l'implantation des transmigrants, les familles migrantes reçurent de maisons et de l'assistance de l'Etat de manière privilégiée, et les Dayak s'estimèrent lésés. Pour pallier au problème, le gouvernement décida alors que pour chaque famille migrante accommodée, une famille Dayak le serait aussi. Lors de l'implantation des villages aménagés dans le cadre des systèmes de

¹⁵³ POTTER & LEE, 1998 : 21

plantation, Une autre source de tension fut le rassemblement de transmigrants et de Dayak au sein de la même unité administrative sous la juridiction d'un chef de village transmigrants. Ces conflits furent rapidement réglés par les niveaux supérieurs de l'administration, mais un fond de rancœur semble tout de même persister.¹⁵⁴

Le principal motif de mécontentement provient tout de même de l'insuffisance de l'emploi salarié sur la plantation. En effet, une fois passée la phase de mise en place des cultures, bâtiments et infrastructures nécessaires, l'emploi se tarit. Les villageois se plaignent donc de l'insuffisance des emplois offerts par la compagnie une fois passée la phase d'implantation. La situation des Dayak est particulièrement difficile en termes d'emploi, puisqu'ils sont recrutés principalement pour accomplir les travaux de défrichage, mais sont ensuite remplacés par les transmigrants pour les activités quotidiennes d'entretien, d'épandage des intrants, de récolte... Ce différentiel de recrutement est dû au fait que les responsables administratifs des plantations, en grande majorité Javanais, voient les Dayak comme plus expérimentés pour les travaux de défrichage, alors que les transmigrants sont perçus comme étant mieux mieux à même d'être assidus au travail et de respecter les horaires.¹⁵⁵ Cette vision stéréotypante portée par les responsables des compagnies de plantation donne donc lieu à d'importantes discriminations au travail. Cela donne aux Dayak l'impression d'être victimes d'une injustice, ce qui ne va pas sans déclencher une certaine rancœur de leur part vis-à-vis des transmigrants qu'ils estiment privilégiés.

De plus, l'administration des compagnies étant essentiellement musulmane, les jours fériés sont le vendredi et le samedi. Les Dayak, qui sont catholiques, voient alors leurs jours de travail hebdomadaires limités à seulement quatre puisqu'ils se rendent à l'Eglise le dimanche, ce qui limite d'autant leurs revenus.¹⁵⁶ Il leur reste bien sûr la possibilité de travailler sur les parcelles d'autres petits planteurs, ce qui est mieux rémunéré que sur le *nucleus*, mais cette source d'emploi est elle aussi limitée, en nombre mais aussi dans le temps, aux périodes clés de l'année qui demandent un investissement en travail important comme la récolte. Les Dayak retirent donc de leurs relations avec les compagnies un sentiment général de préjudice, encore renforcé par le fait que l'emploi pour les jeunes scolarisés est extrêmement restreint au niveau des plantations.

¹⁵⁴ POTTER & LEE, 1998 : 28

¹⁵⁵ POTTER & LEE, 1998 : 24

¹⁵⁶ POTTER & LEE, 1998 : 24

c) Raisons du mécontentement des petits planteurs vis-à-vis des parcelles en *nucleus*

A ces insuffisances de l'emploi salarié s'ajoutent un certain nombre de motifs de déception et de mécontentement pour les populations dépendantes des compagnies de plantation.

- Tout d'abord, les bénéfices générés par les deux hectares de palmier à huile tombent généralement largement au dessous des promesses faites aux villageois. Cela est généralement du, d'après eux, au fait que les consultants chargés de convaincre les villageois de céder leurs terres ont exagéré la taille des récoltes et les bénéfices pouvant être tirés d'une parcelle afin d'influencer leurs décisions. Les revenus des villageois tombent en réalité souvent bien en dessous du salaire minimum autorisé et couvrent à peine les frais de subsistance et le coût de scolarisation d'un enfant. Les salariés des plantations ne sont d'ailleurs bien souvent pas informés de l'existence d'un salaire minimal légal¹⁵⁷. Quant aux travailleurs syndiqués, suspectés d'activisme ou perçus comme excessivement revendicatifs, ils généralement licenciés, transférés, interdits de recrutement, ou déclassés, passant du statut de salarié permanent à celui de travailleur journalier.¹⁵⁸
- Les petits producteurs se plaignent aussi que les dettes qu'ils ont contractées lors de l'établissement et de la phase de maturation de leurs parcelles sont généralement beaucoup plus élevées et longues à rembourser que les projections de la compagnie ne laissaient paraître. Les délais qu'on leur avait promis sont généralement de l'ordre de deux ans à partir de l'entrée en production de leurs parcelles, mais il leur faut en réalité 3 à 7 ans pour parvenir au terme de leurs remboursements.¹⁵⁹
- Un autre motif de mécontentement des petits planteurs par rapport à la dette qu'ils ont contractée, est que la compagnie en assure la comptabilité sans qu'ils soient aucunement informés de l'évolution de leurs remboursements, et ils ont donc tendance à suspecter la compagnie de les escroquer.
- Les engrais que les petits planteurs sont contraints d'acheter à la compagnie et d'épandre sur leur parcelle sont inclus automatiquement dans leur dette. Or, de nombreux

¹⁵⁷ WAKKER, 2005 : 40

¹⁵⁸ WAKKER, 2005 : 43

¹⁵⁹ POTTER & LEE, 1998 : 25

petits planteurs sont grandement insatisfaits de devoir faire cet investissement lorsque la production de leurs arbres est sur le déclin.¹⁶⁰

- Les villageois se montrent aussi largement insatisfaits des prix offerts par les compagnies pour leurs régimes, puisque les cours internationaux n'ont commencé à monter que depuis 2001 avec l'expansion du marché des biocarburants. Le prix de vente de leurs récoltes ne leur permettant pas d'élever durablement leur niveau de vie, les Dayak qui ont fait le choix d'échanger leurs terres contre une parcelle de palmier à huile sont amenés à le regretter, d'autant plus que l'établissement de la compagnie limite fortement leurs options de diversification des revenus.¹⁶¹

d) Droits du travail et compagnies de plantation :

Les compagnies de plantation entretiennent avec leurs employés un certain nombre de rapports qui sont assez criticables du point de vue des droits du travail¹⁶² :

- Tout d'abord, le nombre de travailleurs temporaires a augmenté en proportion du nombre de salariés permanents sur les plantations, ces derniers étant perçus comme risquant d'exposer la compagnie à des demandes en droits du travail trop importantes.
- Les femmes des travailleurs permanents participent très souvent aux tâches réalisées par leurs maris, afin de les aider à atteindre leurs objectifs de production. Ces femmes ne sont pourtant ni contractualisées, ni rémunérées par la compagnie.
- De plus, parmi les travailleurs journaliers, la proportion de femmes est plus importante, ce qui évite à la compagnie d'avoir à payer pour leurs congés de maternité.
- Les compagnies privées nationales ne fournissent ni équipement, ni formations à la sécurité à leurs salariés, qu'ils soient travailleurs permanents ou journaliers, alors que les compagnies étrangères offrent ces avantages.
- Les compagnies nationales comme étrangères sont dans l'obligation de fournir des services de santé à leurs salariés, cependant ceux-ci ne sont disponibles qu'aux seuls travailleurs permanents, disqualifiant de fait une large proportion de salariés, dont une majorité de femmes.

¹⁶⁰ POTTER & LEE, 1998 : 25

¹⁶¹ POTTER & LEE, 1998 : 25

¹⁶² WAKKER, 2005 : 40

L'ensemble de ces faits démontre bien le manque affiché de bonne volonté de la part des compagnies à reconnaître et respecter les droits des travailleurs. L'intransigeance des compagnies semble faire partie d'une stratégie visant à la fois à étouffer les velléités de revendication qui pourraient se développer rapidement si les compagnies montrent des signes de faiblesse, et à maintenir leurs bénéfices au plus haut. Les compagnies, notamment les sociétés nationales privées et publiques, entretiennent donc avec leurs salariés des rapports frisant parfois l'exploitation. Les petits planteurs réagissent généralement par des grèves pour faire valoir leurs revendications à un salaire décent et au respect de leurs droits, mais ils ont aussi développé tout un panel de stratégies visant à compenser les insuffisances de revenus tirés de leur parcelle ou du travail salarié à la compagnie.

4. Rôle des ONGs dans la défense des communautés locales

a) Le rôle des ONGs dans la prise de conscience et les revendications :

Depuis la chute de Suharto en 1998, qui a permis la démocratisation de la vie politique et un droit d'expression plus libre, les ONGs sont devenues en Indonésie un vecteur important d'expression et de revendication de la société civile. Ces organisations sont de mieux en mieux reconnues par la classe politique, et commencent à prendre part aux processus de concertation et de prise de décision à l'échelle nationale. Leur positionnement varie en fonction des acteurs et des causes qu'elles défendent, qui détermine le champ et la nature de leurs actions.

La base de l'action des ONGs est d'identifier, documenter et publier les aspects de l'activité humaine qu'elles cherchent à corriger, dans le but de sensibiliser la société civile et les dirigeants aux questions qu'il leur semble important de traiter. C'est le cas d'ONGs comme Sawit Watch et WALHI (*Wahana Lingkungan Hidup Indonesia*, ou les Amis de la Terre, Indonésie), qui entreprennent des démarches visant à révéler les agissements des sociétés de plantation, afin de les amener à adopter de meilleures pratiques. Il s'agit ici de l'élément central de l'action des ONGs. Sawit Watch entreprend par exemple des analyses de photos satellites, afin de révéler au grand public l'existence de pratiques telles que l'extension des plantations de palmier à huile largement hors des limites des concessions allouées aux compagnies, ou encore la coupe illégale de portions de forêt largement en dehors du périmètre concédé. Sawit Watch et WALHI ont ainsi démontré qu'autour du Parc National du lac

Sentarum à Kalimantan Ouest, les compagnies de plantation ont augmenté la surface plantée en palmier à huile de 3,000 ha en 1994 à 94,000 ha en 2000, alors que le couvert forestier a diminué de 528,000 ha à 323,000 ha au cours de la même période, soit une baisse de l'ordre de 205,000 ha. Il a par la suite été révélé que bon nombre des compagnies de plantation opérant dans cette zone n'y ont jamais planté un seul arbre...¹⁶³

En Malaisie cette fois, certaines ONGs entreprennent des études scientifiques afin de démontrer les risques d'intoxication liés à l'utilisation et au contact de certains pesticides pour les personnes travaillant dans les plantations de palmier à huile, qui sont en grande majorité des femmes. Le PAN (Pesticide Action Network ou Réseau d'Action contre les Pesticides), en association avec le Centre National des Poisons et Tenaganita, une organisation centrée sur la défense des droits des travailleurs, ont mis en évidence les conséquences sur la santé humaine de l'utilisation du paraquat en révélant les symptômes et les dangers liés à son application. Ces recherches ont débouché sur la décision du gouvernement Malais en Août 2002 d'interdire l'utilisation du paraquat, et ce malgré l'opposition marquée de l'industrie des pesticides.¹⁶⁴

Les ONGs jouent aussi un rôle important à la fois dans la transmission et la diffusion des revendications des acteurs qu'elles défendent, qui visent à sensibiliser la société civile, et dans la formulation de solutions et de recommandations de manière à encourager la prise de décisions concrètes par le gouvernement. Par exemple, suite aux incendies qui ont ravagé l'Indonésie en 1997-98, dont environ 80% ont démarré sur des concessions appartenant à de compagnies de plantation, WALHI a élaboré des recommandations visant à amener ces sociétés à améliorer leurs pratiques de défrichages en exigeant de la part du gouvernement central qu'il prenne des mesures radicales à leur encontre. Ces recommandations consistaient notamment en le retrait des permis d'exploitation de toutes les compagnies accusées de défrichages illégaux, la mobilisation par le gouvernement de fonds issus des compagnies pour combattre les incendies sur leurs concessions, et de fonds du gouvernement local pour combattre les feux ravageant les forêts protégées.

WALHI et l'ONG Sawit Watch ont par ailleurs formulé dans leur rapport de 2005 sur les impacts des plantations de palmier à huile, un nombre important de recommandations qui s'adressent à l'ensemble des acteurs investis dans la filière de l'huile de palme. Tout d'abord, un certain nombre de revendications portent sur les principes et critères minimaux à respecter

¹⁶³ WAKKER, 2005 : 18

¹⁶⁴ WAKKER, 2005 : 24

pour que l'huile de palme soit produite de manière durable et dans le respect des populations autochtones. Ensuite, des recommandations sont adressées directement aux acteurs concernés par leur implication dans la filière de l'huile de palme, à savoir : les gouvernements, industries de transformation et consommateurs Européens, ainsi que le gouvernement indonésien. La stratégie de WALHI consiste ici à toucher les acteurs de la filière sur la scène internationale afin de favoriser l'adoption de meilleures pratiques 'par l'extérieur'. En effet, la prise de conscience des enjeux sociaux et environnementaux liés à la production d'huile de palme par les consommateurs et industriels à l'échelle internationale peut amener à l'adoption de normes d'achat et d'importation par les gouvernements ou la communauté internationale. Ces réglementations internationales, si elles prennent des dimensions suffisantes, se répercuteront nécessairement sur les pratiques des compagnies de plantation en matière de conservation et de respect des droits des communautés locales. La RSPO, qui réunit des acteurs aux positionnements divergents, dont une ONG à vocation environnementale (WWF) et une ayant une vocation plutôt sociale (Sawit Watch), dans les processus de concertation autour de la mise en place d'une certification d'huile de palme durable, semble constituer le premier pas vers une prise de conscience internationale des enjeux liés à la production d'huile de palme en Asie du Sud-Est. La liste des recommandations formulées par Sawit Watch, qui se rapprochent beaucoup des principes et critères caractérisant l'huile de palme durable telle qu'elle a été définie par la RSPO, est présentée en annexe.

Les ONGs jouent donc un rôle croissant dans la sensibilisation et la prise de conscience de l'opinion publique en Indonésie comme en Malaisie autour des problèmes liés à l'agriculture de plantation.

b) Le rôle des ONGs dans les processus juridiques :

Cette reconnaissance croissante des ONGs est aussi liée au fait qu'elles s'investissent de manière croissante dans les processus juridiques pour faire valoir leurs revendications. Par exemple, suite aux incendies de 1997-98, WALHI poursuit en justice 11 compagnies de plantation pour pratiques illégales de défrichage par brûlis. Une fois encore, l'influence politique des compagnies et la corruption des instances juridique permirent à ces sociétés de passer outre la législation. Seules deux de ces compagnies furent reconnues coupables de pratiques de défrichage illégales. Le tribunal leur ordonna juste d'améliorer leurs méthodes, mais aucune sanction ne fut prise contre elles.¹⁶⁵

¹⁶⁵ WAKKER, 2005 : 22

La liste des poursuites judiciaires engagées par des ONGs ou des associations de producteurs contre des compagnies de plantation privées ou même publiques est longue, d'autant plus que leur aboutissement est souvent décevant, surtout pour les communautés qui voient leurs droits bafoués sans qu'aucune forme de compensation, financière ou pénale soit délivrée.

Les ONGs, en plus de leur rôle croissant dans les processus de concertation entre acteurs, sont aussi amenées à s'investir graduellement dans la défense des intérêts qu'elles représentent par le biais de la juridiction, ce qui contribue à légitimer leur action. Par ce biais, elles contribuent largement à 'forcer la main' aux compagnies de plantation dans l'adoption de méthodes plus respectueuses de l'environnement et de la société dans son ensemble.

c) Le rôle des ONGs et instituts de recherche dans la défense de l'agroforesterie.

Une autre catégorie d'acteurs dont l'action vise à défendre les modes de vie des communautés locales et les pratiques des petits producteurs est celle des coopérations décentralisées (coopération Néerlandaise, GTZ (Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, ou coopération technique allemande pour le développement) ...) et des instituts de recherche en agronomie-développement tels que le CIFOR (Center for International Forestry Research) l'ICRAF (International Center for Research in Agroforestry) et le CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement). Ces institutions ont pour vocation de réhabiliter et de mettre en valeur les savoirs et savoirs-faire agricoles des communautés locales. Leur approche se base sur l'idée que les pratiques agricoles développées par les paysans à travers toute l'Indonésie, et notamment à Kalimantan, sous la forme de systèmes agroforestiers complexes sont dus à la fois sur à leurs contraintes en travail et en capital et aux spécificités agroécologiques locales. Ces systèmes trouvent aujourd'hui leurs limites, notamment en termes de productivité à l'hectare, ce qui empêchent leur reconnaissance en tant que systèmes agraires à part entière par les instances dirigeantes. Les instituts de recherche-développement cherchent aujourd'hui à réhabiliter les agroforêts par le biais de l'augmentation de leur productivité et de leur rentabilité, de manière à ce qu'ils puissent faire face à la compétition du secteur agro-industriel des plantations, notamment celle du secteur de l'huile de palme. Si les systèmes agroforestiers peuvent être rendus suffisamment productifs et rentables pour cadrer avec la vision 'moderne' du développement portée par les dirigeants, ils pourraient à terme être reconnus et soutenus au niveau national.

L'un des projets qui illustre à merveille ce type d'action est le SRAP (Smallholder Rubber Agroforestry Project, ou projet de développement de l'agroforesterie à hévéa pour les petits planteurs), porté à la fois par la GAPKINDO (Association indonésienne des producteurs de caoutchouc), l'ICRAF et le CIRAD¹⁶⁶. Ce programme vise essentiellement à l'adoption par les petits planteurs de l'hévéa clonal dans les systèmes agroforestiers, et à sa diffusion au sein de leur groupe. Pour pouvoir être adopté et reproduit, ce projet doit satisfaire à la fois aux besoins et aux capacités des petits producteurs, ces dernières étant limitées par leurs contraintes en temps et en travail. Derrière cet objectif affiché du programme, se cachent tout de même des intérêts spécifiques aux acteurs qui le portent, puisqu'ils ont eux aussi une visée stratégique derrière l'adoption du projet par les producteurs d'hévéa. La GAPKINDO se soucie de la productivité des planteurs d'hévéa, alors que l'ICRAF cherche à améliorer la productivité des systèmes agroforestiers à la fois dans le but de maintenir l'équilibre entre production de caoutchouc et conservation de la nature, et pour que les agroforêts soient reconnues en tant que pratique culturelle à part entière¹⁶⁷, afin d'éviter qu'elles ne soient balayées par les plantations de palmier à huile et d'hévéa clonal en monoculture, qui sont une menace à la fois pour les savoirs agricoles locaux, et pour l'environnement de manière générale. Ces objectifs spécifiques à leurs intérêts d'acteurs sont bel et bien différents de ceux des petits producteurs qui cherchent à travers leurs stratégies agroforestières autant à s'assurer de la pérennité d'un revenu et d'une base pour l'autoconsommation, qu'à sécuriser leurs possessions foncières par le biais de la culture d'hévéa, ce qui sera l'objet de la prochaine partie.

Les coopérations décentralisées opèrent de manière relativement similaire, en encourageant, subventionnant et assistant les processus d'innovation et les stratégies adaptatives des petits producteurs dans une logique de développement de leurs capacités économiques et sociales, de diversification et d'augmentation des revenus, et de durabilité économique et écologique des systèmes mis en place.

Instituts de recherche comme coopérations décentralisées constituent en quelque sorte des vecteurs exogènes des processus d'innovation des petits producteurs agroforestiers, cherchant à stimuler et à améliorer des stratégies endogènes préexistantes développées sur la base de pratiques en perpétuelle évolution par l'injection de moyens technico-financiers. Ils sont donc des acteurs à part entière des processus de fabrique sociale, économique et politique à Kalimantan Ouest aujourd'hui. Il est intéressant de constater que, malgré les intérêts et

¹⁶⁶ POTTER & LEE, 1998 : 12

¹⁶⁷ POTTER & LEE, 1998 : 12

stratégies spécifiques à chaque acteur, leurs actions sur le terrain convergent vers un même objectif, à savoir l'amélioration de pratiques préexistantes, ce qui passe ici par le biais de l'introduction d'innovations vouées à être transformées par assimilation complète ou partielle, ou rejetées dans le cadre des stratégies développées par les petits producteurs.

Communautés locales, petits producteurs agroforestiers et acteurs extérieurs (coopérations décentralisées, instituts de recherche et ONGs locales ou internationales) constituent donc un triangle d'acteurs aux stratégies et actions convergentes au sein de la configuration développementiste à Kalimantan Ouest.

5. Changement technique, changement social.

Partie I : L'impact des plantations de palmier à huile sur les systèmes sociaux et les formes d'organisation du travail.

a) Evolution des formes d'utilisation de la main d'œuvre et de la répartition des capacités de travail sous l'influence de l'agriculture de plantation.

Les transformations induites par les compagnies de plantation dans les communautés locales affectent particulièrement l'utilisation de la main d'œuvre et sa répartition autour des différentes tâches agricoles. En effet, les paysans sont contraints d'ajuster leurs modes d'utilisation de la main d'œuvre aux contraintes techniques liées à la culture du palmier à huile, et de répartir leur capacité de travail entre les différentes activités agricoles qu'ils effectuent.

(1) Répartition des activités par groupes d'âge et de sexe.

La typologie présentée ci-dessous présente la répartition des charges de travail au sein des différents groupes classés par âge et par sexe. Il s'agit toutefois d'une présentation générale qui ne reproduit pas la diversité des situations sur le terrain : ¹⁶⁸

- Tout d'abord, les travaux sur la parcelle de palmier à huile de la maisonnée sont généralement répartis entre l'homme et la femme. L'homme se charge des travaux

¹⁶⁸ POTTER & LEE, 1998 : 27

requérant le plus de force physique comme le transport des régimes jusqu'à la route où ils sont collectés, alors que la femme a plutôt tendance à réaliser les travaux légers comme l'épandage des intrants et le désherbage.

- Les adultes Dayak n'effectuent que rarement des travaux salariés sur le *nucleus*, surtout lorsqu'ils possèdent déjà leur propre parcelle, par opposition aux Javanais. Ils privilégient généralement la saignée des hévéas pour les hommes, et l'entretien du *ladang* pour les femmes. Ce sont généralement les hommes qui réalisent les travaux de défrichage du *ladang*, alors que les femmes gèrent l'essentiel des cultures, sauf pour les tâches requérant un investissement en travail important comme la récolte, qui se fait encore de manière générale sous forme de groupe de travail.¹⁶⁹
- Les personnes âgées côté Dayak confient généralement les tâches physiques d'entretien de leurs parcelles de palmier à huile à leurs enfants, ou utilisent le système *upah* d'emploi de main d'œuvre salariée. Ils continuent cependant à saigner leurs hévéas jusqu'à un certain âge.
- Les jeunes, Dayak comme transmigrants, qui n'émigrent pas alternent entre l'aide qu'ils fournissent à leurs parents sur la parcelle, au *ladang*, au *sawah* ou à la saignée tant qu'ils ne sont pas mariés, mais peuvent aussi chercher à travailler directement pour la compagnie, notamment les jeunes hommes cherchant à acquérir leur indépendance. Cela peut d'ailleurs être une source de conflits intergénérationnels, lorsque les jeunes ne contribuent pas assez aux tâches familiales.
- Les jeunes femmes, côté Dayak comme transmigrant, ne souhaitent généralement pas travailler pour la compagnie, donc elles assistent leur mère dans les travaux d'entretien du *ladang*, du *sawah*, voire de la parcelle familiale, souvent jusqu'à leur mariage.
- Les transmigrants, notamment ceux qui ne cultivent ni *sawah* ni *jungle rubber*, se répartissent habituellement le travail de manière assez simple : l'homme part chercher du travail hors du village ou travaille sur le *nucleus* de manière à apporter une source de revenus stable, pendant que la femme s'occupe de l'entretien de la parcelle de palmier à huile et du *sawah* et/ou assiste son mari dans ses tâches.
- La majorité de la main d'œuvre travaillant sur le *nucleus* est donc constituée de transmigrants, du fait qu'ils sont la source de recrutement privilégiée des compagnies, et de jeunes Dayak.
- Les groupes sociaux qui se trouvent principalement désavantagés dans l'accès aux revenus sont donc les jeunes femmes, et les personnes âgées Dayak ne possédant que peu

¹⁶⁹ POTTER & LEE, 1998 : 27

de terres, pour qui il est difficile de dégager des revenus du fait du nombre restreint d'emplois sur le *nucleus* et de leur ardeur, ainsi que de la difficulté d'ouvrir de nouvelles parcelles pour le *ladang*, du fait de la pression foncière importante générée par les compagnies.

Le passage d'une répartition du travail entre le *ladang* et l'agroforêt à hévéa à un système intégrant une parcelle en palmier à huile se déroule généralement au détriment d'un des deux systèmes agraires précédents. La culture du palmier et le travail salarié ont été assimilés rapidement au sein des modes de division sociale du travail des Dayak comme des trans migrants. Les causes fondamentales de cette adaptation rapide des systèmes sociaux aux contraintes de la culture du palmier à huile seront analysées dans la partie consacrée à l'évolution des systèmes sociaux en corrélation avec les systèmes techniques.

(2) La répartition des capacités de travail au sein de la famille.

Un certain nombre de stratégies adoptées par les petits planteurs peuvent être distinguées, qui varient en fonction de leur force de travail, mesurée en UTH (Unité de Travail Homme)¹⁷⁰ :

- Dans le cas de familles à 3 UTH (père et mère de famille, un fils ou fille disponible et des enfants en bas âge), on distingue généralement deux situations :
 - Père et fils travaillent comme salariés sur la plantation et entretiennent la parcelle familiale, pendant que la femme maintient le *ladang* ou le *sawah* et saigne l'hévéa local. Les hommes viennent contribuer aux travaux quand c'est nécessaire. Ce système permet de couvrir la majorité des besoins en autoconsommation, d'assurer la scolarisation des enfants jusqu'au niveau universitaire et un certain confort matériel, et d'épargner.
 - Le père travaille seul sur la plantation, pendant que la femme accompagnée de la fille ou du fils en âge de travailler entretiennent le *ladang* ou le *sawah* et assurent la saignée.
- Dans le cas des familles à 2 UTH, c'est-à-dire lorsque les enfants sont trop grands pour nécessiter toute l'attention de leur mère, mais trop jeunes pour contribuer aux

¹⁷⁰ TROUILLARD, 2001 : 103

activités agricoles, ou lorsque les enfants ont déjà quitté le foyer parental, 2 types de situations se dégagent :

- Le père de famille travaille comme salarié sur la plantation et gère la parcelle, ce qui permet d'investir (maison) ou d'assurer la scolarisation des enfants lorsqu'il s'agit d'un couple ayant des enfants en bas âge, pendant que la femme saigne les hévéas et gère le *ladang* ou le *sawah*, dégageant ainsi de quoi subvenir aux besoins de consommation.
 - Mari et femme travaillent ensemble dans le cadre d'un emploi salarié et sur leur parcelle. Ils abandonnent généralement la saignée de l'hévéa.
- Le cas des familles à 1 UTH est particulier et généralement cononcturel. Il intervient lorsque le père de famille est la seule personne disponible pour travailler parce que la femme est enceinte, s'occupe des enfants en bas âge ou est décédée. Les parents, voire les beaux-parents peuvent dans ce cas contribuer aux activités agricoles, ce qui peut faire monter la main d'œuvre disponible à 1,5 ou 2 UTH.
- Le père travaille comme salarié sur la plantation et assure la gestion de la parcelle familiale, mais abandonne généralement le jungle rubber, privilégiant le *ladang* ou le *sawah* pour répondre aux besoins de subsistance.
 - Le père travaille sur la plantation et la parcelle tout en continuant à travailler le *ladang* ou le *sawah*, pendant que les parents ou beaux parents saignent l'hévéa.

La répartition de la capacité de travail entre les différentes activités évolue au fil de la vie familiale, qui définit la disponibilité de main d'oeuvre. Le passage d'une situation à une autre peut donc être très rapide, notamment avec l'arrivée des enfants (naissance et petite enfance) ou leur départ (mariage), qui est généralement assez précoce. Dans les situations où la capacité de travail est limitée par la conjoncture familiale, les petits planteurs, quelque soit leur origine ethnique semblent privilégier la culture du riz, donc l'autosubsistance, aux revenus tirés de l'hévéa, qui sont remplacés par les apports financiers tirés de la parcelle et parfois du travail salarié. Le *ladang* et le *sawah* doivent aussi leur maintien au rôle social et symbolique central joué par le riz dans les cultures Javanaise et Malayu comme Dayak. En effet, le fait de ne pas cultiver de *ladang* ou de *sawah* est perçu à travers les systèmes de sens locaux comme un acte de fainéantise, bien que les petits producteurs soient conscients de la faible productivité de ce travail, notamment le *ladang*.

b) L'adaptation des formes d'organisation du travail collectives aux contraintes techniques du palmier à huile: vers un 'gotong royong rénové'.

Les systèmes d'entraide collectifs ont eux aussi évolué corrélativement aux systèmes techniques, s'adaptant de fait aux besoins sociaux en termes de travail collectif. Le *gotong royong* traditionnel est ainsi en perte de vitesse face au système *upah*, qui correspond mieux aux besoins des petits producteurs pour la gestion de leurs parcelles, par rapport aux coûts supplémentaires engagés dans le cadre du *gotong royong*. En effet, celui-ci coûte en moyenne 55% plus cher que le système de main d'œuvre salariée *upah*¹⁷¹, et tombe progressivement en désuétude du fait de son coût prohibitif. Celui-ci a d'ailleurs augmenté suite à la crise, qui a vu le prix des denrées de première nécessité augmenter (café, sucre, huile et riz).

Le système du *gotong royong* est en réalité adapté à des économies de type autarcique, où la mobilisation d'une force importante de travail à des périodes spécifiques du cycle agricole est vitale. Par ailleurs, la distribution de produits de prestige renforcent le statut social de l'invitant. Le *gotong royong* apparaît cependant inadapté à un système économique ouvert dans lequel la vente de la force de travail constitue pour les paysans le principal moyen de toucher des revenus, et ce d'autant plus que le statut social tend à être défini aujourd'hui par la possession de biens matériels.¹⁷²

On voit toutefois émerger aujourd'hui une forme 'adaptée' du *gotong royong*, qui n'inclut plus la distribution de produits consommables par l'invitant (tabac, café, thé, repas et *tuak* – alcool de riz- pour les Dayak). Cette réinterprétation de ce système d'entraide est en fait directement liée à la culture du palmier à huile, puisque les petits producteurs, regroupés en 'blocs' de parcelles au sein du *plasma* couvrant chacun 25 hectares, sont contraints de s'entraider lors des périodes requérant le plus de travail, notamment le 'semis en poquet' du riz, et la récolte. En effet, le travail sous forme de groupe d'entraide permet à la fois d'alléger le travail de chacun, de diminuer radicalement les coûts en main d'œuvre, ce qui bénéficie à tous, et de simplifier la gestion du transport des régimes au pressoir.¹⁷³

Les plantations de palmier à huile sous forme de *nucleus-plasma* ont donc été directement à l'origine de cette réinterprétation du *gotong royong* en instaurant un besoin en travail collectif permettant de pallier à des besoins en travail épisodiques, sans que cela n'engage de coûts de production prohibitifs grignotant sur les gains dégagés par les petits producteurs. Ce système

¹⁷¹ PENOT, 2004 : 456

¹⁷² PENOT, 2004 : 456

¹⁷³ PENOT, 2004 : 456

d'entraide sociale basé sur la réciprocité du travail a par conséquent été réinterprété et adapté par les populations locales aux nécessités en termes de travail et de capital définies par les spécificités culturelles du palmier à huile au sein du système agraire particulier du *nucleus-plasma*. Le système *upah* s'est développé parallèlement car il répond à une offre de travail disponible de la part des populations locales, et correspond plus directement aux exigences de flexibilité de la main d'œuvre, notamment celles des transmigrants.

L'évolution des pratiques culturelles a donc façonné les formes d'organisation du travail.

c) Concomitance entre changement social et changement technique.

Les systèmes agro-économiques Dayak ont connu des transformations importantes depuis le XIX^e siècle, au fur et à mesure que ces populations passaient progressivement d'un mode de vie de 'chasseurs-cueilleurs' basé sur la collecte des produits forestiers et du sagou, à la culture itinérante sur brûlis qui s'est progressivement mise en place avec l'introduction du riz dans les systèmes agraires. La diffusion de l'hévéa et son intégration dans les systèmes agroforestiers alors déjà utilisés par les Dayak a marqué le début de leur entrée graduelle dans la monétarisation de l'économie et le marché. L'intégration des systèmes agro-économiques Dayak dans les réseaux commerciaux indonésiens et internationaux s'est mise en place progressivement au cours du XX^e siècle, et est aujourd'hui propulsée par les transformations économiques et sociales parfois brutales induites par l'exploitation forestière et l'agriculture intensive sous forme plantation en monoculture.

Le 'glissement' progressif sur plus de deux siècles d'un système agro-économique à l'autre n'a pas été sans influencer sur l'évolution des systèmes sociaux. Les modes d'utilisation de la main d'œuvre et d'organisation du travail collectif ont évolué corrélativement à la nature des systèmes agraires. Le mode de vie originel des Dayak, basé sur la chasse et la collecte a donné lieu à des modes d'organisation du travail plutôt individualisés. Le passage à des systèmes agro-économiques à cycle court basés sur la riziculture itinérante sur brûlis ou *ladang* a débouché sur la mise en place de modes d'utilisation du travail orientés vers l'entraide et la réciprocité du travail, appelant à un contrôle social partiel de la main d'œuvre afin de permettre la réalisation des travaux collectifs.¹⁷⁴ Ces systèmes agraires fondés sur le *ladang* ont donné lieu à des tenures foncières basées sur l'indivision. L'intégration progressive de la culture de plantes pérennes, hévéa dans un premier temps, puis palmier à huile, et le développement des systèmes agraires associés ont suscité un retour à des tendances plus individualistes, donnant

¹⁷⁴ PENOT, 2004 : 452

lieu à une individualisation progressive des modes de culture, des systèmes d'organisation du travail et des tenures foncières.

Or, il est intéressant de constater que le système nucleus-plasma porte en lui les germes d'une gestion individualisée des terres, du fait de l'application d'un droit de propriété de type romain. Par conséquent, l'intégration rapide de la culture du palmier à huile sous forme de parcelles en monoculture chez les Dayak, est directement liée à la préexistence du système agraire de l'agroforêt à hévéa, qui a engendré une évolution progressive au cours du XXe siècle des modes d'utilisation de la main d'œuvre avec une tendance à l'individualisation, du fait que les besoins en main d'œuvre collective étaient moindres. De fait, le *jungle rubber* a accentué l'individualisation des modes de production et favorisé le glissement des tenures foncières vers un droit s'apparentant à la propriété privée, puisqu'il ne lui manque que le droit d'*abusus*. L'intégration des spécificités techniques liées à la culture du palmier à huile sous forme de plantation dans les systèmes sociaux s'est donc effectuée sans heurts, du fait d'une prédisposition de ces derniers aux modes d'organisation du travail individuels.

Deux vecteurs majeurs de l'assimilation rapide de la culture du palmier à huile dans les systèmes sociaux locaux apparaissent¹⁷⁵:

- D'une part, les systèmes agraires que constituent les agroforêts à hévéa et les parcelles familiales de palmier à huile ont des besoins en main d'œuvre relativement similaires, puisque la capacité de travail d'une famille nucléaire suffit à leur exploitation.
- D'autre part, ils sont basés sur des systèmes fonciers apparentés qui protègent tous deux les droits de plantation, et par voie de conséquence l'investissement en temps et en capital réalisé par le détenteur des droits. Seul le droit d'*abusus* issu du droit romain s'ajoute à ceux d'*usus* et de *fructus* dans le cas du palmier à huile.

La mise en cohérence des systèmes sociaux avec les systèmes agraires a tout de même eu lieu, comme l'a démontré plus haut le nécessaire réajustement des capacités de travail familiales aux activités agricoles, avec l'abandon ou la réduction de certaines au profit du palmier à huile. Un autre exemple de cette mise en cohérence est le retour du *gotong royong* sous une forme 'rénovée' permettant ainsi de pallier aux besoins en main d'œuvre collective dans le cadre des travaux qui requièrent une concentration de la main d'œuvre autour d'activités précises. Le contrôle social de la main d'œuvre, qui n'était plus techniquement de mise pendant la période de diffusion du *jungle rubber* sauf dans le cadre du semis en poquet et de la récolte du riz sur le *ladang*, a donc été partiellement réintroduit par la nécessité

¹⁷⁵ PENOT, 2003 : 5

technique d'une concentration de la main d'œuvre autour des activités agricoles touchant au palmier à huile, et notamment la récolte.

Le foncier et l'utilisation de la main d'œuvre apparaissent par conséquent comme des vecteurs de la mise en l'adéquation des systèmes sociaux aux systèmes techniques¹⁷⁶. L'évolution des modes d'organisation du travail et des tenures foncières chez les Dayak démontre ainsi la faculté des lois coutumières à évoluer sous l'influence du changement technique et en corrélation avec le changement social. La coutume ne présente donc pas le caractère figé qu'on lui prête habituellement.¹⁷⁷

Les systèmes sociaux des Malayu et des transmigrants, qui reposent pourtant sur des bases fondamentalement différentes ont su eux aussi s'adapter aux impératifs techniques liés à la culture du palmier à huile, en ajustant leurs capacités de travail par le biais d'un arbitrage entre contraintes socio-techniques et besoins économiques.¹⁷⁸

Partie II : Les impacts des plantations de palmier à huile sur l'évolution des systèmes agraires et les stratégies des producteurs :

a) Une approche en termes de stratégies

J.M. Yung et J. Szlavsky (1992) définissent les stratégies des producteurs comme des combinaisons plus ou moins structurées d'actions élaborées par des acteurs pour faire face aux « défis » auxquels ils se trouvent confrontés ou qu'ils s'assignent et qui font concourir des moyens agricoles, mais non exclusivement, pour atteindre des objectifs de maintien, croissance et reproduction de leur unité de production familiale (UPF), dans un contexte plus ou moins fortement marqué par l'incertitude¹⁷⁹.

D'après Yung, les *pratiques et les changements de pratiques* des producteurs constituent des morceaux de « stratégies en acte », puisqu'ils résultent de leur adaptation à un contexte en évolution au sein duquel ils cherchent à se positionner de la manière la plus efficace afin de maximiser leurs bénéfices, qui peuvent être de toutes formes (économiques, politiques, fonciers, symboliques, magiques...). Ces stratégies varient donc en fonction des

¹⁷⁶ PENOT, 2004 : 453

¹⁷⁷ PENOT, 2003 : 2

¹⁷⁸ PENOT, 2004 : 453

¹⁷⁹ YUNG & ZASLAVSKY, 1992 : 5

groupes, des milieux dans lesquels ils opèrent et des moyens qui sont à leur disposition, au regard des contraintes et opportunités qui sont les leurs.

D'après ces mêmes auteurs, il est possible de classer les stratégies des petits producteurs suivant un gradient offensif-défensif.

- Les stratégies offensives sont portées par des acteurs dont les choix et les pratiques sont orientés dans une logique d'amélioration des conditions de vie et d'enrichissement.
- Les stratégies défensives sont celles qui sont développées par des acteurs cherchant à s'assurer du maintien de leurs conditions de vie en minimisant les risques.

Ces différents types de stratégies sont évidemment portées par des groupes stratégiques dont l'approche en termes d'adaptation diffère en fonction de leurs priorités qui à leur tour dépendent de leur origine culturelle, de leur situation socio-économique, foncière, et de leurs liens aux différents groupes stratégiques porteurs ou non de l'innovation.

Ces stratégies associent généralement des ensembles d'actions s'inscrivant sur différentes échelles de temps, qui se combinent sur le moyen ou long terme pour donner lieu à une amélioration des conditions de vie (stratégies offensives) ou à leur préservation lorsque la sécurité matérielle, foncière, alimentaire est en jeu (stratégies défensives).

Dans le contexte de changement social et de pression foncière née de la multiplication des compagnies de plantation à Kalimantan Ouest, les différents groupes opérant au sein de la catégorie des petits planteurs sont appelés à mettre en œuvre et à manipuler des stratégies agricoles diverses, en fonction de leurs moyens, contraintes, opportunités, et de leur réceptivité à l'innovation.

b) L'adaptation des stratégies des petits producteurs à un contexte agricole en évolution rapide : vers une complémentarité du palmier à huile et de l'hévéa.

(1) *Le jungle rubber* : un système obsolète ?

La conjoncture économique et agricole à la fin des années 90 a provoqué la remise en question par les paysans de l'hévéa comme culture de rapport fiable. Tout d'abord, la crise économique indonésienne et la chute du prix du caoutchouc sur les marchés internationaux de 1997 à 2002 ont affaibli la position économique des petits producteurs, ce qui les a amenés à

remettre en cause la place de l'hévéa au centre de leurs stratégies économiques. De plus, cette crise est arrivée à un point où la productivité de nombreux *jungle rubber* déclinait du fait de leur arrivée en fin de cycle¹⁸⁰. Le fait que les petits producteurs de caoutchouc utilisent des variétés d'hévéa locales au rendement faible a aussi joué en la défaveur des agroforêts à hévéa, montrant les limites de leur productivité. L'ensemble de ces facteurs structurels ont par conséquent favorisé l'adoption par les paysans de stratégies de diversification visant à conserver la maîtrise de leurs revenus. Or, cette période – années 90 et 2000 - correspond au développement à Kalimantan de nouvelles opportunités culturelles, notamment le palmier à huile et l'hévéa clonal. Un certain nombre de petits producteurs de caoutchouc ont alors saisi l'opportunité de remplacer leurs *jungle rubber* vieillissants par de l'hévéa clonal à hauts rendements en RAS (Rubber-based Agroforestry Systems), grâce au programme SRAP. D'autres ont fait le choix d'adhérer aux projets des compagnies de palmier à huile sous forme de *nucleus-plasma*, s'assurant ainsi un revenu stable sur le long terme. On assiste donc, depuis le début des années 2000 à Kalimantan Ouest, à une diversification des stratégies agro-économiques en fonction des choix culturels effectués.

(2) Les avantages comparatifs de l'hévéa et du palmier à huile du point de vue des communautés locales.

Le palmier à huile présente un certain nombre d'avantages, notamment l'assurance d'un revenu stable et relativement élevé sur une durée relativement longue – environ 20 ans. Le principal inconvénient est le délai avant l'entrée en production - 3 à 4 ans - et le crédit qu'il faut rembourser – qui s'élève en moyenne à hauteur de 15 MRp/ha - dont les modalités sont floues, et qui demande généralement plus de temps à rembourser que les prévisions initiales ne le laissent supposer – au minimum 4 ans à partir de la première récolte.¹⁸¹ Une fois ce crédit remboursé toutefois, la terre appartient au petit planteur, elle peut donc être replantée et transmise en héritage. Les stratégies patrimoniales basées sur la culture de plantes pérennes sont un facteur important de l'adoption du palmier à huile par les paysans.

La présence de la compagnie permet aussi l'accès au travail salarié, qui séduit les villageois car il représente l'assurance d'un revenu stable et conséquent. En effet, 2 ha de *jungle rubber* peuvent générer 2,5 à 3 MRp par année, alors que le travail d'une seule personne à la

180 PENOT, 2004 : 2

181 TROUILLARD, 2001 : 100

plantation permet de dégager un revenu à peu près équivalent.¹⁸² Bon nombre de familles tendent d'ailleurs à cumuler ces deux activités. Le travail salarié présente tout de même un certain nombre d'inconvénients. Tout d'abord, il représente une contrainte en temps importante puisqu'un salarié permanent travaille 6 jours sur 7, ce qui ne laisse que peu de temps à consacrer à d'autres activités : « (...) *depuis qu'on travaille au palmier on n'a plus le temps d'aller en forêt pour pêcher, chercher des légumes et du bois, mais travailler là-bas c'est quand même intéressant car on n'est plus obligé de faire le ladang* ». ¹⁸³ L'intégration des activités liées au palmier à huile dans le budget temps se fait souvent au détriment des autres activités agricoles, *ladang* ou *jungle rubber*. Le gain en ressources pour l'autoconsommation tiré du *ladang* est donc inférieur au coût d'opportunité du travail salarié.¹⁸⁴

De plus, les salaires mensuels sont versés d'un seul tenant, ce qui cadre mal avec le rapport que les Dayak entretiennent avec l'argent : « (...) *depuis qu'ils obtiennent un salaire régulier à la plantation de palmier, les gens dépensent tout de suite (...) or, le salaire est distribué une fois par mois. Alors qu'avec l'hévéa les gens pouvaient s'organiser et répartir les revenus* ». ¹⁸⁵ Cette mauvaise gestion de l'argent tient en ce que les Dayak n'ont pas l'habitude de disposer de larges sommes d'argent en un seul tenant, et tendent à privilégier les dépenses rapides sur l'épargne.

A ces aspects différents aspects s'ajoutent un certain nombre de contraintes d'ordre technique. Les hévéas doivent être saignés très tôt le matin, ce en quoi ils ne perturbent pas le travail salarié ou sur la parcelle en palmier à huile. Par contre, les agroforêts à hévéa sont souvent situées relativement loin du village, et lorsqu'elles sont vieillissantes, la baisse de leur productivité peut provoquer un certain découragement et amener à un abandon de leur exploitation. Elles sont parfois replantées en hévéa local ou clonal suivant les contraintes en travail spécifiques à chaque famille, les stratégies économiques déployées et les possibilités ouvertes à l'échelle locale.

Le palmier à huile a aussi son propre champ de contraintes. Le fait qu'il soit cultivé sous forme de monoculture génère un besoin en travail important, notamment pour l'application des intrants et le désherbage. De plus, lorsque le palmier atteint sa taille adulte, il

¹⁸² TROUILLARD, 2001 : 100

¹⁸³ TROUILLARD, 2001 : 100

¹⁸⁴ TROUILLARD, 2001 : 100

¹⁸⁵ TROUILLARD, 2001 : 100

devient trop haut pour être récolté à hauteur d'homme, ce qui rend le travail d'autant plus pénible, alors que l'hévéa est toujours saigné de la même façon.¹⁸⁶

Ces différents aspects financiers, sociaux et techniques liés aux spécificités culturelles et économiques des alternatives qui s'offrent aux petits producteurs jouent un rôle important dans la détermination des stratégies agricoles qu'ils mettent en œuvre.

(3) La complémentarité entre palmier à huile et hévéa

Dans la majorité des cas, palmier à huile et hévéa ne se concurrencent pas en termes de travail : l'hévéa est saigné tôt le matin et laisse ainsi du temps à la réalisation d'autres activités comme l'entretien de la parcelle de palmier à huile ou le travail salarié sur le *nucleus*. Les Dayak, qui cherchent presque toujours à conserver une partie de leurs terres coutumières - en général près de la moitié¹⁸⁷ - lorsqu'ils adhèrent à un programme de plantation, continuent d'exploiter les agroforêts à hévéa en attendant l'entrée en production de leur parcelle. Ils peuvent aussi être amenés à travailler sur le *nucleus* pour améliorer leur niveau de vie. Un petit nombre de transmigrants ont aussi commencé à planter des *jungle rubber*, technique qu'ils ont apprise au contact des Dayak, mais la plupart se contentent de travailler comme salariés pour la compagnie afin de s'assurer de la présence d'un revenu stable en attendant de pouvoir exploiter leurs parcelles. Les stratégies des petits planteurs sont donc orientées sur le court terme vers le travail salarié, qui peut être combiné avec le *jungle rubber*, surtout chez les Dayak, afin d'améliorer leur niveau de vie, scolariser les enfants et réaliser de l'épargne. Puis, le capital épargné est réinvesti dans une plantation d'hévéa clonal, celle-ci requérant des investissements pour l'achat des jeunes pousses et des intrants nécessaires. Le travail salarié et les revenus de la parcelle palmier à huile deviennent alors le moyen de constituer le capital nécessaire au financement des plantations d'hévéa.¹⁸⁸ Sur le long terme, la stratégie des petits producteurs s'oriente vers une complémentarité économique du palmier à huile et de l'hévéa clonal : « *le ladang pour manger, le palmier pour le quotidien au jour le jour, et l'hévéa pour le futur* ». ¹⁸⁹ Par conséquent, il n'y a pas substitution de la culture du palmier à huile à celle de l'hévéa, mais bel et bien complémentarité sur le long terme de ces deux activités. Cela permet en outre aux petits producteurs d'améliorer leur niveau de vie sur le moyen et long terme, et de disposer d'un patrimoine foncier transmissible.

¹⁸⁶ TROUILLARD, 2001 : 100

¹⁸⁷ POTTER & LEE, 1998 : 21

¹⁸⁸ TROUILLARD, 2001 : 105

¹⁸⁹ TROUILLARD, 2001 : 101 « *ladang untuk makan, kerja keluar di sawit untuk rutin sehari-hari, karet untuk depan* ».

c) Les stratégies agraires des paysans:

Les changements de pratiques des petits planteurs de palmier à huile permettent d'identifier trois 'itinéraires stratégiques' majeurs au sein de leur groupe¹⁹⁰ :

- Le premier itinéraire consiste en le passage progressif de l'hévéa local à l'hévéa clonal au sein de l'agroforêt. Les autres activités agricoles sont généralement maintenues, à savoir *ladang* pour les Dayak et *sawah*, voire même *ladang* pour les transmigrants. La transition entre le vieux *jungle rubber* et l'hévéa clonal est généralement progressive, puisqu'un capital doit être dégagé pour acheter pousses et intrants. Ce capital est généralement issu du travail salarié sur le *nucleus* et des bénéfices tirés de la parcelle, notamment pour les transmigrants, et complété par les revenus issus de l'hévéa local pour les Dayak. Cette stratégie vise à la fois à intensifier la productivité des parcelles, dont l'expansion est limitée par la pression foncière, à assurer la présence d'un revenu sur le long terme, et d'un patrimoine foncier transmissible.

- Le second itinéraire est plutôt marqué par un changement complet de stratégie passant par l'adoption du travail salarié sur le *nucleus*, complété par les revenus tirés de la parcelle. Cette stratégie à court terme peut être par la suite complétée par la mise en place d'une plantation clonale d'hévéa lorsque des terres sont disponibles, généralement en RAS dans le cadre d'un programme. Il s'agit ici d'une stratégie adoptée plus communément par les transmigrants, cependant certains Dayak y adhèrent aussi, notamment les jeunes. Le *jungle rubber* est généralement abandonné, mais Dayak comme transmigrants tendent à poursuivre la production de riz dans le *ladang* ou le *sawah*.

- Le troisième itinéraire est 'mixte et opportuniste', combinant la parcelle de palmier et le travail salarié aux systèmes traditionnels du *jungle rubber* et/ou du *ladang* ou *sawah* quand les capacités de travail familiales le permettent, ou grâce au recours au système *upah* pour la gestion de la parcelle notamment. Ces acteurs cherchent souvent à remplacer leur *jungle rubber* par de l'hévéa clonal (Dayak), ou simplement à ouvrir une plantation d'hévéa clonal agroforestière (transmigrants). Ils peuvent aussi tenter de développer des activités de pépiniéristes, afin de vendre de l'hévéa clonal. Ces acteurs sont généralement des gens assez influents, comme des chefs de village ou de *kelompok*, voire des notables

¹⁹⁰ PENOT, 2004 : 8

locaux, qui adhèrent rapidement à toute nouvelle innovation culturelle pouvant leur permettre de diversifier leurs sources de revenus. Ils sont généralement les récepteurs et les porteurs de l'innovation à l'échelle des villages.

Les stratégies de remplacement du *jungle rubber* par des clones, ou le développement d'une nouvelle plantation sont généralement bloqués sur le court terme suite à l'installation de la plantation, du fait des alternatives économiques, nouvelles ou anciennes – maintien du *jungle rubber*, travail sur le *nucleus*, ensuite complété par les revenus tirés de la parcelle. Les stratégies paysannes tendent cependant sur le long terme vers une diversification des sources de revenu, en réinvestissant le capital dégagé dans une plantation d'hévéa clonal, replantée avec l'ancien *jungle rubber*, ou sur une nouvelle parcelle quand la présence de terres disponibles le permet.

d) Les stratégies de détournement et d'adaptation développées par les petits producteurs pour faire face aux contraintes liées aux compagnies de plantation.

(1) Les stratégies de détournement

Les petits planteurs ont développé un certain nombre de stratégies visant à maximiser les bénéfices qu'ils retirent des interactions avec les compagnies de plantation, en fonction des contraintes, opportunités et objectifs qui sont les leurs.

Par exemple, l'une des stratégies qu'ont pu adopter les petits producteurs Dayak en réaction à la situation d'exploitation dont ils se sentaient victimes face à certaines compagnies ayant adopté des politiques particulièrement exagérées, a été de quitter leurs maisons et leurs terres, et de migrer vers d'autres zones où ils pourraient renouer avec un mode de vie traditionnel, comme cela a pu être le cas à Ngabang et à Parindu.¹⁹¹ Ceci exemplifie bien la variété des formes que peuvent prendre les stratégies paysannes, même s'il s'agit ici d'un cas extrême, puisque les choix opérés par les petits producteurs se tournent plus généralement vers l'adaptation que vers la fuite.

Les petits planteurs qui s'estiment lésés ou insuffisamment rémunérés par leurs parcelles, tendent plus généralement à y consacrer le moins possible de leur capacité de travail, considérant le palmier à huile comme une culture supplémentaire dans le cadre de leur

¹⁹¹ POTTER & LEE, 1998 : 25

stratégie agro-économique. Ils tendent donc à négliger leur parcelle au profit des autres cultures, notamment le *jungle rubber* et le *ladang* ou le *sawah*. L'une des pratiques courantes consiste à utiliser une partie des engrais destinés aux palmiers à la riziculture¹⁹², ce qui leur permet d'augmenter la part d'autoconsommation issue de leurs activités agricoles. Ces stratégies villageoises sont en cohérence avec les logiques paysannes nées dans le contexte de pression foncière croissante qui limite, voire empêche les possibilités d'expansion des surfaces cultivées. La réponse rationnelle à cela est une intensification des cultures dans les limites des terres disponibles.¹⁹³ Cette logique s'inscrit bien dans une stratégie offensive visant à améliorer le train de vie en opérant un choix entre les différentes options culturelles disponibles qui les paysans amène à privilégier les cultures les plus importantes pour l'économie familiale.

Ces stratégies d'adaptation villageoises pourraient à terme avoir un impact important sur l'économie des plantations, puisque la négligence des petits planteurs vis-à-vis de leurs parcelles aura sans doute des conséquences importantes sur leur productivité. Or, les compagnies n'ont pas grand intérêt à mettre en place des zones de *plasma* improductives sur leurs concessions, ce qui risque de les amener à remettre en cause le modèle *nucleus-plasma*. En effet, ces programmes, malgré leurs défauts, présentent tout de même l'avantage de permettre une redistribution économique conséquente des bénéfices directement aux petits planteurs. La baisse de productivité des petits planteurs pourrait ainsi mener à la réduction drastique de la proportion des parcelles pour petits planteurs au sein des concessions, voire à leur disparition complète, ce qui n'est évidemment pas dans l'intérêt des petits producteurs.¹⁹⁴

(2) Les agroforêts comme stratégie de sécurisation foncière :

Les Dayak ont été amenés à réinterpréter l'une des fonctions centrales des agroforêts à hévéa depuis que la multiplication des concessions privées de palmier à huile a augmenté la pression foncière dans de nombreuses zones à Kalimantan Ouest. En effet, les agroforêts ont toujours servit de marqueurs de territoire, établissant la continuité des droits fonciers d'un individu, d'une famille ou d'un clan sur la repousse forestière ainsi cultivée et sur les produits qui en sont issus. Or, les Dayak ont observé que face à une menace extérieure sur leurs terres, la présence d'arbres ayant une fonction alimentaire ou économique leur permettait de

¹⁹² POTTER & LEE, 1998 : 25

¹⁹³ POTTER & LEE, 1998 : 26

¹⁹⁴ POTTER & LEE, 1998 : 26

démontrer l'utilisation agricole permanente de la terre, et par là même de faire valoir les droits fonciers s'y rapportant. Les Dayak en sont par conséquent venus à redéfinir la fonction de marqueur territorial des agroforêts à hévéa, ainsi que des *tembawang* comme un moyen de préserver leurs possessions foncières des risques d'appropriation par les compagnies de plantation¹⁹⁵, ou au moins de constituer une base à la compensation financière qui est versée pour dédommager les paysans de la prise de possession de leurs terres.¹⁹⁶ Même si la compétition pour la terre n'est pas la seule raison pour laquelle les jachères sont plantées d'essences pérennes au vu de leurs fonctions économiques, alimentaires et matérielles fondamentales, il semble toutefois qu'il y ait une importante corrélation entre agroforêts et stratégies foncières défensives dans le contexte contemporain.¹⁹⁷ La fonction des arbres plantés sur les repousses forestières n'est donc pas limitée à leur valeur économique, alimentaire, matérielle, ou sociale (foncière) mais « fait partie d'un paysage manipulé par la communauté dans le but de résister à la pression extérieure »¹⁹⁸. Deux facteurs principaux semblent avoir contribué à l'expansion des surfaces d'agroforêt au cours de la récente période : les politiques d'intensification agricole forcée du gouvernement indonésien, matérialisées par l'implantation de nombreuses compagnies de plantation publiques ou privées au détriment des terres coutumières, et l'amélioration de l'accès au marché de nombreux villages, qui a résulté en l'augmentation des terres plantées en cultures de rapports par les villageois souhaitant augmenter leur niveau de vie.¹⁹⁹

Il est remarquable de constater que les politiques agricoles mises en place par le gouvernement et portée par les compagnies ont donné lieu sur le terrain, non pas à une remise en cause des systèmes agroforestiers 'traditionnels' et à leur orientation vers des monocultures, mais à une augmentation des surfaces utilisées avec ou sans intensification, sous les modes de production préexistants, soit les systèmes agroforestiers.²⁰⁰

Conclusion:

Cette étude, ancrée dans les théories de l'Anthropologie du développement, a cherché à mettre en lumière et à analyser les enjeux et les stratégies des différents acteurs impliqués

¹⁹⁵ DOVE, 1993 : 9

¹⁹⁶ POTTER & LEE, 1998 : 11

¹⁹⁷ SUNDERLIN & RESOSUDARMO, 1996: 7

¹⁹⁸ POTTER & LEE, 1998 : 11

¹⁹⁹ POTTER, 2001: 314

²⁰⁰ POTTER, 2001: 320

dans la filière de l'huile de palme, afin de révéler les éléments de positionnement de chacun autour des différentes questions soulevées par l'agriculture intensive du palmier à huile sous forme de monoculture de plantation. Au terme de cette étude, deux groupes d'acteurs animés par des enjeux et des stratégies antagonistes semblent s'affronter, ou du moins s'opposer au sein de l'arène développementiste liée à la question des plantations de palmier à huile à Kalimantan Ouest :

- D'une part, la logique développementiste portée par l'Etat dans son ensemble, y compris les instances gouvernementales décentralisées. Celle-ci encourage l'expansion des compagnies de plantation dans une logique développementiste libérale qui perçoit la monoculture de plantation comme un moyen moderne de développement économique et social. Cette approche est tout de même à nuancer, car toutes les instances gouvernementales ne partagent pas la vision de l'Etat central sur les bienfaits économiques et sociaux des compagnies de plantation. Cette logique s'associe avec celle portée par les compagnies, dont les enjeux tournent autour de la maximisation des bénéfices tirés de l'exploitation des concessions. L'Etat a initié le secteur et posé un certain nombre de conditions à l'implantation des compagnies privées, mais elles sont aujourd'hui le seul vecteur d'expansion du secteur. Les sociétés privées constituent donc à l'heure actuelle le groupe d'acteurs central du secteur de plantation, et un lobby extrêmement influent capable de faire plier les gouvernements locaux à ses exigences afin de servir ses intérêts.
- D'autre part, la logique des communautés locales appuyée par des acteurs extérieurs (ONGs nationales et internationales, coopérations décentralisées et instituts de recherche-développement), eux-mêmes porteurs de leurs propres logiques d'acteurs. La stratégie des communautés locales en tant que groupe d'acteurs consiste à déployer un certain nombre de stratégies défensives, par le biais de l'intensification des systèmes agroforestiers ou de détournement, en développant leurs propres stratégies économiques en marge de celles des compagnies, qui peuvent en venir à nuire à cette dernière, suivant qu'elles se situent avant ou après l'établissement d'une société privée sur leurs terres. Les communautés locales sont appuyées par les ONGs et coopérations décentralisées sur le plan international, national ou local. Ces organisations oeuvrent par le biais de la sensibilisation, de l'activisme politique et des projets de développement suivant leur orientation.

Il apparaît que, au sein de chacune des deux configurations d'acteurs, les différents éléments qui les composent adoptent des stratégies communes à partir de faisceaux d'intérêts divergents spécifiques à leurs positions. Les enjeux des deux groupes d'acteurs sont donc à la fois polarisés autour des deutéragonistes qui se confrontent sur le terrain autour de l'enjeu foncier qui les réunit et, par voie de conséquence, les divise, mais aussi subdivisés au sein de chaque groupe par la nature de leurs enjeux respectifs. Par conséquent, c'est cet enchevêtrement de stratégies et de logiques d'acteurs convergentes et divergentes autour de l'enjeu du palmier à huile qui donne lieu à la situation à Kalimantan aujourd'hui.

Au delà du rôle des acteurs il ne faut pas omettre l'importance de la conjoncture économique internationale, qui a récemment tourné en faveur des petits planteurs de palmier à huile, pour la première fois depuis la crise financière asiatique de 1998. En effet, du fait de la hausse de la demande mondiale en huile de consommation, à laquelle s'ajoutent les besoins générés par les biocarburants, le cours de l'huile de palme a augmenté de 70% au cours de l'année passée²⁰¹, alors qu'elle était auparavant la moins chère du marché et utilisée par des millions de gens dans les pays du Sud. La conjoncture économique internationale est aujourd'hui en faveur des petits planteurs de palmier à huile, leur permettant de faire vivre décemment leurs familles. La demande en biocarburants continuant à croître, cela laisse à espérer que le prix élevé de l'huile de palme va permettre une multiplication des petits planteurs de palmier à huile indépendants comme c'est déjà le cas en Malaisie. En effet, le système dominant actuellement de plantations de palmier à huile gérées par des compagnies a démontré sa viabilité économique, mais soulève un certain nombre de questions en termes de cohésion sociale sur le long terme et de durabilité écologique. Le développement d'un secteur de production d'huile de palme géré par les petits planteurs ne favoriserait-il pas une meilleure redistribution des richesses, une plus grande équité sociale, des coûts de production plus faibles, ainsi qu'une meilleure durabilité sociale et écologique ? La tâche s'avère toutefois ardue face à l'importance des intérêts économiques en jeu et à l'influence des lobbys de plantation indonésiens.

²⁰¹ BRADSHER 2008: 4

BIBLIOGRAPHIE :

- ALGADRIE, S. I., 1990, *Ethnicity and social change in Dyakanese society of West Kalimantan*, Dissertation University Of Kentucky, Lexington: 424 p.
- ARIFIN, S. & SUSILA, W.R, 1999, *Development and prospect of palm oil industry in Indonesia*, Indonesian Agricultural Research & Development Journal, n° 20, février: 25-32.
- BARLOW, Colin, ZEN, Zahari & GONDOWARSITO, Ria, 2003, *The Indonesian Oil Palm Industry*, Oil Palm Industry Economic Journal, n° 3, août: 8-15.
- BIRO PUSAT STATISTIK, 1997, Centre de statistiques indonésien, Jakarta
- BRADSHER, Keith, 2008, *An Insatiable Demand. Rising Oil Prices Make Mealtime More Expensive*, The New York Times, 26-01-2008: 4.
- CASSON, Anne, 1999, *The Hesitant Boom: Indonesia's Oil Palm Sub-Sector in an Era of Economic Crisis and Political Change*, CIFOR (Center for International Forestry Research), Bogor : 75 p.
- COLCHESTER, Marcus & JIWAN, Norman, 2006, *Ghosts on our Own Land: Indonesian Oil Palm Smallholders and the Roundtable on Sustainable Palm Oil*, Forest Peoples Programme & Perkumpulan Sawit Watch, Bogor: 53 p.
- COURBET, P., 1998, *Systèmes de production hévéicoles et innovations techniques: le cas des Agroforêts à hévéas de Ouest-Kalimantan, Indonésie*, Mémoire ENGREF, Montpellier:180 p.
- DOVE M. R., RAO Y. S. & VERGARA N.T., 1984, *Government perceptions of traditional social forestry in Indonesia : the history, causes and implications of state policy on swidden agriculture*, FAO Conference on the Socio-Economic Aspects of Community/Social Forestry in the Asia-Pacific Region. Bangkok: 18 septembre 1984. 173–197
- DURAND, F., 1999, *La gestion des forêts en Indonésie: trois décennies d'expérimentation*

hasardeuses (1967-1998) : http://bft.cirad.fr/revues/notice_fr.php?dk=392338, 60 p. Consulté le 21 mai 2008.

THOENES, P. *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus*, FAO, Commodities and Trade Division : http://www.fao.org/es/esc/common/ecg/122/fr/full_paper_English.pdf, 15 p. Consulté le 29 mai 2008.

FORESTA, H. de, GOUYON A. & MICHON G., « *Rubber Jungle* » and various agroforestry systems in Indonesia, part 2.

Dans: GOUYON A., DE FORESTA H., LEVANG P., 1993, *Does jungle rubber deserve its name? An analysis of rubber agroforestry systems in southeast Sumatra*. *Agroforestry systems*, 22 (3) : 181-206.

JACOBUS, S. E. FRANS L., : *Traditional property rights over land*. P. 103-115.

Dans : EGHENTER, C., SELLATO, B., DEVUNG, S., 2003 : *Social Science Research and Conservation in the interior of Borneo*, CIFOR, Bogor, 297 p.

KING, Victor T., 1993, *The peoples of Borneo*, Blackwell Publishers. Oxford: 340 p.

LEVANG, P., 1997, *La terre d'en face*, Orstom Editions, Paris: 360 p.

LORD, S. & CLAY, J., 2006, *Environmental Impacts of Oil Palm – Practical Considerations in Defining Sustainability for Impacts on the Air, Land and Water*, Présentation : International Planters Conference, Kuala Lumpur: 37 p.

MACKINNON, Kathy, 1997, *The ecology of Kalimantan*, Oxford University Press, London: 802 p.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD-Karthala, Paris: 221 p.

PENOT, Eric, 2004a, *Mise en cohérence entre systèmes techniques, systèmes sociaux et territoires: cas des hévéaculteurs de la province de Kalimantan-Ouest (Indonésie)*, *Cahiers agriculture*, vol. 13, n° 6, novembre-décembre, 450-458.

PENOT, Eric, 2004b, *Diversification of perennial crops to offset market uncertainties: the case of traditional rubber farming systems in West-Kalimantan*, CIRAD Programme THI, Montpellier, 10 p.

PENOT, Eric, 2003, *Le foncier: l'enjeu de tous les dangers... ou les relations Etat - paysans dans les grandes plaines hévécologiques indonésiennes. Evolution des systèmes de production hévécologiques et gestion de la ressource foncière : le cas de la province de Ouest-Kalimantan, Indonésie*, Actes du Colloque International Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux Montpellier, 25-27 février 2003, 3 p.

PENOT, Eric, 2003, *Mosaïque ethnique, recompositions territoriales et relations Etat-paysans: le cas de la province de Ouest Kalimantan, Indonésie*, Séminaire Journées d'étude autour des régionalismes et des autonomismes, Paris La Villette, 21-23 mars 2003, 5 p.

PENOT, Eric & GEISSLER Cathy, 2003, *Déforestation, concessions agricoles et conflits potentiels: province de Ouest-Kalimantan, Indonésie*, XIIe Congrès Forestier Mondial, Québec: 21-28 septembre 2003, 2p.

POTTER Lesley, 2001, *Agricultural intensification in Indonesia: outside pressures and indigenous strategies, Asia-Pacific viewpoint*, vol 42, n° 2-3, August-December: 305-324.

POTTER Lesley & LEE Justin, 1998, *Tree Planting in Indonesia: Trends, Impacts and Directions, CIFOR Occasional Paper*, n° 18, décembre: 1-28.

RSPO, 2004, *New global initiative to promote sustainable palm*, [http://www.rspo.org/resource_centre/RSPO_Press_Statement_\(final\).pdf](http://www.rspo.org/resource_centre/RSPO_Press_Statement_(final).pdf), consulté le 11 mai 2008.

SHANDRA John M., 2007, *International Nongovernmental Organizations and Deforestation: Good, Bad, or Irrelevant, Social Science Quarterly*, vol 88, n° 3, septembre: 665-689.

STOLER, Ann, 1985 : *Perceptions of Protest: Defining the Dangerous in Colonial Sumatra*, *American Ethnologist*, Vol. 12, No. 4, Nov., 1985 : 642-658

SUNDERLIN, William U. & Resosudarmo, Ida Aju Pradnja, 1996, *Rates and Causes of deforestation in Indonesia: Towards a Resolution of the Ambiguities*, CIFOR, Bogor, occasional paper n°9, 19 p.

http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-09n.pdf

SUSILA, Wayan R., 2004, *Contribution of oil palm industry to economic growth and poverty alleviation in Indonesia*, *Journal Litbang Pertanian*, vol 23, n° 2, avril: 107-114.

SUSILA Wayan R., 1997, *Dampak Putaran Uruguay terhadap minyak nabati*, *Forum Agro Ekonomi*, n° 15: 35-43.

SUSILA W. R. & BOURGEOIS, R., 2003, *In the name of growth and equity: the future of oil palm smallholders in Indonesia*, *Moussons*, n° 9, november: 87-107.

TACCONI L., 2003, *Fires in Indonesia: Causes, Costs and Policy Implications*, *CIFOR Occasional Paper*, n° 38, février, 1-38.

TOMICH, T., MAWARDI, M., 1995 : *Evolution of palm oil trade policy in Indonesia*, *Elaeis*, 1 : 87-102

TOMICH T. P., VAN NOORDWIJK M. & BUDIDARSONO S., 2001, "Agricultural intensification, deforestation and the environment: assessing tradeoffs in Sumatra, Indonesia", in LEE D. R. & BARETT C. B., *Tradeoffs or synergies? Agricultural intensification, economic development, and the environment*, CAB International, Wallingford: 221-224.

TORQUEBIAU Emmanuel & PENOT Eric, 2006, "Ecology versus Economics in Tropical Agroforests", in KUMAR B. M. & NAIR P. K. R., *Tropical homegardens: a time-tested example of sustainable agroforestry*. Springer, Berlin: 269-282.

TROUILLARD, Karine, 2001, *Etude du processus d'innovation autour de l'introduction du clone dans les systèmes agroforestiers à base d'hévéa clonal, à Kalimantan Ouest: Etude d'impact d'expérimentations sur les systèmes agroforestiers à base d'hévéa clonal et sur l'intégration du palmier à huile dans les systèmes de production de petits planteurs. Bornéo, Indonésie*. Mémoire MSc Développement Agricole Tropical CNEARC, Montpellier: 109 p.

VERMEULEN Sonja & GOAD Nathalie, 2006, *Towards better practice in smallholder palm oil production*, Natural Resource Issues Series, IIED, London: 55 p.

WAKKER, Eric, 2005, *Greasy palms: The social and ecological impacts of large-scale oil palm plantation development in Southeast Asia*, Friends of the Earth, Bogor: 53 p.

Wikipedia :

* http://fr.wikipedia.org/wiki/Palmier_%C3%A0_huile, article consulté le 5 avril 2008.

* <http://en.wikipedia.org/wiki/Longhouse>

YUNG, J.M. et ZASLAYSKY, J., 1992 : *Pour une prise en compte des stratégies des producteurs*, Coll. Documents systèmes agraires, n° 18, Cirad, Montpellier 72 p.

ZEN Zahari, BARLOW Colin & GONDOWARSITO Ria, 2005. *Oil palm in Indonesian socioeconomic improvement: a review of options*, in: Australian National University Working Papers in Trade and Economics, rspas.anu.edu.au/economics/publish/papers/wp2005/wp-econ-2005-11.pdf, 26 p. consulté le 6 juin 2008.

ANNEXE :

Annexe 1 : Recommandations des Amis de la Terre d'Indonésie

The following recommendations have been reached following a consultation process between Friends of the Earth and stakeholder groups (including local communities, labour unions, NGOs) impacted by oil palm plantations. This process is still ongoing and further comments are welcome.

Section 1: General principles

In general, for palm oil to be traded in at all, its production must fulfil the following **minimum** criteria:

1. No forest conversion for oil palm
2. There must be no use of fire for land-clearing
3. Where palm oil has not been planted, conflicts with local communities must be resolved in a way that respects their rights before any expansion of palm oil plantations can take place.
4. Conflicts with local communities on existing plantations must be resolved and the rights of those communities must be respected.
5. Companies engaged in oil palm production, investment or processing must obey the UN Norms for Multinationals on human rights and labour conditions, and obey national and international human rights and labour laws.
6. Companies operating palm oil plantations must minimise their impact on the environment through good management practices. These should include (but not be limited to):
 - obeying all relevant Government regulations e.g. on emissions of waste-water
 - use of integrated pest management
 - significant reduction in the use of pesticides and transparency in the amount of pesticides used
 - recycling of POME
7. Companies must establish a mechanism for airing the complaints and redressing the problems of impacted communities, workers, farmers and other affected stakeholders.

Section 2: Demands to specific bodies

a) To European governments

Friends of the Earth calls on the governments of European countries to recognise the importance of this issue and to introduce legislation which regulates the behaviour of European companies involved in the palm oil trade. Specifically:

1. To move on from the outdated and discredited paradigm that corporate *irresponsibility* can be addressed solely through voluntary agreements.

2. To make changes to the legal framework in which European companies operate so that Financial obligations are counter balanced by social and environmental concerns. Specifically, they must introduce:

- **Mandatory Reporting** – requiring all UK companies to report annually on the impact of their operations, policies, products and procurement practices on people and the environment both in the UK and abroad.

- **New legal duties on directors** - to take *reasonable* steps to reduce any significant negative social or environmental impacts.

- **Foreign Direct Liability** – to enable affected communities abroad to seek damages in the UK for human rights and environmental abuses resulting directly from the policies, products and procurement practices of UK companies or their overseas subsidiaries.

3. To strongly support actions by the governments of producer countries (such as the government of Indonesia) to ensure that European companies obey the national law in those countries, and to ensure that those who do not do so are prosecuted.

4. To take a lead role in reviewing the social and environmental impacts of the international commodity trade and questioning the commodity based development model. To ensure that intranational agreements (e.g. Memorandum of Understanding signed between UK and Indonesian governments) formulated with the aim of protecting the environment and human rights are not negated by the actions of European governments in host countries.

b) To the industry in Europe

Friends of the Earth calls on all companies involved in palm oil production, investment, processing or food retailing:

To take immediate steps to ensure that they only used palm oil which conforms to the minimum criteria laid out above.

Specifically:

- to work together closely with other stakeholders in the supply chain.

- in all cases the first step must be to trace their palm oil from source to end use.

- to establish a measurable timetable by which supplier estates can meet the minimum criteria for palm oil production. To take significant steps towards implementing the criteria within three years.
- to engage with initiatives within the sector which take genuine steps towards promoting responsible production of palm oil – e.g. by participating in the Round Table on Sustainable Palm Oil.

c) To European consumers:

1. To write to representatives of their national government about palm oil, urging that legislation is introduced which requires company to trade only in responsibly produced palm oil.
2. To write to local supermarkets asking, what, if any, policies they have on palm oil, whether they are enforced, and whether they can identify the source of their palm oil.

d) To the Indonesian Government

Friends of the Earth demands that the Indonesian government undertakes the following actions with immediate effect:

1. A moratorium must be placed on any new permits for oil palm plantation expansion, to be in place until the Indonesian government implements Decree no.9 (Natural Resources and Land Reform Decree) of the General Assembly for Indonesia.
2. There must be an immediate evaluation of all permits given for palm oil. The evaluation should investigate:
 - Whether companies really used the land in the way they stated they would (e.g. in the case of logging/ oil palm companies, whether the companies did develop oil palm plantations as they said they would, or whether they just logged the forest).
 - Whether or not companies expanded outside the boundaries of the concession areas they were granted.
 - Whether companies issued with oil palm permits planted oil palm within the time limit stated on the licence.
 - How much land has been converted as a result of the issuance of oil palm permits and how much land has been abandoned.
3. The Government must facilitate the resolution of conflicts on oil palm plantations. Particularly:
 - Prior informed consent with local communities is needed before any further land conversion takes place.

- Communities impacted by palm oil must have open access to company representatives and the government in order to negotiate their position.
 - Communities impacted by oil palm must have open access to the necessary information about the impacts and future expansion plans of oil palm companies.
4. Central government regulations on palm oil plantations and Indonesian labour laws need to be reformed so that the reliance of the oil palm sector on daily labourers is ended. Every employee on a plantation must have a contract and basic labour rights, including (but not limited to):
- the right to form independent labour Unions
 - the rights for women workers to have maternity leave
 - the right to a living wage without working overtime
 - the right to work without fear of violence
 - bonuses for workers in proportion to company profits.
5. The Government must enforce regulations making the use of violence by companies against the people illegal.